

(1)

(N° 93.)

SENAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 3 MARS 1936

**Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi
contenant le budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1936.**

(Voir les n°s 5-XV, 44, 68 et 85 du Sénat.)

Présents : MM. LABOULLE, président; BARNICH, BEAUDUIN, BOLOGNE,
DE CLERCQ (Jos.), DIERCKX, GODDING, LOGEN, MULLIE, MOYERSON, PIERLOT,
VAN OVERBERGH, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Au cours des derniers mois, les événements politiques internationaux ont pesé lourdement sur la conjoncture économique. Malgré tout, la production augmente et trouve des consommateurs. Si le commerce mondial ne grandit guère, c'est que l'amélioration est due principalement au développement des marchés intérieurs; le redressement des prix de gros n'est pas général; mais il s'affirme pour la plupart des matières premières et des produits fabriqués. Sauf les accords commerciaux conclus par les Etats-Unis avec un certain nombre de pays dans le but de multiplier les échanges sur la base d'une réduction réciproque des tarifs, on n'observe guère dans le monde une tendance à diminuer les entraves au commerce. La stabilisation générale des monnaies n'est pas encore en vue.

C'est dans ce milieu que la Belgique a dû chercher sa voie vers une rénovation économique, après l'amputation de son franc. Après dix mois d'efforts, nous pouvons constater que nous avons consolidé certaines de nos positions, que nous en avons amélioré d'autres et que nous pouvons espérer réaliser de nouveaux progrès en 1936. A notre horizon financier, nous voyons des points clairs et des points sombres.

Notre franc, sur sa position de repli (28 p. c.), donne l'impression de la sécurité. A aucun moment, depuis la dévaluation, il n'a été menacé. Même lorsque les grandes devises non stabilisées donnaient des signes de faiblesse, même lorsque les devises du bloc de l'or vacillaient sous les attaques, le franc belge se maintint sans fléchissement et presque sans efforts.

Ses lignes de défense sont solides. Dès le mois de juin, plus de six milliards d'or étaient rentrés ou entrés; ainsi se reconstituèrent les réserves de la Banque Nationale; la couverture qui garantit ses engagements à vue, atteignait 67,57

p. c. au 31 décembre. A titre de défense exceptionnelle, le Gouvernement avait constitué le Fonds d'égalisation des changes (1.125 millions) qui, jusqu'ici, n'a pas dû entrer en action.

Après la dévaluation, de nombreux *capitaux étrangers* vinrent en Belgique; vers la mi-juin, on les estimait à quatre milliards; aujourd'hui, il en reste deux milliards et demi. Le Gouvernement affirme que nous sommes en mesure d'en assurer le transfert en tout temps, sans danger pour notre économie ni pour nos finances; les précautions sont prises. La Banque Nationale déclare expressément que, de ce chef, aucune difficulté n'est à redouter.

Notre balance commerciale reste favorable par continuation; le pourcentage de nos exportations par rapport à nos importations donne, en 1935, une moyenne mensuelle de plus de 93 p. c.; ce qui, en tenant compte de nos méthodes statistiques, signifie pratiquement l'équilibre. La balance commerciale du Congo est, de son côté, très favorable. Enfin, d'après de nombreux sondages, nous constatons que la balance des comptes penche en notre faveur, malgré la diminution de notre main-d'œuvre en France.

L'escompte était fixé à 2 1/2 p. c. au début de l'année. « Lors de la crise du mois de mars, dit le rapport de la Banque Nationale, nous n'avons pas jugé utile d'élever ce taux, eu égard à la situation technique de notre système bancaire et à la nature même des évasions de capitaux qui se produisaient ». Quoiqu'il en soit, la dévaluation étant devenue un fait accompli, le taux d'escompte a été ramené à 2 p. c. et n'a plus bougé.

Deux des principales sécurités de la devise nationale, sont *l'équilibre du Budget ordinaire* et la modération du Budget extraordinaire. Le Budget ordinaire de 1935, qui, jusqu'ici, est équilibré à 40 millions près, a une tendance à réduire encore ce léger déficit; il est vrai qu'il se trouve dans cette situation satisfaisante grâce à une recette exceptionnelle de 240 millions environ provenant de la réévaluation de l'or du Trésor; c'est, si l'on peut dire, un don du Trésor au Budget.

Pour 1936, les propositions prévoient un boni de 27 millions; à la fin de décembre, le Ministre des Finances disait que les probabilités de recettes l'avaient amené à prévoir plus de cent millions de boni, toutes autres conditions égales. S'il convient aujourd'hui d'ajouter aux recettes, une partie du gain de la conversion de certains emprunts extérieurs et probablement une augmentation des plus-values d'impôts, il faut ajouter aux dépenses, les amendements aux divers Budgets d'administration, les engagements conditionnels du Gouvernement en matière de traitements et d'allocations, probablement une augmentation des dépenses militaires et, éventuellement, l'intérêt des nouveaux emprunts à conclure pour financer les Budgets extraordinaires de 1935 et de 1936.

Quant au financement du *Budget extraordinaire* (2.3 milliards), particulièrement développé à la suite du plan de travaux en vue de l'absorption du chômage, le Gouvernement déclare qu'il ne s'engagera dans la voie des réalisations qu'avec prudence, après entente entre les Ministres compétents et notamment avec le Ministre des Finances. Si, pour payer ces travaux en cours d'exécution on puise dans la réserve de la dévaluation, ce ne sera qu'à titre provisoire. Il est entendu que, dès que les circonstances paraîtront favorables, le Gouvernement fera appel à l'emprunt à long terme, autant que possible à l'intérieur.

La Trésorerie demeure dans l'aisance; à côté de ses ressources ordinaires, elle dispose maintenant de la réserve exceptionnelle de la plus grande partie du Fonds de dévaluation, dont notre rapport explique plus loin l'organisation et le fonctionnement.

La Dette publique qui, officiellement s'élève à 55,4 milliards de francs n'est pas excessive, même si l'on tient compte d'une augmentation probable de quatre à cinq milliards au cours de 1936 ou de 1937. Ne perdons pas de vue que, depuis l'Accord de Locarno, nos dettes de guerre (13 milliards) sont en fait compensées par nos créances de réparation (17 milliards); le bilan de l'État les porte les unes et les autres à un compte spécial; or, si l'on déduit ces 13 milliards de 55 milliards, il reste 42 milliards. Réduisez en francs-or et comparez le résultat avec notre dette d'avant-guerre (5 milliards or).

La rente intérieure recula, après conversion, de six à sept pour cent; elle vient de remonter, à pas lents mais régulièrement à 96,75 p. c. sous la pression du marché. Tous les soutiens officiels ont revendu le papier acheté pendant la période difficile; le Fonds d'égalisation ne dispose plus que du minimum indispensable pour remplir sa fonction de régulateur. La récente conversion de certains de nos emprunts extérieurs et la position de nos rentes à l'intérieur prouvent que le crédit de l'État se tient ferme aux environs de 4 p. c. Nous venons de 6 et 7 p. c.

La position économique du pays, sur laquelle s'appuie le budget, le crédit et notre système financier, est-elle améliorée?

On ne peut le contester. La plupart des indices en témoignent. Quoiqu'on puisse encore disputer sur la hauteur du pourcentage de l'augmentation de notre production, il semble qu'on puisse la fixer entre 12 et 14 p. c. Sans doute, les industries n'avancent pas toutes du même pas; celles dites de consommation devancent celles dites de production; et dans chaque catégorie, il y a de la distance d'une affaire à l'autre. Dans la section de l'exportation, les profits comptables sont, en règle générale, de l'ordre de 15 p. c.; ils ont été moindres dans la plupart des secteurs industriels du marché intérieur.

Les institutions gouvernementales qui ont prêté leur aide aux affaires à crédits gelés, disposent encore d'abondantes réserves. Les banques ont vu revenir les capitaux évadés en mars et ont accueilli de nombreux capitaux étrangers. Le Gouvernement n'a pas dû donner sa garantie aux dépôts, comme l'avait fait prévoir la déclaration ministérielle; il acheva l'édifice protecteur du régime bancaire et industriel par le statut légal des banques, l'Office de réescompte et de garantie et l'Office central du Crédit hypothécaire.

La situation actuelle de notre Institut d'émission est redevenue normale; sur sa dette des marks, l'État lui a remboursé 870 millions.

En somme, notre armature bancaire consolidée et notre structure économique mieux adaptée ont repris leur solidité. Si de nouvelles imprudences sont évitées, si nos efforts conjugués réussissent à augmenter les débouchés à l'intérieur et à l'extérieur, si la politique nationale et la politique internationale n'entravent pas à nouveau l'élan d'ailleurs modéré de notre conjoncture économique, on peut espérer une amélioration notable en 1936.

A ces dix beaux côtés de notre position s'opposent, si, l'on peut dire, huit côtés plus ou moins sombres.

L'exportation n'a pas donné ce qu'on pouvait espérer. Dans son ensemble, elle n'a guère progressé en valeur-or. Un gros effort s'impose.

Le loyer de l'argent reste trop cher, surtout si on compare nos conditions avec celles de l'Angleterre et des Etats-Unis. Il y a progrès sans doute, mais il est lent et insuffisant pour certains crédits bancaires et spécialement les crédits à long terme.

La thésaurisation ne capitule pas. Elle n'augmente plus. Dans certains milieux, elle a une tendance à s'employer en valeurs réelles, en placements immobiliers, et même en placements mobiliers. Mais elle garde son or, les gros billets et un nombre encore trop considérable de billets de mille.

Les grosses questions de la *surcapitalisation, du suroutillage, des charges excessives d'endettement et de crédits gelés* restent posées à des entreprises encore trop nombreuses. Les résoudre-elles, soit par elles-mêmes, soit à l'aide des groupements professionnels et des institutions officielles ?

Malgré 185 millions de *dégrèvements* et le maintien de la plupart des impôts à leur chiffre actuel mais en francs dévalués, la charge reste trop lourde.

L'issue de la lutte contre l'élévation *des prix de détail et du coût de la vie* et pour l'augmentation du pouvoir d'achat des masses, reste incertaine. L'expérience en cours, qui n'est pas achevée, se poursuit avec des alternatives de succès et de revers.

Le chômage, quoiqu'en régression, reste attaché à la proportion d'un ouvrier sur cinq. Le chômage reste le point le plus sombre de notre horizon. Il faut tout faire pour remettre ces chômeurs au travail.

Le succès de la politique financière actuelle ne sera assuré que le jour où le Gouvernement parviendra à négocier des emprunts à long terme, à l'intérieur, de manière telle qu'ils suffisent à combler les déficits des budgets généraux et spécialement des budgets extraordinaires. Sur la probabilité de la réussite de cette entreprise, les avis sont partagés : les uns espèrent que l'abondance des liquidités en quête d'emploi seront telles, à la fin de 1936, que, la confiance aidant, ces emprunts pourront être souscrits à des conditions en rapport avec le taux actuel de la rente 4 p. c. unifiée; mais les autres craignent qu'au cours de 1936 et même de 1937, on ne trouvera pas encore suffisamment de couches nouvelles de souscripteurs pour combler les vides des souscripteurs traditionnels, encore tout meurtris par les coups de la dévaluation et de la conversion. L'expérience décidera. Il convient de préparer les voies dès à présent.

Quoiqu'il en soit, c'est de la solution apportée à ces huit problèmes et à quelques autres, que dépendra finalement le succès de la politique de rénovation économique en cours. Il va de soi que l'amélioration de la conjoncture à l'extérieur favorisera l'essor de notre propre conjoncture.

Les six points principaux de la politique financière peuvent se résumer ainsi :

- 1° La défense du franc à sa parité actuelle;
- 2° L'équilibre du Budget ordinaire;
- 3° La prudence dans l'exécution du Budget extraordinaire qui doit être financé, comme précédemment, par des emprunts intérieurs à long terme.

4° Une politique de la rente et du crédit public, appuyé sur le Fonds d'égalisation.

5° Le maintien du Fonds de réévaluation comme réserve extraordinaire, sauf la partie, consacrée au remboursement de la Dette et, bien entendu, au soutien de la rente.

6° Pour base de cette politique financière, une politique économique visant à l'extension des débouchés, à la réduction du loyer de l'argent, à la résorption du chômage, à la modicité du coût de la vie, au dégrèvement des impôts qui surchargent la production, à l'adaptation des groupements professionnels à leur fonction économique et sociale dans l'intérêt général.

VUE GÉNÉRALE.

1° Le Budget pour l'exercice 1935 s'élève à 352,420,849 francs.

Dépenses ordinaires. fr.	350,283,849
Dépenses exceptionnelles	2,137,000

2° Le Budget pour 1936 s'élève à 370,884,017 francs.

Dépenses ordinaires. fr.	369,794,017
Dépenses exceptionnelles	1,090,000

L'augmentation est donc de 18,463,168 francs : augmentation de 19,5 millions à l'ordinaire et diminution de 1 million à l'exceptionnel.

Comparativement à 1935, les dépenses du personnel sont en augmentation de 19,976,010 francs, les dépenses du matériel de 914,489 francs, les subsides et subventions de 200,000 francs, les travaux et acquisitions de 100,000 francs. Les dépenses diverses sont en diminution de 1,667,831 francs. Ces augmentations et ces diminutions sont expliquées dans les notes justificatives jointes au budget.

Cependant, pour la grosse dépense du personnel, la Commission a pris des renseignements complémentaires. Il en résulte que l'augmentation de ces dépenses se justifie par le relèvement des traitements à concurrence de 95 p. c. des taux barémiques pour 1935 (alors, calculés sur la base de 87,5 p. c.); elle se justifie aussi par les nominations et augmentations réglementaires. De ce double chef, la dépense monte à 18 millions. S'y ajoutent : a) 235,000 francs pour les traitements des trois membres sans portefeuille du Conseil des Ministres; b) 462,000 francs pour l'Orec, c) 400,000 francs pour rémunérer les commis agréés après un an de stage gratuit dans les Offices des contributions; d) 450,000 francs pour la rémunération, dans le courant de 1936, de 60 surnuméraires de l'Enregistrement et des Domaines.

Les amendements déposés par le Gouvernement se traduisent par une augmentation de dépenses de 31,400 francs.

ADMINISTRATION CENTRALE.

I. — Crédits. — La différence en moins de 107,000 francs entre le chiffre du rapport n° 89 (37.4 millions) et le chiffre du budget de 1936 (37.3) se justifie par un en moins de 307,000 francs et un en plus de 200,000 francs. L'en moins représente le montant du crédit mis à la disposition de l'Office du garde-meuble national, qui a été transféré à l'Administration des Domaines. L'en plus, 190,000 francs, représente des frais de procédure, amendes de cassation, dédom-

magements, etc., et 10,000 francs sont relatifs à un supplément de billets forfaitaires de chemins de fer.

Pour l'exercice 1936, le crédit est de 41,245,090 francs, soit 3,860,332 francs d'augmentation : 3,422,195 francs pour le personnel et 438,137 francs pour le matériel.

L'augmentation des dépenses de personnel provient de trois causes : l'accroissement de l'effectif du personnel de carrière; la fixation à 95 p. c. au lieu de 87 1/2 p. c. des crédits affectés aux rétributions du personnel; la modification du barème des traitements des commis-rédacteurs de deuxième classe, des expéditionnaires et dactylographes, des messagers-huissiers, des commis-traducteurs.

L'augmentation des dépenses de matériel provient principalement : du crédit majoré (56,500 fr.) en vue de permettre la liquidation de l'indemnité due aux Membres du Conseil des Ministres et au Ministre des Finances en cas de non-utilisation d'une voiture automobile appartenant à l'État; de l'augmentation (252,000 fr.) résultant de la hausse du prix des papiers, du nombre croissant des modèles d'imprimés par suite de l'application de la loi linguistique; de la hausse du prix de l'impression ainsi que de la nécessité de pourvoir aux dépenses de nouveaux organismes tels que le Cabinet des Ministres sans portefeuille et de l'Orec ; de la majoration (247,200 fr.) due aux frais de route et de séjour des Ministres sans portefeuille ainsi que des nouveaux organismes rattachés au Cabinet du Premier Ministre. Il y a aussi quelques diminutions, dont 153,063 francs sur la redevance postale.

Personnel. L'effectif du personnel de carrière de l'Administration centrale, du Cabinet du Premier Ministre, du Cabinet du Ministre des Finances et de l'Office des valeurs mobilières s'élève, en 1936, non compris les 12 agents de l'Orec, à 891 agents contre 828 en 1935.

Cette augmentation résulte du transfert à l'Administration centrale de la Trésorerie et de la Dette publique, des commis aux écritures anciennement attachés aux agences du Trésor et du détachement d'agents de province dans les diverses administrations centrales, notamment des préposés des douanes, pour le Service de la Statistique commerciale.

D'autre part, le nombre des agents temporaires est passé de 132 (1935) à 138 (1936). Cette différence est due au remplacement des messagers-huissiers, mis à la retraite ou décédés, par des agents engagés à la journée ainsi qu'au recrutement de quatre nettoyeuses salariées.

II. — L'application des lois linguistiques. — Selon l'Administration, qui a été interrogée, la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative continue à être appliquée intégralement dans les administrations centrales du Département des Finances. Les dossiers d'origine flamande sont traités en flamand sans le recours aux traducteurs; ceux-ci n'interviennent que lors de l'élaboration de textes de lois et circulaires destinés à être appliqués dans toute l'étendue du territoire belge. Par ailleurs, les chefs de chacune des grandes administrations fiscales, du cadastre, du budget et du contrôle des dépenses se trouvent être en possession des deux langues nationales en manière telle qu'il n'y a pas lieu de prévoir à leur égard d'adjoint linguistique. Un adjoint linguistique a été assigné au secrétaire général et au Directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique.

Le recrutement des nouveaux agents de l'Administration centrale est organisé

avec le souci de maintenir, autant que faire se peut, l'équilibre entre les deux groupes linguistiques.

Les agents ont été invités à désigner le rôle linguistique sur lequel ils désirent être inscrits et un exemplaire de ces rôles a été transmis à la Commission linguistique.

III. — Le service du budget. — La Commission a demandé quelle était au 31 décembre 1935, la balance des recettes et des dépenses budgétaires des exercices 1934, 1935 et 1936. Les voici :

EXERCICE 1934 (en millions de francs).

<i>Budgets.</i>	<i>Recettes.</i>	<i>Dépenses.</i>	EXCÉDENT	
			<i>des recettes.</i>	<i>des dépenses</i>
ORDINAIRE (y compris les Régies et les Réparations).	9,928	10,227.2	—	299.2
EXTRAORDINAIRE	11.4	1,187.1	—	1,175.7
	9,939.4	11,414.3	—	1,474.9

Le budget général donne donc, pour 1934, un excédent de dépenses de 1,474 millions; le déficit du budget ordinaire est de près de 300 millions.

EXERCICE 1935 (probable).

<i>Budgets.</i>	<i>Recettes.</i>	<i>Dépenses.</i>	EXCÉDENT	
			<i>des recettes.</i>	<i>des dépenses</i>
ORDINAIRE	10,004.5 (1)	10,046.8	—	42.3
EXTRAORDINAIRE	4,856.2 (2)	3,987.2 (3)	869	—
	14,860.7	14,034.0	869	42.3

(1) Y compris le produit de la réévaluation de l'encaisse-or détenue par le Trésor (322,1 millions).

(2) Y compris : a) le produit de la réévaluation de l'or et des devises de la Banque Nationale de Belgique (3,730.6 millions); b) le produit de la reprise par l'État des billets de 50 francs (525 millions); en tout 4,255.6 millions.

(3) Y compris : a) le remboursement partiel de la dette de l'État envers la Banque Nationale (869,9 millions); b) le montant du versement effectué au Fonds de remboursement de l'emprunt monétaire de 1922 (133,2 millions); c) le montant de la dotation du Fonds de régularisation du marché des rentes (un milliard); en tout, 2,003.1 million.

L'excédent probable des recettes du budget général est donc de 869 millions. Le budget ordinaire est en déficit probable de 42 millions.

EXERCICE 1936 (propositions budgétaires).

<i>Budgets.</i>	<i>Recettes.</i>	<i>Dépenses.</i>	EXCÉDENT	
			<i>des recettes.</i>	<i>des dépenses</i>
ORDINAIRE	10,429.3	10,402.3	27	—
EXTRAORDINAIRE	29.8	2,303.6	—	2,273.8
	10,459.1	12,705.9	27	2,273.8

L'excédent des dépenses du budget général est donc de 2,246,8 millions millions

Le boni du budget ordinaire est évalué à 27 millions; mais les estimations à fin décembre portent le boni probable à plus de cent millions.

L'Exposé général donne cette information importante qui jette un jour particulier sur les vues du Gouvernement : « Economiquement, la charge fiscale prévue au budget de 1936 sera sensiblement plus légère que celle inscrite dans celui de 1935. Le produit escompté des impôts et taxes passe de 8,227 millions (1935) à 8,912 millions (1936). L'augmentation est de 8.4 p. c. Or, il est permis de supputer que, comparativement à 1935, le revenu national accusera en 1936 une majoration non inférieure à 10 p. c. D'ailleurs le maintien actuel des droits fixes, malgré la hausse, représente un allègement indirect des charges. »

IV. — Contrôle du Gouvernement. — Les rapports du Budget des finances de 1934 et de 1935 indiquaient les institutions d'ordre financier dans lesquelles le Gouvernement possédait un commissaire.

En 1935, fut créé *l'Institut de réescompte et de garantie* (arrêté n° 75 du 13 juin). Un commissaire du Gouvernement, nommé et révocable par le Roi, surveille toutes les opérations de l'Institut. Il assiste, avec voix consultative à toutes les délibérations du Comité de direction. Il a le droit d'en suspendre les décisions et d'en référer au Ministre des Finances qui peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qu'il jugerait contraire aux lois, aux statuts ou aux intérêts de l'Etat.

V. — Réforme administrative. — La Commission de réforme administrative a constitué sept sous-commissions; ont terminé leurs travaux : la sixième et la septième; la sixième a pour attribution, « le contentieux de l'Etat », la septième « le mode d'intervention du Comité du Budget et du Trésor et la création éventuelle d'une inspection des finances ». Ces conclusions vont être soumises à la Commission plénière.

Question : la Commission de la réforme administrative aura-t-elle terminé ses travaux avant le fin des pouvoirs spéciaux ?

Réponse : Il est impossible de fixer, même approximativement, la date à laquelle les travaux de la Commission seront terminés.

Le rapport du Sénat sur le Budget des Voies et Moyens insistait vivement sur l'urgence de la réforme administrative, posée dès 1927 au lendemain de la première dévaluation, et confiée par le Gouvernement actuel à une nouvelle Commission, dont les travaux, à ce qu'on nous annonce aujourd'hui, ne pourront être terminés, en temps utile pour permettre au Gouvernement des Pouvoirs spéciaux d'exécuter les conclusions. Ces retards sont regrettables. La Commission suggère au Gouvernement d'examiner s'il n'y a pas moyen de donner une suite immédiate à certaines conclusions partielles, en attendant les grandes mesures.

Dans la déclaration ministérielle, nous lisons : « Ces perspectives ne nous dispenseront pas de continuer en matière administrative, la politique de stricte économie. Pour atteindre le rendement maximum, nous entreprendrons la réforme administrative qui s'impose. » Il est donc grand temps d'aviser.

Dans *l'Administration du Département des Finances*, il y a lieu de mentionner l'extension de pouvoirs conférée, par suite du développement des affaires, au secrétaire général ainsi qu'aux chefs d'administration. L'arrêté ministériel du 21 décembre 1935 détermine ces nouvelles attributions et la décentralisation des signatures.

D'autre part, l'arrêté royal du 20 décembre 1935 étend les pouvoirs conférés au Ministre des Finances.

VI. — Le Comité du Trésor. — Dans notre rapport précédent, il était dit que le Gouvernement examinerait la mise au point définitive de la surveillance de l'utilisation des crédits budgétaires dans l'intention de rendre le contrôle encore plus efficace, tout en réalisant certaines simplifications dans le fonctionnement même des organismes de contrôle.

Au cours de l'exercice, le Comité du Trésor et le Comité du Budget, créés respectivement en 1926 et en 1930 ont été fusionnés à titre d'expérience au sein d'un Comité ministériel unique, sous le titre : Le Comité du Budget et du Trésor. Cette fusion a eu pour effet principal d'éviter certains chevauchements d'attributions, de simplifier les modes antérieurs d'intervention et d'accélérer l'examen des affaires.

Organisation. — Jusqu'en ces derniers temps, le Comité du Budget et du Trésor a concentré toutes les attributions antérieures des deux Comités. Mais récemment, une modification relative au contrôle des crédits extraordinaires a été réalisée provisoirement en attendant un arrêté royal confirmatif; cet arrêté règlera aussi le mode futur d'intervention du Comité du Budget et du Trésor en ce qui concerne la surveillance exercée sur l'allocation des subsides à la charge du budget de l'Etat. Il n'a pas été innové quant à ses interventions dans le domaine des cadres organiques des administrations, des effectifs de personnel des services publics, des indemnités des dépenses de personnel en général.

La modification principale dont il vient d'être question résulte de l'inscription au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires pour 1936 des crédits à couvrir, en ordre principal, par des disponibilités provenant de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale. L'intervention du Ministre des Finances devra se manifester en raison de l'obligation où il se trouve d'adapter les décaissements du Trésor à ses ressources. Les dépenses pour travaux à couvrir par les crédits extraordinaires ne seront plus déferées avant leur engagement à l'appréciation du Comité du Trésor; par contre, les projets de contrats et les propositions de mises en adjudication seront soumis avec indication des échéances mensuelles, avant leur approbation par le Ministre compétent, au comptable des dépenses engagées; celui-ci les munira de son visa s'il n'a aucune remarque à formuler du point de vue financier et comptable; dans le cas contraire, il les accompagnera d'un rôle d'observations sur lequel le Ministre compétent statuera. — Avant d'approuver une proposition d'engagement des dépenses pour travaux dont le coût doit grever les crédits extraordinaires *normaux*, le Ministre compétent transmettra un des deux exemplaires de la note sommaire à l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique qui en consignera les éléments sur un tableau récapitulatif mensuel des échéances; si sa capacité de paiement pour le mois considéré se trouve dépassée, il renverra la note au Département compétent en lui signalant les échéances plus lointaines à substituer — S'il s'agit, au contraire, de contrats dont le coût doit grever les crédits extraordinaires *dont l'affectation a été décidée par l'O. R. E. C.*, c'est au Comité de l'O. R. E. C. que les notes doivent être adressées afin de lui permettre de déterminer le rang de priorité selon lequel des travaux proposés devraient être exécutés dans le cadre de sa politique.

Dans l'hypothèse où le résultat des adjudications accuserait une réduction ou une majoration d'une certaine importance (10 p. c. au moins) par rapport aux estimations primitives, le Ministre compétent devra signaler ces différences, par échéances mensuelles, à l'Administration de la Trésorerie.

En attendant la promulgation de l'arrêté royal réglant définitivement les mesures, il n'est pas innové en ce qui concerne la surveillance du Comité du Budget et du Trésor sur l'engagement des dépenses pour travaux et fournitures à imputer sur les budgets ordinaires.

Composition actuelle du Comité du Budget et du Trésor : Président, M. Vandervelde, membre du Conseil des Ministres; membres, le Ministre des Finances et le Ministre de l'Intérieur; secrétaire, le Directeur général de l'Administration du Budget et du Contrôle des dépenses.

Quelle fut *l'activité de ce Comité* au cours de l'année 1935 ? Le Comité se réunit une fois par semaine. En dehors de l'exercice des attributions mentionnées, il s'est consacré spécialement, pendant la période d'élaboration des budgets, à l'examen systématique des propositions de crédits introduites par les divers Départements. D'autre part, il n'a pas cessé, pendant l'exécution du budget pour l'exercice 1935 de s'efforcer de limiter les augmentations de dépenses consécutives à la dévaluation du franc, aux besoins inéluctables les plus immédiats. Les délibérations du Conseil des Ministres, prises en exécution de l'article 5 de la loi du 21 juillet 1921, ont toutes donné lieu de sa part, à un examen préalable et approfondi. Les dépenses publiques revêtant un caractère de nouveauté ont provoqué, dans son sein, l'étude de leurs répercussions sur les budgets présents et futurs. Tous les projets d'amendements aux budgets pour l'exercice 1936 lui ont été soumis avant d'être déposés, afin de lui permettre d'apprécier dans quelle mesure les modifications qu'ils étaient susceptibles d'entraîner aux propositions budgétaires primitives pouvaient être de nature à influencer l'équilibre du budget.

Interrogé sur l'utilité actuelle du *Comité du Budget et du Trésor*, le Ministre des Finances a déclaré : « Je crois qu'il n'y a pas eu dans le passé, je doute fort qu'il y ait dans l'avenir, en tout cas il n'y a pas dans le présent, de Ministre des Finances qui voudrait assumer la charge qui repose sur lui sans l'aide du Comité du Budget et du Trésor. »

VII. — Le contrôle des finances. — En complément de l'activité du Comité du Budget et du Trésor, l'Administration du Budget et du Contrôle des dépenses a continué à suivre pas à pas l'exécution du budget.

Une situation périodique de l'état d'équilibre du budget est régulièrement dressée et permet au Ministre des Finances de veiller constamment à ce que les dépenses ne débordent pas les limites atteintes par les rentrées de toute nature appelées à alimenter le Trésor pour le compte du Budget.

En 1935, l'action combinée de l'Administration du Budget et du Contrôle et du Comité du Budget et du Trésor a contribué à réduire au minimum les dépassements de crédits. Notons toutefois que la dévaluation, dont les effets se sont fait sentir dès le 1^{er} avril, a réagi dans le sens d'une aggravation sur le montant pour lequel de nombreuses dépenses étaient inscrites au Budget; d'où la nécessité de solliciter des crédits supplémentaires de régularisation; ce projet sera incessamment soumis au Parlement. Mais des aggravations de dépenses se sont trouvées neutralisées par les rendements supérieurs aux prévisions accusées par les recettes, et par les réductions de charges consécutives à la conversion des rentes et à certaines annulations de crédits.

Afin de bien marquer la continuité de l'action entreprise pour combattre les dépassements de crédits en cours d'exercice, le Ministre des Finances fit

un nouveau rappel le 9 janvier dernier. Après le vote du Budget des Voies et Moyens, c'est *l'exécution des budgets* qui domine la situation financière,

« D'accord avec le Premier Ministre et avec le Comité du Budget et du Trésor, je crois devoir insister de la manière la plus pressante, auprès de nos Collègues, pour qu'ils veuillent bien, chacun dans son Département, veiller avec tout le soin possible à ce que les crédits dont ils disposent ne soient engagés qu'avec une extrême prudence, de manière à se réserver, à eux-mêmes, une certaine marge pour les besoins qui pourraient se révéler, dans le cadre de chaque crédit, d'ici à la fin de l'exercice 1936. C'est en ce moment que les résolutions et les mesures nécessaires doivent être prises et imposées jusqu'au dernier échelon des services. J'estime qu'il convient de rejeter, en principe, toute idée de recourir cette année à des crédits supplémentaires si ce n'est en vue de faire face à des dépenses qu'il était matériellement impossible de prévoir quand les Budgets ont été dressés. Il y a lieu de considérer, en principe, que toute dépense nouvelle, c'est-à-dire, non explicitement énoncée au budget de 1936 et non couverte par avance par un crédit y figurant, doit être ajournée, quel qu'en puisse être l'intérêt, jusqu'au budget de 1937. Cette conception exclut l'utilisation, aux fins de dépenses nouvelles, du solde disponible, ou présumé disponible, sur les crédits ouverts au budget, pour d'autres dépenses, dans le cadre du même Département. Le système consistant à bloquer une fraction de crédit sur un article, pour permettre une dépense nouvelle sur un autre article, n'est pas acceptable du point de vue budgétaire, attendu qu'il tend à exclure le consentement préalable des Chambres et à violer l'article 116 de la Constitution qui interdit les transferts de crédits ».

Question : Quels furent les crédits supplémentaires pour l'exercice 1934 ?

Réponse : 361,7 millions pour le budget ordinaire et 11,8 millions pour le budget extraordinaire. Les principaux suppléments sont ceux destinés à faire face aux dépenses relatives aux allocations de chômage (150 millions); ceux alloués aux producteurs de froment et de charbon (146 millions); celui de 10 millions pour payer la caserne de cavalerie de Charleroi affectée au casernement de la gendarmerie.

VIII. — Réparations. — L'Exposé général de 1935 gardait le silence sur cette question. Notre rapport de l'an dernier expose le motif.

Il en est de même en 1936. Pourquoi? Le Gouvernement répond : « Aucun fait nouveau ne s'est produit depuis la conclusion de l'accord de Lausanne du 9 juillet 1932. Cet Accord n'a été ratifié ni par l'Allemagne, ni par les Puissances créancières, celles-ci n'ayant pas conclu d'arrangement avec leurs propres créanciers ».

IX. — Les Dettes de guerre. — Et nos dettes de guerre ? A une question précise, l'administration répond : « Le Gouvernement belge n'a modifié en rien son attitude pendant l'année 1935; il n'y a eu aucun échange de vues entre les gouvernements belge et américain en ce qui concerne le règlement de la dette belge aux Etats-Unis ».

Question : Cette question a-t-elle joué un rôle au cours des négociations du Traité de commerce belgo-américain?

Réponse : Non.

X. — L'affaire des marks allemands. — L'Exposé général déclare que la réduction du chiffre des évaluations provient principalement de ce qu'il n'a plus été prévu comme recette à provenir de la Convention des marks que 48 millions contre 133,9 millions pour 1935? La Commission a demandé des explications. Les voici en substance :

Nous n'avons renoncé à aucun de nos droits; les mensualités prévues à l'Accord des Marks de 1929 sont d'ailleurs régulièrement versées par le Reich au crédit du compte du Gouvernement belge à la Reichsbank.

L'Accord belgo-allemand des paiements stipule, dans son article 5, que 5 p. c. des devises à fournir par l'Allemagne seront affectées, dans l'ordre de préférence et dans la mesure qu'il appartiendra au Gouvernement de fixer, au paiement des créances énumérées au Protocole annexe; parmi ces dernières créances se trouvent les annuités « Marks ».

Un arrêté royal du 21 décembre 1935 prévoit la répartition des 5 p. c. mentionnés ci-dessus entre ces diverses catégories de créances. Il en résulte que la part revenant au Trésor du chef des « Marks » peut être évaluée à 29,750,000 francs. A cette somme vient s'ajouter la contre valeur des marks qui serviront à payer les fournitures à faire aux universités, soit 20 millions. Le total de ces deux sommes, soit 49,750,000 francs doit être diminué de la quote-part revenant au Grand-Duché de Luxembourg (1,525,000 francs). La recette nette est ainsi de 48,225,000 francs.

La Commission insiste pour qu'à aucun moment le Gouvernement ne laisse compromettre, en cette matière, un quelconque des droits résultant du compromis de 1929, qui nous coûta d'immenses sacrifices.

XI. — L'Accord Tardieu-Jaspar. — L'Exposé général déclare : « En 1935, on escomptait une recette de 85 millions à provenir de l'exécution d'une convention franco-belge dont la conclusion semblait imminente. Mais cette recette comportait un montant de 51 millions d'arriérés relatifs au second semestre 1932 et à l'année 1933. Dans l'état actuel de la question, il convient de ne plus prévoir de ce chef que l'annuité courante ».

Question : Comment la question a-t-elle pu évoluer à ce point en notre défaveur?

Réponse : La citation précitée dans l'Exposé général du Budget doit être comprise en ce sens que le Gouvernement a l'intention d'imputer les arriérés échus à l'exercice 1935. Seule l'annuité de 1936 est portée en recettes au Budget de cet exercice. Pour le fond, les négociations avec le Gouvernement français interrompues pendant près d'un an, ont été reprises en novembre dernier et sont encore en cours.

A la séance du Sénat du 4 février, le Premier Ministre a déclaré : « Si nous ne pouvons nous mettre d'accord, je crois qu'il sera possible d'arriver à un compromis d'arbitrage. »

Cette attitude de la France à l'égard de la Belgique est difficile à expliquer. Comme nous le faisons observer l'an dernier, notre droit est aussi clair que possible, d'après la réponse du gouvernement belge à une question de notre Commission : « Au cas où le montant des annuités et réparations payées et transférées (par l'Allemagne) descendrait à un chiffre tel qu'il en résulterait une réduction du pourcentage attribué à la Belgique par le Plan Young, la France, par un Accord conclu en janvier 1930 à La Haye, a garantie à la

Belgique sur le montant des paiements allemands transférés, une part correspondante au pourcentage qui lui assurait le dit Plan. Le régime des réparations ayant été suspendu depuis juillet 1931 et la France ayant reçu anticipativement, par sa participation dans le produit de l'emprunt Young émis par le Reich, une partie des annuités qui lui étaient dues jusqu'en 1967, la Belgique a demandé à la France de faire application de l'Accord de La Haye. »

Or, la Belgique a reçu satisfaction pour la période du 1^{er} juillet 1931 au 30 juin 1932. Puis, la France n'a plus voulu payer.

Votre Commission exprime le vœu que le Gouvernement mette en œuvre tous les moyens de nature à faire respecter nos droits.

XII. — Les Dommages de guerre. — Suivant les suggestions répétées depuis plusieurs années par le rapport de Votre Commission, les juridictions de dommages de guerre ont été supprimées par l'arrêté du 13 août 1935. En ce qui concerne les dommages aux biens, leurs attributions ont été transférées à un Conseiller effectif de la Cour d'Appel et à des juges effectifs de quatre tribunaux de première instance désignés par le Ministre de la Justice (Bruxelles, Gand, Liège et Ypres).

Les demandes en réparation ou pour aggravation des dommages physiques, introduites par les victimes civiles de la guerre ou par leurs ayants droit, et qui ne peuvent être terminées par transaction, sont examinées par des Commissions civiles d'invalidité et, le cas échéant, par une Commission supérieure d'appel. Ces commissions comprennent outre un magistrat effectif ou honoraire, un rapporteur, un greffier, un représentant des associations des victimes civiles de la guerre et deux médecins.

Voici la suite de la courbe des jugements : 432.425 (1932); 433.661 (1933); 434.608 (1934); 434.995 (1935).

Voici celle des transactions : 506.762; 507.617; 508.200; 508.398.

Voici celle des transactions des Fédérations coopératives : 123.318 (sans changement).

Au total : 1.062.504 (1932); 1.064.596 (1933); 1.066.126 (1934); 1.066.711 (1935).

Accroissement des paiements effectués en capital et intérêts aux mêmes années : 12.000,857,383-37; 12,050,857,383-37; 12,092,454,974-23; 12,121,645,846-81.

XIII. — Les crédits bancaires. — Votre Commission a désiré savoir où en était la question des devises achetées par les industriels avec engagement de revente en 1919-1920 et au sujet desquels d'importants procès avaient été engagés.

Certains industriels, en effet, ont prétendu que la perte de change était limitée par les cours auxquels l'État s'était libéré vis-à-vis de ses propres prêteurs et la Cour d'Appel de Gand leur avait donné raison ((Arrêt du 20 novembre 1926.)

D'autres se sont prévalus de cet arrêt pour actionner l'État belge en répétition de ce qu'ils avaient payé au delà de la limite fixée par l'arrêt de Gand. La Cour d'Appel de Bruxelles les a déboutés. (Arrêt du 13 juillet 1932.)

En général, les acheteurs de dollars ont rempli leurs obligations. Les acheteurs de livres sterling et de francs suisses, par contre ont différé à les remplir en invoquant l'arrêt de Gand. L'arrêt de Bruxelles a permis à l'État de poursuivre

contre eux le recouvrement des différences de changes dont ils restent redevables, mais il est tenu compte, dans ces poursuites, des difficultés actuelles de l'industrie. Il est permis d'augurer, selon l'Administration, que la question des crédits bancaires se terminera avant peu sans de nouveaux procès.

Il est temps, car voilà quinze ans que cela dure.

XIV. — L'Office belge de vérification et de compensation. — Interrogé sur les engagements hongrois, l'Administration répond : Il est à craindre que ne soient pas tenus les engagements découlant de la Convention du 30 septembre 1926, ratifiée par la loi belge du 10 mai 1927, Convention en vertu de laquelle les créances à charge de la Hongrie devaient être payées en obligations hongroises 6 p. c.

L'arrêté royal du 14 septembre 1935 permet à l'Office de régler les créances en titres de la dette belge 5 p. c. 1925, en distribuant aux créanciers, au marc le franc, les sommes prises en charge par l'État belge (en vertu de Traité de Trianon, 1921). Mais pour pouvoir établir le dividende à répartir, il fallait attendre que le tribunal arbitral mixte belgo-hongrois eut terminé ses travaux; ce qui arriva en février 1935. Il fallait attendre aussi la fin des opérations de vérification avec la Hongrie; or, ces opérations ne sont pas encore terminées.

C'est en mars 1935 que l'Office, d'accord avec l'Administration des Domaines, a commencé les calculs compliqués en vue de régler ces affaires. Lorsque la Trésorerie a entrepris en novembre 1935 l'émission des mandats de paiement, l'Office a immédiatement effectué les paiements en mandats du Trésor et en assignations postales.

L'Administration trouve la justification du maintien en activité du personnel de l'Office non seulement dans le règlement des affaires hongroises, mais encore dans le recouvrement d'un reste de créances allemandes au profit de l'État belge, et dans le règlement final des affaires autrichiennes.

Question : Pourquoi l'inscription au budget d'une somme de 1,375,419 francs à titre d'intérêts à payer par la Belgique sur le produit de la liquidation des biens hongrois?

Réponse : Par suite de la prolongation du moratoire de la Hongrie, il a été décidé de répartir entre les créanciers belges les fonds provenant de la liquidation des biens hongrois et qui devaient régulièrement être affectés à assurer partiellement le service des titres hongrois à délivrer aux créanciers : 14,584,700 francs.

Les intérêts à 5 p. c. du 1^{er} janvier 1929 au 31 décembre 1934, prévus à la Convention, sur ce montant de 14,5 millions s'élèvent à 4,375,419 — moins 3 millions représentant 4 annuités de 750,000 francs déjà inscrits au Budget et versés à l'Office pour les années 1929, 1930, 1931 et 1932. L'Office est donc à découvert du montant prévu au budget de 1936.

Notons que ce crédit sera couvert par la perception du droit de recouvrement de 10 p. c. et de la taxe mobilière de 6,6 p. c. dont le montant sera versé au Budget des Voies et Moyens.

XV. — L'Office de redressement économique. — L'arrêté du 19 avril 1935 qui a créé l'O.R.E.C. n'a fixé aucun terme à la durée de cet Office.

Cet Office est placé sous l'autorité du Premier Ministre. Il est dirigé par un Comité placé sous la présidence du Premier Ministre. Ce Comité est aidé par

un secrétaire général dont dépendent : un secrétaire administratif assisté d'un agent comptable et financier; des sections; des commissariats.

Il existe actuellement une section des travaux, une section de la production, un Commissariat pour le Borinage, un Commissariat pour les régions frontalières.

Le secrétariat général a dans ses attributions l'étude des problèmes généraux de la politique économique. Les secrétaires généraux assistent aux séances du Comité, à titre consultatif et y présentent les affaires.

Le secrétariat administratif assume spécialement les services administratifs. L'agent financier et comptable, qui est un fonctionnaire du Département des Finances, assume l'exécution des dispositions financières impliquées dans les décisions du Comité de l'O. R. E. C.

La section des travaux a pour mission de coordonner, au triple point de vue préparation du programme, financement et exécution, l'ensemble des travaux extraordinaires subventionnés par l'Etat, dans le but de concourir au redressement économique du pays.

La section de la production a pour mission d'étudier et de proposer les mesures concourant au redressement économique du pays, par l'activité privée.

Les Commissaires sont chargés de faire rapport à l'O. R. E. C., sur les problèmes d'ordre économique qui se posent spécialement pour leur région et de concourir à l'exécution des mesures décidées par l'O. R. E. C. à la suite de ces rapports, tant en ce qui concerne les travaux publics que l'orientation industrielle.

Le personnel de l'O.R.E.C. comprend : deux secrétaires généraux remplissant leurs fonctions gratuitement, deux commissaires dont les prestations sont également bénévoles, des fonctionnaires détachés de Départements et assurant un surcroît de travail sans indemnité. Deux collaborateurs techniques rémunérés, des agents du Trésor réintégrés dans les cadres complètent le personnel de l'O. R. E. C.

Au budget, douze traitements sont prévus pour un montant de 463,850 fr.

Sur l'activité de l'O.R.E.C., le Ministre des Travaux publics a donné des renseignements à la Chambre en février dernier, en attendant le rapport du Gouvernement sur l'exercice des pouvoirs spéciaux, au début d'avril 1936.

XVI. — Protection de l'épargne. — Notre rapport de l'année dernière a exposé les institutions nouvelles créées en 1934 pour protéger l'épargne.

Au cours de 1935, le Gouvernement a pris plusieurs nouveaux arrêtés.

L'arrêté 134 du 27 février facilite la *transformation en sociétés anonymes des Unions de Crédit et des sociétés coopératives*. Beaucoup de ces organismes ont été amenés à s'adresser à l'épargne publique; il convenait de leur permettre d'acquérir facilement les avantages de la société anonyme dans l'intérêt des associés et des déposants.

L'Arrêté n° 175 du 13 juin a créé un *Institut de réescompte et de garantie*. La fonction bancaire se trouve renforcée par la possibilité de recourir à cette institution d'utilité publique; la masse des déposants voit ses avoirs en banque mieux garantis contre toute immobilisation résultant d'un rétrécissement de l'activité économique.

Cet Arrêté est complété par la création du *statut légal des banques* (Arrêté n° 185 du 9 juillet 1935). En réservant la dénomination de banques aux entreprises qui reçoivent et gèrent les dépôts à court terme des épargnants, en leur

imposant des règles de gestion prudente et en séparant leur activité de celle des organismes s'occupant de participations industrielles, le Gouvernement a cherché à accroître la sécurité des déposants.

Les Arrêtés n° 157 du 10 avril, 164 du 6 mai et 178 du 23 juin complètent et précisent les dispositions des divers arrêtés antérieurs relatifs à la protection de l'épargne.

Quant à l'*Office central de Crédit hypothécaire*, créé par l'Arrêté n° 226 du 7 janvier 1936, il tend à faciliter la mobilisation des créances hypothécaires ainsi qu'à régulariser le taux de l'intérêt et les autres charges guidant les prêts hypothécaires. L'indisponibilité relative de la créance hypothécaire disparaît en somme, grâce à l'Institut nouveau; on espère que le marché hypothécaire y trouvera un élément de vitalité nouvelle. Les avantages ne seront pas moindres pour l'emprunteur; l'Office peut intervenir en sa faveur par la voie du paiement subrogatoire, le protégeant ainsi contre les clauses usuraires.

La Commission estime qu'une révision de tout ce nouveau régime de protection de l'épargne s'impose de manière à en coordonner plus intimement les diverses parties composantes. Il y aurait lieu, ensuite, de mettre cette coordination sous les yeux du public dans un exposé méthodique qui puisse être compris par tous les intéressés et par le grand public.

Un des moyens de se rendre compte de la crise de la petite épargne au cours de 1935, est de consulter les courbes des mouvements, dépôts et retraits, établis chaque mois à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

Voici la courbe des dépôts : 271,6 millions; 191,4; 155,9; 194,5; 268,5; 245,5; 260,5; 223; 181,9; 213,5; 228,4; 243,3.

Et voici la courbe des retraits : 233 millions; 213,6; 384,4; 407,1; 246,6; 195,6; 189,1; 194,6; 187,6; 219,1; 174,6; 202,9.

Le mouvement des résultats mensuels est le suivant : +38,6 millions; —22,2; —228,5; —212,6; +21,9; +49,9; +71,4; +28,4; —5,7; —5,6; +53,8; +40,4.

En somme, en 1935, il y eut 2,678 millions de dépôts, 2,848 millions de retraits, soit 170 millions de retraits en plus que de dépôts.

La part de la Caisse d'Epargne dans la somme affectée aux placements de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite s'élevait au 31 décembre 1934 à 10,8 milliards sur une somme globale de 14,8 milliards. Il n'est pas encore possible de déterminer la part au 31 décembre 1935.

Le prix de revient de l'ensemble du portefeuille titres de la grande Institution au 31 décembre 1935, non compris les amortissements qui y seront opérés lors de l'établissement du bilan s'élevait approximativement à 10,5 milliards pour un capital nominal de 13,4 milliards. Elle restait en outre créancière, du chef de prêts divers d'une somme de 3,2 milliards : prêts hypothécaires, 719 millions; prêts agricoles, 385 millions; avances aux sociétés d'habitations ouvrières et à la Société nationale d'Habitations à bon marché (2,087 millions); avances à l'Œuvre nationale des Invalides de guerre (22 millions); aux caisses publiques de prêts (32 millions). Son portefeuille placements définitifs représentait donc une somme investie de 13,8 milliards. Les placements provisoires s'élevaient, au 31 décembre 1935, à 1,9 milliard. Total des placements : 15,7 milliards.

Le Fonds de réserve de la Caisse d'Epargne s'élevait au 31 décembre 1934 à 487,1 millions.

On voit que la grande Institution officielle de l'épargne nationale a traversé la double crise bancaire et monétaire sans avoir beaucoup souffert; fin de l'année, elle a presque complètement cicatrisé ses blessures. Novembre et décembre marquèrent plus de 94 millions de dépôts en plus que de retraits.

Plusieurs questions ont été posées relatives à l'activité de l'*Office central de la Petite Épargne*.

Les avances ne sont faites qu'au fur et à mesure des retraits par les déposants des institutions agréées, dont les droits ont été réglés par arrêté royal, suivant les modalités proposées par l'Office. Au 31 décembre 1935, il y avait pour 423 millions d'ouverture de crédit; ces avances ont été fixées à environ 20 p. c. du montant des engagements des sociétés requérantes.

Au 31 décembre 1935, l'Office avait reçu du Fonds monétaire 396 millions, sur les 423 nécessaires aux avances consenties. De ces 396 millions, l'Office avait avancé effectivement 245,4 millions.

Ces avances, consenties pour un terme variant de quinze à quarante-cinq ans et remboursables par annuités, ont été accordées moyennant les garanties ci-après : gages en valeurs mobilières; hypothèque second rang avec caution solidaire; garantie hypothécaire premier rang.

Le taux des avances de l'Office a été fixé, jusqu'à nouvel ordre à 3,5 p. c.

N'oublions pas qu'outre la mobilisation des avoirs de la petite épargne, l'Office a dans ses attributions le contrôle des Caisses d'épargne privées (Arrêté 42 du 15 décembre 1934). L'arrêté du 24 juin règle les modalités de contrôle. Au 31 décembre 1935, deux entreprises étaient soumises à ce contrôle.

L'Office n'a opéré de prélèvements de l'avoir du Fonds monétaire que pour 396 millions, somme qu'il n'a du reste pas encore utilisée entièrement à des avances. La fraction disponible de cette somme est placée en dépôt à vue à la Caisse d'Épargne moyennant un intérêt de 2 1/2 p. c. Selon la loi, l'Office peut faire appel, selon ses besoins, au complément de sa dotation qui est de 1 milliard. La loi stipule que, à la dissolution de l'Office, l'avoir de celui-ci fera retour au Fonds monétaire; cet avoir comprendra les sommes remboursées ou à rembourser sur les avances de l'Office.

XVII. — Réforme de la loi sur la comptabilité de l'Etat. — Dans ses rapports de 1934 et de 1935, la Commission insista pour que la Commission spéciale hâte ses travaux de manière telle que le prolongement des pouvoirs spéciaux put être utilisé pour achever les réformes qui s'imposent à la comptabilité publique.

Aujourd'hui, au début de 1936, la Commission n'a pas encore terminé ses travaux. A une question précise, le Gouvernement répond que la quatrième section du Conseil supérieur des Finances qui vient d'être institué reprendra la suite.

Observons toutefois avec satisfaction que le Gouvernement a donné suite aux suggestions de la Commission concernant la réduction de la durée de l'exercice budgétaire, la présentation du compte définitif de l'exercice clos, la généralisation du paiement des dépenses de l'Etat par l'entremise du service des chèques et virements postaux.

Quant à l'établissement d'une situation journalière de l'encaisse du Trésor et du Budget en cours d'exécution, l'Administration s'est heurtée à des difficultés d'ordre pratique. Cependant l'organisation a été mise en route sur la

base des renseignements réduits à l'essentiel; cette expérience permettra de juger du système et de ses développements possibles.

XVIII. — Les caisses des pensions. — *Question* : Dans sa réponse aux divers orateurs qui ont traité la question au Sénat le 19 décembre, le Ministre des Finances a déclaré que les dispositions prises actuellement ne concernent pas l'unification des pensions en telle manière que jusqu'à présent (jusqu'à ce que cette étude soit terminée) les pensions continueraient à être servies suivant les barèmes actuels. Divers membres de la Commission voudraient savoir où en sont ces études et savoir aussi si l'unification des pensions est un des buts poursuivis par le Gouvernement.

Réponse : L'unification du régime des pensions des veuves et orphelins est à la veille d'être réalisée. La réforme des pensions de retraite fera l'objet d'un arrêté subséquent. Après quoi, il sera procédé à un travail de codification générale du régime des pensions.

ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DETTE PUBLIQUE.

I. — Crédits. — Lors de l'établissement des prévisions budgétaires pour les dépenses relatives aux services extérieurs de la Trésorerie, pour l'exercice 1936, 16 agents du Trésor n'avaient pas encore reçu de nouvelles affectations ; afin d'assurer le paiement de leur traitement, un crédit de 769,500 fr. avait été prévu (traitement de disponibilité).

Actuellement, 13 de ces agents sont utilisés dans des départements ministériels et les trois autres sont placés dans la position de disponibilité.

S'il ne se produit plus de changement, le crédit de 769,500 francs sera utilisé à concurrence de 165,000 francs; le solde de 600,000 francs sera transféré aux articles du Budget frappés actuellement du montant des traitements des agents transférés.

Quant aux 29 commis aux écritures des agences du Trésor transférés à l'administration centrale de la Trésorerie, leur traitement est pris en charge par les services centraux du Département des Finances.

En ce qui concerne les émoluments des 14 commis transférés dans les services extérieurs de l'Administration des Contributions et ceux des 9 commis transférés dans les services des Gouvernements provinciaux, ils sont supportés par ces administrations.

Les dépenses de *personnel* qui résultent de l'existence des services extérieurs et la Trésorerie sont presque intégralement supprimées. Les traitements des agents du Trésor et de leurs commis grèvent actuellement d'autres articles du Budget de dépenses, sauf en ce qui concerne les traitements des agents du Trésor placés dans la position de disponibilité.

Quant aux crédits affectés aux dépenses de *matériel* des agences du Trésor et qui s'élevaient pour l'exercice 1935 à 112,500 francs, ils n'ont plus été demandés pour 1936, en raison de la suppression des agences du Trésor.

En considération de l'augmentation du nombre des paiements effectués

par l'entremise de l'Office des chèques et virements postaux, le crédit affecté aux frais de ces paiements pendant l'année 1936 a été porté à 800,000 francs soit une augmentation de 150,000 francs par rapport à celui de 1935.

L'ensemble des crédits demandés pour 1936 s'élève donc à 769,000+800,000 ou 1,569,500 francs, soit une diminution sur 1935 de 1,275,310 francs.

Question : Quels avantages a-t-on recueillis, au point de vue financier notamment, de la suppression des agences du Trésor?

Réponse : Par suite de la suppression des agences du Trésor, 27 agents ont été versés dans les différents départements où ils ont conservé leur traitement et 3 autres ont été mis en disponibilité avec un traitement d'attente égal à leur traitement d'activité.

L'administration centrale de la Trésorerie a organisé un service des paiements avec un outillage moderne; ce service comporte un personnel de 30 agents dont 25 commis aux écritures repris des agences. Les autres commis aux écritures des agences du Trésor ont été transférés soit dans les services extérieurs des Contributions directes, soit dans les services des gouvernements provinciaux, et leur traitement reste à charge du Trésor.

Par ailleurs l'extension à toutes les dépenses de l'État et des provinces du système du paiement par l'entremise de l'Office des chèques et virements postaux a nécessairement accru le travail de celui-ci. L'économie qui résultera de la réforme n'est pas immédiate dans l'ensemble; il n'est pas en tout cas, possible de la chiffrer avec certitude en période de réorganisation. Mais les avantages qui en résultent pour le public sont acquis dès à présent et représentent un progrès sérieux sur les méthodes du passé.

II. — Les Comptes. — Malgré les promesses du Gouvernement, en réponse aux vœux réitérés de la Commission depuis plusieurs années, le travail de 1935 n'a pas répondu aux prévisions de l'an dernier.

Si le compte de l'exercice 1927 a pu être terminé au début de mars, celui de l'exercice 1928 n'a été transmis à la Cour des Comptes qu'en octobre, soit avec trois mois de retard sur les prévisions. Le compte général de l'Administration des Finances pour les années 1926 à 1930 comprenant le budget définitif de 1929, aurait dû être remis à la Cour fin décembre 1935; il ne sera achevé que dans le courant de mars 1936.

Pourquoi ces retards ? Ces retards sont dus, aux dires de l'Administration, à ce que pour l'établissement des comptes, la Trésorerie est tributaire des divers Départements ministériels et à ce que certains d'entre eux ne procèdent pas toujours aussi rapidement qu'il serait nécessaire à la régularisation des dépenses imputables sur leur budget. Il en résulte des discordances qui imposent des rapprochements d'écritures laborieux et qui obligent à postposer la reddition des comptes jusqu'à ce que la dernière ordonnance de régularisation ait pu être visée à la Cour des Comptes.

Ces explications ne suffisent pas. Il faut que les Départements en faute (depuis huit ans) prennent les mesures qui s'imposent, sous l'impulsion du Ministre des Finances.

III. — La situation du Trésor. — L'excédent des dépenses budgétaires sur les recettes des exercices 1830 à 1934 s'établit à 4,622,035,000 francs (fin 1933 : 2.652 millions).

D'où provient cet accroissement exceptionnel ? Il résulte partiellement de l'exécution du budget extraordinaire de 1934, mais surtout du rattachement aux comptes de l'exercice 1930 de la dépense résultant du remboursement du solde de l'emprunt 7 1/2 p. c. de 50 millions de dollars émis en 1920 aux Etats-Unis, sous déduction d'une somme de 82.5 millions déjà imputée à charge de l'exercice 1931, soit 1,155,617,750 francs.

De plus, les sommes dépensées au delà des crédits inscrits aux Budgets des Non-Valeurs et des Remboursements des exercices 1926 à 1932, soit 484,748,000 francs, ont pu être rattachés aux dépenses de ces exercices en vertu de la loi du 14 juillet 1935. Le déficit budgétaire, à la clôture de l'exercice 1934, se trouve majoré de ce montant.

Au 31 décembre 1935, en tablant sur les résultats probables de l'exercice 1935, on estime que ce mali augmentera de 1,400 millions environ, résultant en ordre principal de l'exécution du budget extraordinaire de cet exercice; ce chiffre ne tient compte ni du produit de la réévaluation de l'encaisse de la Banque Nationale, ni de l'affectation donnée à une partie de ce produit.

Au 1^{er} janvier 1935, la situation du Trésor comportait 211,352 millions de dépenses et 206,730 millions de recettes; différence déficitaire : 4,622 millions, couverte par des moyens de Trésorerie.

IV. — La Trésorerie et le Fonds des tiers. — Au 1^{er} décembre 1935, dernier chiffre connu, le passif du Fonds des tiers était de 4,090 millions (4.3 milliards en 1934).

Ces avoirs sont placés, à concurrence de 988 millions, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, du Fonds monétaire et à titre de réserve du Fonds des tiers.

Le coût du remboursement du solde de l'emprunt 7 1/2 p. c. de 50 millions de dollars émis en 1920 aux Etats-Unis a été rattaché en entier aux comptes budgétaires. L'imputation ayant accru le déficit des exercices 1930 et 1931, l'opération doit être considérée actuellement comme réalisée au moyen du Fonds de trésorerie et notamment du Fonds de tiers. Le coût de ce remboursement s'élève à 1,238 millions.

Les avoirs des particuliers en comptes chèques postaux s'élevaient, au 31 décembre 1935, à 2,312 millions. (A la même date, en 1930, 1933 et 1934 : 1,674 millions, 1,988 millions, 1,980 millions.)

La créance des porteurs de billets et de pièces du Trésor s'élevait à cette date à 1,219 millions. La loi du 7 décembre, créant l'Office central de la Petite Epargne, a entraîné le transfert à cet Office d'une partie des avoirs du Fonds monétaire, soit 396 millions (au 1^{er} décembre).

Au 30 novembre 1935, les avoirs et créances du Trésor s'élevaient à 813 millions.

Un membre de la Commission a demandé pourquoi les avoirs des particuliers en compte chèques postaux ne figurent pas dans le tableau de la Dette publique.

L'Administration répond : Ces avoirs ne figurent pas dans le tableau de la Dette publique pas plus que les autres fonds de tiers. Ces dépôts ne sont pas représentés par des titres de la Dette publique; d'un autre côté, leur montant est sujet à des variations importantes, notamment en fin de mois; il convient de remarquer enfin qu'une réserve spéciale de 500 millions a été créée en vue de pourvoir à des retraits exceptionnels : cette réserve est intacte.

Question : Le fonds de 500 millions, placé à la Banque Nationale en garantie de l'avoir des chèques postaux, que rapporte-t-il ?

Réponse : En vertu des dispositions de la Convention du 23. février 1927 entre la Banque Nationale et l'Etat, le fonds de 500 millions doit être placé par la Banque Nationale, comme les autres fonds liquides du Trésor, en valeurs commerciales sur l'étranger, payables en numéraires ou en avoirs analogues à ceux que la Banque acquiert pour elle-même à l'étranger. Exceptionnellement, des placements peuvent être effectués en valeurs belges et spécialement en promesses ou simples traites; le montant des placements actuels dans cette catégorie est extrêmement minime en raison des difficultés de se procurer du papier répondant aux conditions voulues. Dans le cours de l'exercice 1935, des fonds ont été provisoirement investis en titres de rentes belges (Budget des Voies et Moyens, art. 61); ces placements sont actuellement liquidés. Cette question fera l'objet d'une étude par la Section compétente du Conseil supérieur des Finances.

La Commission insiste pour que les placements en rentes belges ne soient plus autorisés; la liquidité du fonds pourrait en souffrir en certaines circonstances.

V. — La Dette publique. — Au 31 décembre 1935, la Dette s'élevait à 55,453 millions, soit une diminution de 2.5 milliards.

Elle comprend 52.5 milliards de dette consolidée : 31.5 milliards de dette intérieure et 20.9 milliards de dette extérieure.

Elle comprend en outre 1.4 milliard de dette à moyen terme (intérieure) et 1.4 milliard de dette à court terme : 264 millions dotation des combattants et 1,209 millions, Bons en florins or (extérieure).

La Commission a demandé au Gouvernement pourquoi, étant donné le bon marché de l'argent à court terme à l'intérieur, il ne convertissait pas les bons du Trésor florins en Bons belges?

Le Ministre a répondu qu'il traiterait cette question au cours des débats devant le Sénat.

Les charges de la dette proprement dites s'élèvent à 2,097 millions : pour les consolidés intérieurs, 1,099 millions d'intérêts et 125 millions d'amortissement; pour les consolidés extérieurs 437 millions d'intérêt et 296 millions d'amortissement; pour les dettes à court et à moyen terme : intérieures, 75 millions; extérieures, 52,5 millions; Prévision pour nouvelles émissions, 10 millions.

Les annuités diverses et autres charges s'élèvent à 234 millions; le service des pensions d'ancienneté et des pensions, rentes et allocations dérivant de la guerre imposent une charge de 1,426 millions.

VI. — Les Emissions. — Dettes consolidées intérieures : émissions d'obligations de la dette 5 p. c. 1925, 40,225,000 francs; d'obligations 6 p. c. Anic, 269,000 francs; d'actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer, en échange de Bons du Trésor, 16,000 francs; de bonification en capital, allouées à la date du 31 décembre 1935 aux porteurs des obligations converties ou transformées 1,516,916,000 francs soit, au total 1,557,426,000 francs.

Dettes consolidées extérieures : Placement en France de l'emprunt 5 p. c. de conversion de 475 millions francs français, soit 669,156,000 francs.

Dettes à court et à moyen terme : intérieures, néant; extérieures, émission de Bons du Trésor en florins au 4 janvier 1935, 115,464,000 francs.

Total des émissions 2,342,046,000 francs. (2,451 millions en 1934.)

VII. — Amortissements et remboursements. — Dettes consolidées intérieures : élimination de la dette annuitaire envers le Fonds d'amortissement ensuite du rattachement au budget de 1930 de la dépense relative au remboursement anticipatif de l'emprunt 7 1/2 p. c. de 50 millions de dollars, 1,155,618,000 francs; remboursement à concurrence de la Dette de l'État envers la Banque Nationale de Belgique 869,908,000 francs; amortissements contractuels, 145,563,000 francs; annulations d'obligations 6 p. c. Anic restituées du chef de la réduction d'indemnités de dommages de guerre, 1,453,000 francs. Soit, au total, 2,172,542,000 francs.

Dettes consolidées extérieures : remboursement anticipatif au 31 février 1935 du solde de l'emprunt 6 1/2 p. c. émis en France en 1923, de 283 millions francs français, 398.8 millions; amortissements contractuels des dettes extérieures consolidées, 207,509,000 francs. Soit, au total, 606,309,000 francs.

Dettes à moyen et à court terme : intérieures, bons à court terme, 50 millions, et dotations des combattants, 15,689,000 francs, soit au total, 65,689,000 francs; extérieures, remboursement en 1935 de 15 millions de florins Bons du Trésor, 216,495,000 francs.

Total des remboursements 3,061,035,000 francs.

. Balance des remboursements et des émissions, diminution de 718,989,000 francs.

Mais, d'autre part, du chef de la hausse des changes corrélative à la dévaluation, la contrevaieur des dettes extérieures s'est accrue de 6,247,296,000 francs.

Dans l'ensemble, augmentation de 5,528,307,000 francs.

Amortissement des dettes intérieures. — En 1936, 125 millions; en 1937, 204 millions; en 1938, 359 millions. Cette progression doit fixer l'attention de tous ceux qui s'occupent de l'équilibre des budgets futurs.

VIII. — La conversion des rentes. — Indépendamment des bonifications en capital (1,516 millions) allouées à la date du 31 décembre 1935 aux porteurs d'obligations converties ou transformées, la conversion des rentes a eu les répercussions suivantes :

1. Transformation en dette consolidée intérieure d'un capital nominal de 99.2 millions de dollars d'obligations estampillées des emprunts américains, soit, sur la base de 35,60 le dollar, 3,532,474,000 francs.

2. Consolidation en dette unifiée d'un capital nominal en bons du Trésor 6 p. c. à 5 ans (1932-1937), 248,695,000 francs.

3. L'amortissement des emprunts convertis en dette unifiée 4 p. c. a été suspendu depuis le 16 mai 1935 par l'arrêté du 11 mai; l'arrêté du 28 septembre a fixé, sur la base d'une dotation proportionnelle, les nouvelles modalités du remboursement des obligations dont les porteurs ont refusé la conversion.

4. Quant à l'amortissement de la dette unique 4 p. c., il commencera en 1938, à raison d'une dotation annuelle de 1 p. c. qui s'accroîtra des intérêts des capitaux amortis et permettra ainsi le remboursement intégral en une période de 41 ans environ.

5. Influence marquée sur le loyer de l'argent à long terme, et préparation de la conversion des emprunts de la Colonie, des provinces et des communes.

6. Préparation aussi à la conversion de certaines de nos dettes extérieures.

Question : Au 31 décembre 1935, quel est le résultat exact, au point de vue budgétaire, de la conversion des rentes?

Réponse : En tenant compte du reversement au Trésor de la somme de 8,083,000 francs effectué conformément à l'article 6 de l'arrêté du 28 septembre établissant les nouvelles modalités d'amortissement des obligations estampillées, les économies réalisées au 31 décembre, sur le Budget de 1935, du chef de la conversion des rentes, s'élèvent à 574,327,000 francs, savoir : dettes intérieures, 415,192,000; dettes extérieures 159,135,000 francs.

Ce chiffre subira encore des modifications résultant du paiement de certaines indemnités ou créances, au moyen d'obligations de la dette 5 p. c. 1925 portant la jouissance au 1^{er} janvier 1935 et qui donnent droit au paiement du prorata d'intérêt échu le 15 mai 1935.

IX. — La cotation des rentes au Marché du terme à Paris. — Un membre, opposé à la cotation des rentes belges au Marché du terme à Paris, demande pourquoi on s'est laissé entraîner à cette expérience et quels en sont les résultats.

Le Gouvernement répond : Les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 (trois milliards) ont été introduits au marché du terme de la Bourse de Paris par le Syndic des agents de change près cette Bourse en vertu de l'article 69 du Règlement particulier de la Compagnie des Agents de change, lequel est ainsi conçu : « Des délibérations de la Chambre syndicale déterminent les valeurs qui seront cotées au comptant seulement à la partie officielle de la côte et celles qui y seront cotées au comptant et à terme. » Le Gouvernement belge s'est abstenu de formuler des objections. Cette introduction a eu lieu le 1^{er} octobre dernier. Il est difficile en un si court espace de temps, de pouvoir établir les résultats de cette mesure. Elle n'a jusqu'ici révélé ni avantages ni désavantages marquants.

X. — Les Emprunts garantis par l'Etat. — Rappelons la montée de ces emprunts : au 31 décembre 1930, 2,2 milliards ; en 1931, 2,3 milliards ; en 1932, 3,1 milliards ; en 1933, 3,4 milliards ; en 1934, 4,4 milliards ; en 1935, 6.756 millions (voir le tableau en annexe de ce rapport).

XI. — Les engagements de l'Etat. — En dehors des emprunts qu'il a émis ou qu'il garantit, l'Etat a pris des engagements dérivant de la création de nouvelles institutions ou de l'extension des opérations d'institutions de crédit existantes. Voici ces institutions, avec chaque fois le plafond des engagements et les crédits engagés au 31 décembre 1935 :

1. *Crédit artisanal*, 50 millions; 11,6 millions engagés.
2. *Petit crédit professionnel*, 150 millions; 20,5 millions engagés.
3. *Ducroire*, 700 millions; 158 millions engagés.
4. *Comité A.N.I.C.*, 780 millions; *actions chemins de fer* 500 millions; engagement 778 millions et 68 millions.
5. *Société Nationale Crédit à industrie*, 2 milliards; 1,8 milliards engagés. Mobilisation de commandes, stocks, 500 millions; 42,4 millions engagés. — Reconstitution, etc., 2,3 milliards; 1 milliard engagé.
6. *Fonds temporaire crédit aux classes moyennes*, 350 millions; 75,9 millions engagés.

7. *Office Central de la petite épargne*, 1 milliard; 396 millions engagés.
 8. *Mobilisation des avoirs en devises*, 150 millions; 22,5 millions.
 9. *Institut de réescompte et de garantie*, 2 milliards; 40 millions engagés.
- Le plafond de ces engagements est donc de dix milliards et demi.

XII. — Les engagements totaux de l'Etat. — Dès lors, les engagements totaux de l'Etat au 31 décembre 1935 sont : Dette publique, 55.4 milliards ; emprunts garantis, 6.7 milliards ; engagements, 10.5 milliards ; Fonds des tiers, 2.9 milliards ; et quelques postes de moindre importance.

Au total, plus de 75 milliards. (En 1935, 64 milliards).

A ce total, il y aurait lieu d'ajouter le déficit de certains budgets, sous déduction de la partie de ce déficit couvert par l'émission des Bons du Trésor qui se retrouvent dans la Dette publique.

XIII. — Le Fonds d'amortissement de la Dette publique. — Au 31 décembre 1935, les avoirs du Fonds consistaient en 314 millions de francs belges, 92 millions de devises étrangères, 110 millions portefeuille titres et 494 millions Fonds de régularisation des rentes. En ajoutant les prorata des coupons sur titre de ce dernier Fonds restant à recevoir (9 millions), on obtient 1,019 millions.

Il y a lieu de déduire les soldes non-utilisés au 31 décembre 1935 des dotations des diverses dettes intérieures et extérieures (125 millions) et le solde non-utilisé de 6 1/2 p. c. américain (18 millions), soit 143 millions.

Il reste donc disponible 876 millions.

En outre, le Fonds d'amortissement peut disposer le cas échéant de 200 millions de francs, solde, demeuré dans la Caisse de l'Etat, du Fonds de régularisation.

Quelles sont les modifications intervenues en 1935 ? Il en est trois principales : la dotation des droits de succession; le dépôt du portefeuille des Caisses de pensions; la gestion du Fonds de régularisation des rentes.

1. En vertu de l'article 23 de l'Arrêté n° 166, l'excédent au delà de 200 millions de francs du produit des droits de succession sera attribué au Fonds d'Amortissement de la dette publique à titre de dotation extraordinaire; le Conseil d'administration en règlera l'utilisation d'accord avec le Ministre des Finances. D'après les résultats des derniers mois de 1935, l'Administration évalua l'excédent probable à 23 millions; sur cet excédent, le Gouvernement a proposé de prélever en 1936 une somme de 3,200,000 francs en vue de constituer la dotation d'amortissement du 6 1/2 p. c. américain. Le Comité permanent du Fonds a marqué son accord en ces termes :

Comme suite à la discussion qui a eu lieu ce matin au sujet de la réserve productive du 6 1/2 p. c. américain, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Comité permanent du Fonds d'amortissement est d'accord pour que le Fonds constitue, par prélèvement sur ses fonds propres, l'annuité de 3,200,000 francs afférente à l'année 1936 à verser à la dite réserve. Cette avance sera récupérée sur l'excédent éventuel des droits de succession à verser à la réserve extraordinaire instituée par l'article 23 de l'arrêté du 11 mai 1935. Cet Accord est subordonné à la condition expresse que, en cas d'insuffisance ou d'absence d'excédent, le Gouvernement s'engage à inscrire au Budget de 1937 le crédit nécessaire pour assurer le remboursement de l'avance en question.

Par dépêche du 31 octobre 1935, le Ministre des Finances a marqué son accord.

La justification du versement au Fonds d'amortissement de l'excédent des droits de succession au-delà de 200 millions se trouve dans le Rapport au Roi précédant l'Arrêté n° 166 : une partie de l'impôt sur les successions, qui est en quelque sorte un impôt sur le capital privé, servira dorénavant à reconstituer le capital de l'Etat.

2. Ainsi que le porte l'article 2 de l'Arrêté n° 221, le portefeuille des anciennes Caisses de pensions est remis au Fonds d'amortissement à titre de dépôt. Voici l'accord du Fonds :

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Conseil d'administration du Fonds d'amortissement, dans sa séance de ce jour a délibéré au sujet de la proposition qui est l'objet de votre dépêche du 12 de ce mois, consistant à confier au Fonds d'amortissement le dépôt du portefeuille des Caisses de pensions des veuves et orphelins. Il accepte en principe cette mission, qui sera celle d'un dépositaire et il estime qu'il y a lieu de modifier en conséquence le texte de l'article 72 du projet d'arrêté royal concernant le régime des pensions; le troisième alinéa devrait être libellé comme il suit : « Les valeurs comprises dans le portefeuille actuel des Caisses, seront remises, à titre de dépôt, au Fonds d'amortissement de la Dette publique; elles feront l'objet d'un compte spécial dans les écritures du dit Fonds. » Le quatrième alinéa serait supprimé, comme devenant sans objet.

En application de cette disposition, il a été remis au Fonds un portefeuille de 1,057,990,992-30 fr. provenant des Caisses suivantes :

<i>Caisses.</i>	<i>Montant.</i>
Justice	30,520,030 »
Ordre judiciaire	29,717,190 »
Etablissements Bienfaisance et Aliénés	3,276,865 »
Intérieur	69,831,412 50
Instruction Publique	36,545,527 50
Professeurs et instituteurs communaux	427,528,092 50
Officiers de l'armée	20,103,504 80
Militaires de rang subalterne	213,620,295 »
Affaires Etrangères	8,624,377 50
Finances	59,045,117 50
Colonies	10,882,720 »
Pilotes	4,882,900 »
P. T. T.	88,294,660 »
Gendarmerie	55,118,300 »
	Fr. 1,057,990,992 30
	=====

L'Etat prend à sa charge les pensions assurées par les statuts des Caisses des Veuves et Orphelins qui sont dissoutes. Les valeurs comprises dans le portefeuille sont remises au Fonds d'amortissement à titre de dépôt irrévocable. Ce dépôt ne peut être considéré comme constituant un gage de l'exécution des engagements pris par l'Etat vis-à-vis des Veuves et Orphelins de ses agents : Tel est le point de vue du Gouvernement.

3. *Le Fonds de régularisation* a dû absorber, immédiatement après sa création, de grandes quantités de papier. Le Trésor a mis, au fur et à mesure des besoins, les fonds nécessaires à la disposition du Fonds; ces versements ont atteint, de ce chef, 800 millions. Mais, dès le mois de juin, le marché est devenu acheteur;

le portefeuille de l'institution a diminué de mois en mois; ce qui reste ne représente plus guère que le volume indispensable pour la teneur du marché d'une dette intérieure de plus de 31 milliards de francs.

XIV. — Le Fonds monétaire. — L'activité du Fonds monétaire a été influencée en 1935 par trois faits importants exceptionnels :

1. Le prélèvement de la plus grande partie de l'actif disponible et réalisable à court terme en vue de financer l'Office central de la Petite Epargne; par voie de conséquence, la fusion des avoirs propres du Fonds avec ceux de la « réserve ».

2. Le transfert au débit du Trésor d'une somme de 520 millions qui restait due par le Fonds d'amortissement du chef des avances du Fonds monétaire, en vue du remboursement du solde de l'emprunt 7 1/2 p. c. en dollars émis aux Etats-Unis, dont la charge a été reportée au compte de l'Etat (Budget de 1930) par la loi du 24 décembre 1934; cette somme est momentanément non mobilisable par le Fonds, les ressources nécessaires à sa mobilisation devant être fournies par l'emprunt.

3. Des remaniements du système monétaire ont entravé la démonétisation et le retrait des pièces de nickel de 10 et de 20 francs; la frappe de pièces commémoratives de 50 francs en argent (limitée à 14 millions); la réduction de la circulation des billets « Trésorerie » à concurrence de 212 millions, en compensation de l'émission de pièces de 20 francs en argent.

Notons que les billets de 50 francs (525 millions) repris par l'Etat en avril 1935, n'intéressent pas l'activité du Fonds monétaire en 1935.

Au 1^{er} janvier 1935, l'avoir en deniers (réserve non comprise) s'élevait à 109,9 millions; les recettes de 1935 se sont élevées à 1,236.8 millions (nouvelles émissions monétaires, 246 millions; transfert d'avoirs de la réserve, 406 millions; produit de la vente du métal non utilisé ou démonétisé, 51 millions; virement en recette de la dette reprise par le Trésor au Fonds d'amortissement, 520 millions). Au total : fr. 1,346,803,471-15.

Les dépenses de 1935 ont atteint 822,3 millions (retrait des monnaies de nickel, 125 millions; de billets de 5 et 20 francs, 212 millions; coût d'achat de titres, 25 millions; versements à l'Office central de la Petite Epargne, 396 millions.

Le solde en deniers s'établit donc, au 31 décembre 1935, à fr. 524,475,827-44.

Si l'on en déduit la somme de 520 millions provisoirement indispensable, il reste un solde effectif disponible de 3.8 millions, constituant un fonds de roulement suffisant, aux dires de l'Administration, pour les opérations courantes du Fonds. Celui-ci dispose, en outre, d'un dépôt à vue de 45 millions à la Banque Nationale et de son portefeuille titres (au 31 décembre, 106 millions.)

L'ensemble de la situation du Fonds monétaire fait, en ce moment, l'objet d'une étude spéciale dont les résultats seront soumis pour avis au Comité supérieur des Finances.

XV. — Le service des monnaies. — Pour la Belgique : pièces de 1 franc, pour 4,475,000 francs ; pièces de 20 francs en argent, pour 215 millions ; pièces de 50 francs en argent, 14 millions. Pour l'étranger : pour le Grand-Duché de Luxembourg : pièces de 1 franc en nickel pur, pour 1 million. Service de garantie : recettes de ce chef, fr. 80,414-95.

XVI. — La défense du franc. — La Commission a posé des questions relatives à la défense du franc, au rôle du Fonds d'égalisation des changes, à la position des capitaux étrangers, aux effets probables d'éventuelles dévaluations monétaires dans certains pays voisins.

Les réponses de l'Administration peuvent se condenser ainsi. La Banque Nationale est renseignée tous les quinze jours sur la position des devises étrangères des principales Banques belges par les situations détaillées que celles-ci lui font parvenir. Ce service fonctionne régulièrement. Mais ces renseignements sont confidentiels et la Banque Nationale est liée par le secret professionnel. La Banque Nationale suit attentivement les mouvements de ces avoirs en devises et conforme sa politique aux nécessités qu'ils révèlent. « Les réserves de la Banque sont largement suffisantes et l'existence d'un Fonds spécial d'égalisation des changes ne se justifie plus », prétend le Gouvernement.

Les entrées et les sorties d'or se font pour le compte exclusif de la Banque Nationale. Le Fonds d'égalisation des changes n'intervient plus que pour comptabiliser la différence de 3 p. c. qui existe entre le taux auquel l'or est décompté dans la situation de la Banque Nationale (taux fixé par l'article 5 de la loi monétaire du 30 mars 1935 à 75 p. c. de la parité ancienne) et le taux qui sert de base aux opérations vis-à-vis du public (72 p. c. de la parité ancienne).

Au lendemain de la promulgation de notre nouveau statut monétaire, les capitaux ont afflué vers notre marché. Le point culminant de ces rentrées fut atteint le 23 juin. A cette date, on évaluait à environ 4 milliards le total des capitaux réfugiés en Belgique.

A partir de la fin de juin, un reflux lent et modéré s'est produit. Actuellement, ce montant paraît ramené à 2.5 milliards environ.

« Il est impossible de supputer les effets d'une dévaluation éventuelle du franc français ou du florin, mais il est tenu compte de cette éventualité dans la politique monétaire du pays : *le Fonds d'égalisation des changes est intact*, et l'encaisse-or de la Banque Nationale figurant aux situations hebdomadaires a passé de 14.1 milliards le 11 avril 1935 à 17.2 milliards le 26 décembre 1935. Cette situation permet à l'Institut d'émission de faire face à tout moment aux contre-coups des mesures monétaires qui seraient prises à l'étranger. »

XVII. — Entrées et sorties de l'or. — Des questions spéciales ont été posées relativement aux entrées et sorties d'or, entre la date du 31 mars 1935 et la date du 31 décembre.

L'examen des situations hebdomadaires de la Banque Nationale permet de suivre le mouvement. Au 31 mars, l'encaisse-or de la Banque s'élevait à 11 milliards de francs dévalués. Au cours des semaines suivantes et jusqu'au 20 juin, afflux croissant de devises; le 20 juin, on atteignait 18 milliards.

L'accroissement était de 6.8 milliards. Cet accroissement dépassait considérablement la masse des sorties d'or constatées avant la dévaluation; ils représentaient, pour partie, des capitaux étrangers venant chercher un refuge en Belgique et aussi certains capitaux belges usuellement employés à l'étranger.

Au cours des mois suivants, la courbe descend mais avec des alternatives de sorties et de rentrées.

	<i>Entrées.</i>	<i>Sorties.</i>
Du 20 juin au 11 juillet 1935 fr.	—	289,014,000
Du 11 au 17 juillet 1935	59,344,000	—
Du 17 juillet au 8 août 1935	—	224,054,000
Du 8 au 13 août 1935.	12,669,000	—
Du 13 août au 12 septembre 1935	—	543,020,000
Du 12 septembre au 17 octobre	292,838,000	—
Du 17 octobre au 14 novembre	—	168,106,000
Du 14 novembre au 5 décembre	245,500,000	—
Du 5 au 12 décembre	—	125,240,000
Du 12 au 19 décembre	3,632,000	—
Du 19 au 25 décembre	—	25,928,000
Au total, fr.	613,983,000	1,375,362,000
	=====	=====

Au 25 décembre, la sortie nette était donc de 1.375 millions moins 613 millions, soit 762 millions, représentant, suivant les autorités financières, en partie des capitaux étrangers et en partie des capitaux belges en quête d'un placement à l'étranger. On assure que ce mouvement n'a rien d'excessif; il convient de s'attendre à ce qu'il continue pendant un certain temps.

XVIII. — Augmentation de la circulation fiduciaire. — La circulation fiduciaire est passée de 18.9 milliards au 31 mars 1935 à 20.9 milliards au 31 décembre. Soit une augmentation de 1.9 milliards.

A tout prendre cet accroissement paraît relativement modéré, si l'on considère que l'augmentation du prix de l'or est de l'ordre de 39 p. c.

Bien que son action ait été contrecarrée par l'afflux de devises et la vitesse de circulation plus grande due à l'activité élargie des affaires, la Banque Nationale est parvenue à dominer la circulation financière dans une large mesure. Elle a pu le faire grâce à trois facteurs : une large diminution de ses escomptes et de ses avances sur titres; la hausse relativement modérée des prix qui, au 31 décembre, atteignaient 24,8 p. c. pour l'indice du prix de gros et 10,1 p. c. pour l'indice du prix de détail; le reflux partiel des capitaux entrés en masse entre le 31 mars et le 20 juin.

XIX. — Thésaurisation. — Afin de permettre au Sénat de se faire une idée du montant de capitaux thésaurisés en billets de banque, nous donnons la circulation au 31 mars et au 31 décembre.

Au 31 mars il circulait : 1,150 millions en billets de 10,000 francs; 9,372 millions en billets de 1,000 francs; 8,450 millions en coupures inférieures.

Au 31 décembre, ces chiffres étaient : 2,124 millions en billets de 10,000 francs; 10,113 millions en billets de 1,000 francs; 8,695 millions en coupures inférieures.

Chacun sait que le billet de 10,000 francs est un instrument de paiement qui n'est employé que dans une faible mesure par le public; c'est l'instrument préféré des grands thésauriseurs de billets. Mais le public thésaurise aussi de nombreux billets de 1,000 francs.

Or la thésaurisation exagérée en or ou en billets est un mal pour l'économie

nationale. Il semble que depuis quelques mois cependant, certains capitaux thésaurisés se soient investis en valeurs réelles et spécialement dans la construction; d'autres sont déposés dans les banques et la Caisse d'Epargne; d'autres encore sont rentrés en Bourse. Si ces tendances pouvaient s'accroître dans les mois prochains, la reprise se développerait de ce chef. Le Gouvernement doit tout faire pour accentuer ce courant en inspirant de plus en plus la confiance par la sagesse et la prudence de sa gestion.

XX. — La Société nationale de Crédit à l'Industrie et l'Anc. — La Commission a demandé des renseignements sur la participation respective de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, au 31 décembre 1935. Les voici en résumé :

A.N.I.C. et Chemins de fer — Interventions autorisées et réalisées; sur un total de 1,336 millions, 17,1 millions servirent aux entreprises agricoles, 395,4 millions aux entreprises commerciales et 923,6 millions aux entreprises industrielles. Les remboursements s'élevèrent à 489,9 millions : 17,1 agriculture; 259 commerce; 212,8 industrie. De sorte qu'au 31 décembre restaient engagés 846,3 millions : zéro pour l'agriculture, 135,5 pour le commerce et 710,8 millions pour l'industrie. — De ces 846,3 millions, 778 millions étaient gagés au moyen des titres A.N.I.C. et 68 millions au moyen des titres Chemins de fer.

Arrêté royal du 1^{er} août 1934 Plafond 2 milliards. Cessions autorisées et réalisées, 1,873 millions au total : 54 millions pour les entreprises agricoles; 157,8 millions pour les entreprises commerciales; 1,661 millions pour les entreprises industrielles. Les remboursements s'élevèrent à 70,4 millions seulement au total : 54 millions pour l'agriculture, 1 million pour le commerce et 15,3 millions pour l'industrie. Au 31 décembre, restaient engagés 1,802 millions : zéro pour l'agriculture, 156,8 pour le commerce et 1,646 millions pour l'industrie.

Arrêtés royaux du 18 mars et du 7 juin (500 millions). — En cours au 31 décembre, 42,4 millions engagés : zéro pour l'agriculture; 1,2 millions pour le commerce; 41,2 millions pour l'industrie.

Totaux : Interventions et cessions autorisées et réalisées 3,252 millions : 71 millions pour l'agriculture; 554 pour le commerce; 2,626 millions pour l'industrie. Remboursements respectifs : 560 millions : 71; 261; 228. En cours au 31 décembre 1935 : 2,691 millions au total : zéro pour l'agriculture; 293 millions pour le commerce et 2,398 millions pour l'industrie.

Interrogée sur la petite part réservée à l'agriculture, l'administration répond : « En ce qui concerne la part faite à l'agriculture, il convient de remarquer que la Société nationale de Crédit à l'industrie n'est pas chargée de répartir des fonds de subvention, mais bien d'aider des organismes placés par la crise économique dans une situation difficile dans la mesure où ces organismes réclament eux-mêmes le secours des pouvoirs publics. Toutes les demandes ont été examinées avec la même impartialité. »

La Commission réitère l'avis consigné dans le rapport de M. Dierckx sur la Dette publique : Là où l'Etat consent des interventions pécuniaires par l'intermédiaire de divers organismes, ces derniers doivent imposer à l'occasion, autant que faire se peut, les mesures d'assainissement et d'adaptation aux circonstances économiques actuelles. Sans l'accomplissement de cette mission,

exigée par le souci de l'intérêt général, l'Etat s'expose à voir ses interventions devenir la cause déterminante de certains errements antérieurs qu'il faut empêcher de renaître.

Question : Pourquoi le demi-milliard des titres de la Société nationale des Chemins de fer belges, émises en exécution de l'Arrêté 145 du 18 mars 1935, a-t-il été maintenu alors que vers la fin de 1935, il n'était plus guère engagé ?

Réponse : Bien que le montant des opérations gagées au moyen de ces titres ne s'élève qu'à 68,040,000 francs au 31 décembre 1935, il paraît prématuré de songer à réduire les possibilités d'intervention du Trésor en faveur de l'économie belge, en diminuant le montant des titres qui peuvent être déposés en garantie de bonne fin d'opérations de crédit.

XXI. — Le Fonds de réévaluation. — Quelle était sa situation au 31 décembre 1935 ? La voici, selon une communication du Trésor au début de février : Produit de la réévaluation, 3,750 millions, remboursement à la Banque Nationale, 345 millions ; versement au Grand-Duché, 133 millions ; Fonds d'égalisation des changes, 1,125 millions ; Fonds de régularisation des rentes, 800 millions. Soit, au total, 2,403 millions. Solde disponible, 1,327 millions.

Sur ce solde, 200 millions restent bloqués en faveur du Fonds des rentes (dont la dotation est de 1 milliard).

Le Trésor avait donc reconstitué, au 31 décembre 1935, la totalité des prélèvements effectués par lui sur ce solde pour ses besoins courants.

A une question, le Gouvernement répond : « Les accroissements d'actif résultant de la réévaluation doivent être inscrits en recette budgétaire. Ces avoirs ne constituent donc pas un Fonds spécial soumis à des règles de gestion particulières. En fait, ils constituent *une subdivision du Portefeuille du Trésor*, et comme les autres avoirs du portefeuille, ils sont gérés par la Trésorerie ».

En vertu de l'article 5 de la loi monétaire du 30 mars 1935, il appartient au Roi de régler l'utilisation du produit de la réévaluation.

Le Fonds d'égalisation des changes est créé par l'arrêté royal du 3 avril 1935. Il est géré par la Banque Nationale. Ce fonds est alimenté par des prélèvements effectués par le Ministre des Finances sur le produit de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale : actuellement 1,125 millions. Ce Fonds effectue les opérations suivantes : vente et achat d'or monnayé ou en lingots ; vente et achat de devises étrangères. Lors de la liquidation du Fonds, l'actif existant fera retour au Trésor.

Selon la déclaration du Premier Ministre à la Chambre, le 10 décembre 1935, ce Fonds n'a pas encore dû entrer en action ; il a servi par sa seule présence. Selon la déclaration du Ministre des Finances au Sénat, en février 1936, ce Fonds est toujours intact.

Le Fonds de régularisation du marché des rentes est créé par l'arrêté royal du 11 mai 1935. Il est géré par le Fonds d'amortissement de la Dette publique. Ce Fonds est pourvu « d'une dotation » d'un milliard de francs, à prélever par le Ministre des Finances, au fur et à mesure des besoins sur le produit de la réévaluation de l'encaisse-or et devises de la Banque Nationale. Le Fonds peut disposer des ressources pour acquérir tous titres quelconques dont le service ou la garantie incombe à l'Etat ; il peut faire toutes opérations relatives à ces

titres. Les sommes qui ne seront plus nécessaires au fonctionnement du Fonds feront retour au Trésor; il en sera de même en cas de liquidation. Les revenus du Fonds sont attribués non au Fonds d'amortissement, mais au Trésor.

Le Fonds est en pleine action depuis dix mois. L'exposé sommaire de ses efforts se trouve au chapitre consacré au Fonds d'amortissement de la Dette publique.

Le versement de 133 millions au Grand-Duché de Luxembourg n'a donné lieu à aucune critique. C'est la part de nos co-contractants de l'Union économique.

Le remboursement anticipé d'une partie du solde de la dette de l'Etat envers la Banque Nationale dérivant du retrait des marks, était réglée, jusqu'en ces derniers temps, par la Convention du 17 octobre 1930. En vertu des dispositions de l'article 2, ce solde se remboursait par dix-huit annuités croissantes, allant de 21.7 à 125 millions. En fait, la convention n'était plus exécutée depuis 1934 pour la raison que le Gouvernement allemand ayant manqué pour partie à l'engagement visé dans le préambule de cet accord, le Gouvernement belge n'était pas tenu, dans ce cas, à payer l'annuité à la Banque; cependant, la Convention n'était pas suspendue et la dette subsistait comme subsistait, d'autre part, la dette allemande.

Rien donc n'obligeait, en droit, le Gouvernement belge de payer sa dette à la Banque par le moyen du Fonds de revalorisation.

Interrogé, le Ministre répond : « Il a paru équitable, au moment où la Banque Nationale renonçait, en faveur de l'Etat, au bénéfice de la réévaluation de ses avoirs, d'opérer un amortissement substantiel du solde de la dette dérivant du retrait des marks. La situation financière de l'Institut d'émission se trouvait ainsi renforcée d'autant, et, d'autre part, les Budgets futurs s'en trouvent allégés parce que les remboursements annuels ont pris fin. »

Le Gouvernement ne s'est pas borné à ce remboursement de 345 millions. Il a remboursé en réalité 869,9 millions, ramenant ainsi sa dette à l'égard de la Banque à 500 millions. La différence provient de ce que le Gouvernement ayant repris pour le compte de l'Etat le montant des billets de 250 francs (525 millions), a donné cette somme à la Banque.

Le solde de la dette de l'Etat, ainsi ramenée à 500 millions, ne sera pas sujet à amortissement avant le 31 décembre 1952, date de l'expiration du privilège de la Banque.

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

I. — Le crédit pour les services provinciaux, en 1935, qui était primitivement de 74,237,404 francs, a été porté à 74,389,904 francs par amendement introduit en suite de l'augmentation du prix des billets forfaitaires délivrés par la Société des Chemins de fer belges.

Le budget de 1936 prévoit 83,813,405 francs. Augmentation de 9,423,501. Pourquoi?

Cette augmentation doit être attribuée surtout à l'adaptation du traitement des fonctionnaires et employés à raison de l'augmentation de l'index. Elle provient, en outre, des modifications qui ont été apportées aux barèmes des

traitements des commis techniques, commis aux écritures, chefs de sections et commis des contributions (arrêté royal du 12 juin 1935). L'augmentation provient aussi, pour 400,000 francs du crédit prévu pour la rémunération des commis agréés ayant effectué un stage gratuit d'un an dans les Offices des Contributions. Enfin, il y a 1,500,000 francs prévus pour rembourser les intérêts moratoires sur impôts indûment perçus.

Personnel. — A l'Administration centrale des contributions directes, l'effectif du personnel est maintenu aux mêmes chiffres qu'en 1935, c'est-à-dire, 33 pour le personnel technique et 21 pour le personnel auxiliaire.

Dans les services provinciaux, le personnel technique, qui comptait 1,601 agents en 1935, en compte 1,607 en 1936; quant au personnel auxiliaire, il était de 1,651 agents l'an dernier, il n'en comporte plus cette année que 1,629 : diminution de 22 unités; mais ces vides seront comblés dans le courant de 1936 après le concours de recrutement.

Le nombre des employés extraordinaires qui était de 42 en 1935 est réduit à 40 en 1936. On prévoit que 150 commis agréés devront être rémunérés en 1936.

Matériel. — Le crédit prévu pour le matériel s'élevait en 1935, à 5,100,550 francs; pour 1936, il se monte à 5,212,322 francs. L'augmentation provient de l'accroissement du crédit prévu pour les dépenses de loyer des bâtiments occupés par les services des contributions.

II. — Changements à la législation. — Ainsi que cela fut le cas pour les modifications qui ont été apportées en 1934 aux lois d'impôts directs, les changements que ces lois ont subies en 1935 ont été rangés en trois catégories, selon le but poursuivi : octroi d'allègements à des contribuables particulièrement atteints par la crise ; répartition plus équitable des charges fiscales ; mesures destinées à favoriser la politique du redressement économique et financier, adoptée par le Gouvernement.

A. — ALLÈGEMENTS.

1. *Contribution foncière.* — a) Réduction pour l'exercice 1935, de 2 p. c. des taux de la contribution foncière (arrêté du 15 mai); b) conversion en un droit pour le contribuable, de la faculté de l'obtention d'une remise ou modération d'impôt foncier, dans le cas où la différence entre le revenu cadastral des immeubles et leur revenu effectif réalisé pendant l'année d'imposition, atteint au moins 10 p. c. du revenu réel annuel (arrêté du 27 septembre).

2. *Taxe mobilière.* — a) Réduction de 10 à 2 p. c., moyennant que la charge de l'impôt soit supportée par le débiteur, du taux de la taxe pour les revenus de prêts consentis et des dépôts confiés à des sociétés ayant la personnalité juridique, dont l'activité se borne à pratiquer des prêts hypothécaires sur les immeubles situés en Belgique et des opérations accessoires à ces prêts (arrêté du 28 janvier), ou sur des navires et bateaux immatriculés à la conservation des hypothèques à Anvers et des opérations accessoires à ces prêts (arrêté du 27 février), ou sur des immeubles situés au Congo Belge et dans les territoires sous mandat belge, ainsi que des opérations accessoires à ces prêts, pour autant que ces dernières sociétés consentent, dans les conditions fixées par le Ministre des Colonies, à la réduction du taux d'intérêts de prêts hypothécaires et au contrôle de leurs opérations (arrêté du 13 juin); b) exonération de la taxe pour les intérêts des sommes confiées à la Caisse des Dépôts et Consignations (arrêté du 18 mars).

3. *Contribution nationale de crise.* — Fixation de la contribution au taux de 1 1/2 p. c. pour les habitations appartenant aux sociétés de construction agréées par la Société nationale des habitations à bon marché ou par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite (arrêté du 27 septembre).

4. *Impôt sur le mobilier.* — Suppression de cet impôt, sauf pour les cotisations des exercices antérieurs à 1935 (arrêté du 22 février).

5. *Taxe spéciale sur les bénéfices exceptionnels réalisés à l'occasion des mesures de contingentement.* — Suppression de cette taxe à partir de l'exercice 1935 (arrêté du 27 septembre).

6. *Taxe sur les spectacles.* — Exemption de cette taxe pour les représentations de music-halls et de cirques (arrêté du 22 février).

B. — RÉPARTITION PLUS ÉQUITABLE DES CHARGES FISCALES.

1. *Taxe professionnelle.* — a) Fixation de la taxe forfaitaire des bateliers, d'après le tonnage des bateaux, classés en diverses catégories (arrêté du 15 mai); fixation d'un nouveau régime pour les déductions d'impôts déjà payés prévues par l'article 52 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, lorsque les mêmes revenus donnent lieu à une nouvelle taxation dans le chef du même redevable (arrêté du 27 septembre). Ce dernier arrêté a prolongé le délai d'établissement des impôts éludés ainsi que celui d'introduction des réclamations contre les surtaxes résultant d'erreurs matérielles imputables à un agent de l'administration ou d'un double emploi.

2. *Impôt complémentaire personnel.* — Abandon du système indiciaire, à l'effet d'y substituer un régime d'impôt personnel basé sur l'ensemble des ressources du contribuable, après déduction des charges grevant ses biens ou ses revenus, de façon à ne l'atteindre que dans ses facultés contributives (arrêté du 22 février).

3. *Contribution nationale de crise.* — Perception de la contribution d'après les mêmes taux pour les agents de l'Etat et pour les agents au service des provinces et des communes, comme conséquence de la mise en concordance des rémunérations des uns et des autres de ces agents (arrêté du 27 septembre).

4. *Taxe de circulation sur les véhicules automobiles.* — Suppression de l'exonération accordée aux véhicules reconnus de fabrication ou d'origine belge acquis à l'état neuf à partir du 1^{er} janvier 1935 (arrêté du 27 septembre).

5. *Taxe sur les jeux et paris.* — Fixation à 6 p. c. du taux de la taxe pour les sommes engagées dans les paris sur les courses de chevaux acceptés dans l'enceinte des champs de courses dûment autorisés, sauf lorsque ces sommes sont reportées au pari mutuel des dits champs de courses par des agences et succursales spécialement agréées à cette fin par le Ministre des Finances (arrêté du 27 septembre).

C. — MESURES DESTINÉES A FAVORISER LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE OU FINANCIER.

1. Assujettissement à la *taxe mobilière* de 5 p. c., sous certaines conditions, des revenus des titres nominatifs remis aux déposants des organismes qui ont obtenu l'intervention de l'Office central de la Petite Epargne, en représentation totale ou partielle de leurs dépôts d'épargne, arrêtés à la date fixée par le dit Office (arrêté du 27 février).

2. Exonération de la *taxe professionnelle*, pour les dotations annuelles des fonds créés par les organismes qui ont obtenu l'intervention de l'Office central de la Petite Epargne, en vue de l'amortissement des titres émis par les dits organismes, même si cette dotation est prélevée sur bénéfices nets (arrêté du 27 février); l'arrêté royal du 27 septembre 1935, a étendu cette exonération aux organismes contrôlés ou connexes en raison de leur participation au dit fonds d'amortissement, telle que celle-ci est fixée de façon permanente dans les conventions avenues entre parties et approuvées par l'Office précité.

3. *Caisse centrale du petit crédit professionnel.* — Application à partir de la constitution de cet organisme, de l'exemption de la *taxe professionnelle* et de la *contribution nationale de crise* à raison des excédents annuels de son actif, prévue par l'arrêté royal du 19 octobre 1934 (arrêté du 15 mai).

4. Réinstauration de la remise temporaire de la *contribution foncière* pour les nouvelles habitations réunissant les conditions requises à cet effet, dont la construction a commencé le 30 juin 1935 (arrêté du 11 août).

5. Assimilation des *sociétés de personnes à responsabilité limitée* aux sociétés par actions pour l'application des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (arrêté du 9 septembre).

La réduction, à partir de l'exercice 1936, de deux mois à quinze jours du délai de paiement des impôts directs pour lesquels les avertissements-extraits de rôles sont délivrés aux contribuables pendant la seconde année de l'exercice, se justifie par la légitimité de ne pas augmenter davantage

la faveur dont les intéressés ont déjà bénéficié en n'ayant pas été tenus de payer leurs impôts dans le courant de l'année de l'exercice auquel ils se rapportent. Une mesure analogue a fait l'objet de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1932 qui a réduit de deux à un mois le délai de paiement des impôts directs non perçus par retenue afférente à l'exercice 1932 ainsi que des rappels de droits sur exercices antérieurs.

III. — Dégrèvements. — Le montant des dégrèvements (indiqués à la division précédente (Allègements) représente, pour l'exercice 1935 :

Contribution foncière, 120,000,000 francs; impôt sur le mobilier, 21,500,000 francs; taxe spéciale sur les bénéfices exceptionnels réalisés à l'occasion des mesures de contingentement, 10 millions; taxe sur les spectacles, 500,000 francs.

En ce qui concerne le dégrèvement indirect résultant de la diminution de la valeur d'achat du franc depuis la dévaluation, tout élément probant pour le supputer avec exactitude fait actuellement défaut.

IV. — Le rendement des impôts directs de l'exercice 1934 (y compris les parts des provinces et des communes et le décime additionnel) au 31 octobre 1935, date de la clôture de cet exercice, est de 3,040 millions, soit 17 millions de moins que la prévision budgétaire.

Quant à l'exercice 1935, les faits acquis au 31 décembre 1935 permettent d'évaluer le rendement total de l'exercice à 2,875 1/2 millions, dont 2,647 millions seront probablement perçus au 30 septembre 1936, date de clôture. On avait prévu 2,914 millions; il y aura donc probablement une moins-value de 267 millions; elle serait due, pour une part notable, à la réduction de 2 p. c. du taux de la contribution foncière.

Les prévisions pour 1936 sont de 3,047,500,000 francs.

Au cours de l'année 1935, les *recouvrements* se sont élevés à 3,386 1/2 millions. Ces recouvrements sont inférieurs de 167 1/2 millions à ceux de l'année 1934 (3,554 millions). Cette diminution s'explique par le fait que les dégrèvements prévus par l'arrêté du 22 août 1934 n'avaient été appliqués en 1934 que pendant une partie de l'année, alors qu'ils ont sorti leurs effets pendant toute l'année 1935; à cette cause de moins-value il y a lieu d'ajouter la réduction de 2 p. c. de l'impôt foncier, ainsi que l'influence défavorable exercée sur les perceptions de cet exercice par la distribution tardive des déclarations des autres impôts sur les revenus (conséquence des changements apportés par l'arrêté du 22 février 1935).

Les travaux de distribution, de recueillage et de vérification de ces déclarations concernant l'exercice 1935 se poursuivent néanmoins à l'allure que voici : Sur 863,000 déclarations distribuées, 775,000 étaient rentrées au 31 décembre; sur ce nombre 558,000 étaient examinées à cette date. Rappelons-nous qu'au 31 décembre 1934 ces chiffres étaient respectivement 825,000, 773,000 et 676,000.

Des 558,000 déclarations vérifiées pour l'exercice 1935, 61,000 ont donné lieu à des augmentations des éléments taxables d'au moins 2,000 francs. (En 1934, 101,000 sur 850,000)

V. — Recouvrement des impôts en retard. — Au 31 décembre 1934, il restait à recouvrer, tous additionnels compris, 997 millions sur les impôts enrôlés à cette date pour les exercices 1934 et antérieurs.

D'autre part, les rôles mis en recouvrement pour l'exercice 1934, du premier janvier au 31 octobre 1935 (date de clôture de l'exercice) se sont élevés à 459 millions et ont porté à 1,456 millions le montant des impôts enrolés dont les receveurs des contributions ont eu à s'assurer la perception pour les exercices 1934 et antérieurs, après le 31 décembre 1934.

De cette somme, 835 millions ont été acquittés, dégrevés ou admis en côtes irrécouvrables pendant les dix premiers mois de l'année 1935. Ainsi l'arriéré au 31 octobre 1935, était de 621 millions.

Ces 621 millions comprennent 335 millions momentanément en suspens par suite d'échéances non-arrivées, de délais de paiement accordés, de faillites, de saisies-arrêts, de réclamation, de recours en appel ou en cassation, d'opposition aux poursuites, etc. Ils comprennent aussi 49 millions de côtes présumées irrécouvrables, non encore admises en décharge. De sorte que l'arriéré immédiatement irrécouvrable au 31 octobre 1935 n'atteignait plus, en fait, que 237 millions pour les exercices 1934 et antérieurs.

Au 31 octobre 1934, l'arriéré pour les exercices 1933 et antérieurs était de 234 millions et au 31 octobre 1933, de 231 millions. On dirait une constante.

VI. — Impôt complémentaire personnel. — L'arrêté du 22 février (n° 101), applicable à partir de l'exercice 1935, a complètement modifié la structure de l'impôt complémentaire personnel, qui était basé sur le revenu présumé déterminé en fonction de cinq indices et sur certains revenus notoires dont la recherche ne nécessitait pas d'investigation spéciale.

On s'en tient dorénavant au régime d'impôt personnel basé sur l'ensemble des ressources diverses du contribuable, déduction faite des charges grevant ses biens ou ses revenus, de manière à n'atteindre que ses facultés contributives effectives.

Les résultats acquis au 31 décembre 1935 paraissent devoir confirmer la prévision de 207,5 millions. A cette date, les rôles atteignaient 145 millions, de telle sorte qu'il restait à enrôler 62 1/2 millions.

La rentrée de cet impôt s'effectua normalement. Les rôles devenus exigibles au 31 décembre (100 millions) ont été recouverts à cette date à concurrence de 91 millions, soit de plus des neuf-dixièmes; D'où il suit que le déchet probable à la clôture de l'exercice ne paraît pas devoir dépasser la somme de 15 millions dont il a été tenu compte pour fixer à 192 1/2 millions la prévision de recettes inscrite au budget de l'exercice 1935, à laquelle on ne peut ainsi que s'en référer pour le moment.

Quant à l'exercice 1936 tout élément probant fait encore défaut pour apprécier si l'augmentation d'un huitième par rapport à l'estimation de l'exercice 1935 envisagée pour fixer à 217 1/2 millions la recette probable figurant au budget répondra ou non à la réalité. Il convient d'attendre.

Un membre a posé la question suivante : le rétablissement de l'impôt sur le revenu global effectif ne va-t-il pas inciter les détenteurs de capitaux à faire évader ceux-ci au-dehors ?

Réponse. Pour l'application du nouvel impôt, toute mesure d'inquisition a été écartée. En ce qui concerne les revenus non-connus et notamment les revenus des valeurs mobilières, le contrôle des déclarations se fait de façon indirecte, eu égard notamment au train de vie du contribuable. Lorsque les dépenses ostensibles de celui-ci sont notoirement supérieures au revenu global

déclaré, le contrôleur peut, après avoir entendu l'intéressé, taxer d'office sur un revenu supérieur à celui qui a été déclaré. En principe, l'impôt tel qu'il est conçu ne peut donc faire fuir les capitaux; il permet néanmoins le contrôle des déclarations. L'expérience du système démontrera ce qu'il vaut dans la pratique, Il est trop tôt pour émettre un avis à cet égard.

Plusieurs membres de la Commission ont émis l'opinion que le rendement du nouvel impôt sera dérisoire.

L'Administration répond : La réforme a eu pour but principal un meilleur aménagement de l'impôt personnel dans le sens d'une simplification et d'une répartition plus équitable. Il convient d'attendre la fin des opérations de taxation de 1935 pour pouvoir apprécier le rendement réel de l'impôt pour la première année d'application.

Divers membres prétendent que l'application du nouvel impôt va toucher des dizaines de milliers de contribuables en plus et pas nécessairement les plus aisés.

L'Administration répond : En égard aux larges exonérations à la base, on peut dire que l'impôt personnel n'atteint que les gens relativement aisés. ainsi dans les communes de 30,000 habitants et plus, un contribuable marié et ayant trois enfants à charge n'est soumis à l'impôt que si son revenu global net dépasse 32,000 francs. Au surplus, le taux initial est modéré (1 p. c.).

D'autres membres font observer que l'immunité dont jouissent certains titres (obligations de la Société nationale des Chemins de fer belges notamment) est suffisante pour fausser complètement la loi.

L'Administration convient que cette exemption exercera une influence notable sur le rendement de l'impôt.

On fait remarquer : la contribution foncière n'est pas fixée selon le revenu réel des biens mais moyennant un forfait, de manière que quand elle intervient dans l'établissement de la supertaxe, le déséquilibre ne pourra être qu'aggravé.

Réponse du Gouvernement : C'est le revenu réel effectif des propriétés qui est pris en considération lorsque ce revenu réel effectif existe, c'est-à-dire lorsque les propriétés sont données en location. Le revenu cadastral n'entre en ligne de compte que pour les biens occupés ou exploités par leur propriétaire.

VII. — Taxe mobilière. — En 1932, cette taxe produisait 675 millions à la source et 118 millions pour les rôles (décime additionnel compris); en 1933, respectivement 505.5 et 104.5 millions; en 1934, 508.5 et 92.5 millions; en 1935, fin décembre, 400 et 32.5 millions; la recette probable totale sera 505 millions. (Prévisions budgétaires : 483.5 millions.)

En ce qui concerne l'exercice 1936, la prévision est de 552.5 millions, soit, par rapport à la recette probable de 1935, une augmentation de 47.5 millions. Cette augmentation provient de l'amélioration relevée dans la situation économique; celle-ci s'est manifestée d'une façon particulièrement sensible dans ce domaine, au cours des quatre derniers mois de 1935, au point que la prévision de recettes de 505 millions actuellement envisagée pour l'exercice 1935, dépasse de 30 millions celle de 475 millions qui avait été escomptée par l'Administration d'après les résultats acquis au 31 août précédent.

Application de l'article 3 de la loi du 23 juillet 1932. — Cet article prévoyait une diminution de 15 à 2 p. c. du taux en principal de la taxe mobilière sur les revenus des prêts consentis à partir du 1^{er} juillet 1932 à des entreprises agricoles, industrielles ou commerciales ayant leur siège en Belgique, s'il était établi que les prêts avaient spécialement pour but de procurer du travail à la main-d'œuvre belge ou de permettre des opérations d'exportation.

Les demandes en obtention de la diminution qui étaient de 21 lors de la publication de notre rapport de 1934, se sont élevées à 28 l'année suivante et atteignent 35 aujourd'hui. Elles ont été rejetées en grande majorité. Le nombre des bénéficiaires est de 9. Rappelons que les emprunts qu'ils ont contractés ont eu en vue soit de permettre des travaux assurant une occupation aux ouvriers et employés (aujourd'hui 14,500), soit de continuer la fabrication de produits destinés pour la plus grande partie à l'exportation.

VIII. — Taxe professionnelle. — Rendement de l'exercice 1932 : 695 millions ; 1933, 549 millions ; 1934, 473 1/2 millions (199 1/2 millions à la source, 274 pour les rôles).

Pour l'exercice 1935, la taxe a produit, au 31 décembre 1935, 286.5 millions (153 à la source, 133.5 pour les rôles). A en juger par ces chiffres, on peut supputer le rendement pour tout l'exercice à 460 millions (215 à la source et 245 pour les rôles). Observons que si le premier de ces chiffres est en augmentation de 15.5 millions sur le rendement de l'exercice 1934, par contre, le second accuse une diminution de 29 millions. Selon l'Administration, la cause en est que les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles et les profits des professions libérales, charges ou offices, à imposer par voies de rôles pour 1935, s'entendent de ceux qui ont été réalisés en 1934; l'exercice 1935 ne peut donc, dans ce domaine, bénéficier de l'amélioration de la situation économique constatée pendant le dernier semestre 1935.

Quant aux perceptions qui seront effectuées pour l'exercice 1935, leur montant peut être arbitré à 420 millions, soit une diminution de 100 millions sur les prévisions (520 millions).

Pour l'exercice 1936, la prévision budgétaire comporte 562.5 millions (290 à la source, 272.5 pour les rôles).

Taxe forfaitaire pour les commerçants. — Un membre de la Commission demande une réponse motivée à la proposition du rapport Barnich sur les Voies et Moyens.

L'Administration a répondu : La réforme visée par le rapport de M. Barnich sous le titre « taxe forfaitaire pour les commerçants » semble consister dans le remplacement de la taxe professionnelle par un régime de droit et patente. C'est là un problème délicat. Tout système d'imposition forfaitaire conçu dans ce sens implique une taxation, quels que soient les résultats de l'activité professionnelle du redevable; que celui-ci clôture en perte ou avec un bénéfice inférieur au minimum exonéré, il sera frappé d'une taxe correspondant au volume, apparent ou réel, de ses affaires; plus de déduction des pertes de deux années antérieures ni des impôts déjà acquittés du chef des mêmes revenus.

Cette formule se heurterait à l'opposition des représentants des classes moyennes, puisque ceux-ci réclament, au contraire, une concordance aussi parfaite que possible, entre le revenu réel et la base de l'imposition.

Il est à remarquer, au surplus, que le principe et la taxation selon des bases forfaitaires se rapprochant autant que possible de la réalité, se trouve inscrit à l'article 28 des lois coordonnées : chaque année, les groupements professionnels désireux d'en faire bénéficier leurs membres, introduisent une demande à cet effet. Nombreux sont les organismes dont les adhérents sont imposés suivant ce système; il en est ainsi des aviculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, viticulteurs, boulangers, bouchers, cabaretiers, fabricants de cigares, cordonniers, épiciers, marchands de poissons, marchands de lait, maraîchers, marchands de bestiaux, de chevaux, cultivateurs, etc.

Le Ministre des Finances a déclaré, dans son discours du 19 décembre, au Sénat, que des résultats intéressants avaient été obtenus pour les *commerçants étrangers*. Quels sont ces résultats ?

Le Ministre répond : Indépendamment du recensement effectué périodiquement par les agents taxateurs, lequel permet de découvrir des contribuables de nationalité étrangère, des instructions ont été données suivant lesquelles tout étranger qui sollicite un certificat d'inscription au registre des étrangers doit produire à l'appui de sa demande un certificat à signer à la fois par le Receveur et le Contrôleur des contributions, attestant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales. Il en est de même pour les commerçants ambulants étrangers, lesquels ne peuvent obtenir la carte de commerçant ambulant qu'en produisant la quittance constatant le paiement de la taxe forfaitaire. Par ailleurs, l'Administration se tient en contact étroit avec la Sûreté : ce qui a donné des résultats intéressants.

Est-ce à tort que les *petits détaillants, commerçants et artisans à demeure*, se plaignent de payer des quotités d'impôts et taxes plus élevées que leurs concurrents qui exercent leur profession en ambulance ?

L'Administration répond que c'est à tort. Les redevables de l'espèce qui travaillent à domicile ne paient l'impôt sur les revenus que pour autant qu'ils aient réalisé un revenu imposable. En l'absence de ce revenu, ils sont exempts de taxe professionnelle. Les marchands ambulants, au contraire, doivent en tout état de cause acquitter la taxe forfaitaire, laquelle reste toujours acquise au Trésor quelque soit le résultat final de leur commerce. D'autre part, cette taxe forfaitaire ne constitue qu'un acompte à valoir sur l'impôt afférent au résultat du commerce à la fin de l'exercice; il n'échappera pas, en effet, que les contrôleurs des contributions examinent en fin d'année la situation fiscale des redevables en cause, et exigent, le cas échéant, le paiement de suppléments de cotisations, s'il est reconnu que les intéressés ont réalisé des profits plus élevés que ceux qui correspondent à la taxe forfaitaire.

IX. — Contribution foncière. — Pour 1933, 470 millions perçus. Pour 1934, 471 millions.

Pour l'exercice 1935, les rôles atteignaient 330 millions au 31 décembre dernier; le montant des rôles restant à former à cette date pour le dit exercice, peut être arbitré à 10 millions (au lieu de 33 1/2 millions pour la période correspondante de l'exercice 1934); le travail d'enrôlement est virtuellement terminé pour l'exercice 1935, sauf pour quelques localités importantes où il a subi un certain retard par suite de la révision des revenus cadastraux des propriétés bâties. Les rôles de la contribution foncière atteindraient donc ainsi

pour l'exercice 1935, 340 millions, dont 286 1/2 millions sont présumés devoir être recouvrés à la clôture de l'exercice, le 30 septembre 1936.

Donc 138 1/2 millions de moins que la prévision budgétaire, qui était de 425 millions. Cette importante moins-value doit être attribuée à la réduction de 2 p. c. du taux de cet impôt (arrêté royal du 15 mai 1935, n° 189).

Pour l'exercice 1936, la prévision budgétaire est de 366 millions. Selon l'Exposé Général, cette réduction provient en ordre principal de la réduction de 1 p. c. de l'impôt foncier et de la diminution du revenu cadastral dans un certain nombre de localités importantes.

Question : Où en est le travail de la Commission chargée de rechercher la meilleure formule pour déterminer le revenu cadastral de l'outillage industriel?

Réponse : Les études du nouveau mode d'établissement du revenu cadastral de l'outillage industriel progressent. La solution sera appliquée à partir de l'exercice 1936.

X. — Contribution nationale de crise. — Pour l'exercice 1933, 598 millions. Pour 1934, 580 millions, dont 272 1/2 millions à la source et 307 1/2 millions pour les rôles. (Prévisions budgétaires, 635 millions).

Pour l'exercice 1935, la contribution nationale de crise comportait, au 31 décembre 1935, 286 1/2 millions, dont 153 millions à la source et 133 1/2 millions pour les rôles. A s'en rapporter à ces chiffres, l'administration suppose le rendement pour tout l'exercice à 585 millions (272 1/2 et 312 1/2 millions). De ces 585 millions, 520 millions sont supposés devoir être perçus au 30 septembre 1936, date de clôture de l'exercice 1935. Les prévisions budgétaires étaient de 593 millions.

La moins-value de 73 millions se répartit comme suit : 42 1/2 millions à la source, 30 1/2 millions au rôle. Cette moins-value a deux causes : la première, les revenus professionnels n'ont pas eu l'importance qui leur avait été attribuée lors de l'établissement du Budget des Voies et Moyens pour 1935; la seconde, la révision des revenus cadastraux des propriétés bâties a réduit la matière imposable dans une mesure plus forte que ce qui avait été escompté.

Pour 1936, la prévision est de 600 millions, soit une augmentation de 7 millions sur les prévisions de 1935. Selon l'Exposé général cette augmentation, d'ailleurs bien modeste, trouverait sa justification dans la reprise économique et l'accroissement du volume et du taux de rémunération.

Question : Faut-il entendre la déclaration du Ministre des Finances, le 19 décembre au Sénat, relative à la contribution nationale de crise en ce sens que les premiers dégrèvements qui seront opérés dans l'avenir s'appliquent à cet impôt? En ce sens aussi que la contribution de crise, essentiellement provisoire, durera autant que les charges du chômage involontaire?

Réponse du Ministre : Je ne puis prendre encore aucun engagement quant aux modalités qui seront suivies dans l'ordre des dégrèvements lorsque la situation que j'indiquais, en ce qui concerne le chômage se sera produite. Je ne vois pas, d'autre part, le moyen de supprimer la contribution nationale de crise tant que les charges du Fonds national demeureront élevées.

XI. — Les frais de perception des impôts communaux. — Des membres de la Commission prétendent que les frais perçus par l'Administration

pour les impôts communaux sont trop élevés (14 1/2 millions) ; des renseignements ont été demandés au Gouvernement.

Il en résulte que la somme de 14 1/2 millions représente le montant de la remise au Trésor de 3 1/2 p. c. pour frais d'administration, applicable conformément à l'arrêté royal du 31 décembre 1927 pris en exécution de l'article 75 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus : 1^o aux impôts directs qui seront perçus en 1936 au profit du Fonds des communes ; 2^o aux sommes qui seront payées aux provinces et aux communes du chef de leurs parts dans les perceptions à opérer en matière d'impôts directs.

Le taux de 3 1/2 p. c. a été fixé eu égard aux dépenses réelles d'administration. Celles-ci sont estimées pour 1935 à 121,381,479 francs. Le Budget de 1936 prévoit 138,563,374 francs. Les recettes présumées sont de 2,447,140,000 francs pour 1935 et de 2,375,600,000 francs pour 1936. Le coefficient pour 1935 est de 3,59 ; celui de 1936 de 4,35.

XII. — Les receveurs de contributions. — Divers membres de la Commission ont soulevé à nouveau le problème dit des receveurs de contributions, dont traitait longuement le rapport de la Commission sur le budget de 1934. Le rapporteur a posé des questions précises au Ministre lui rappelant notamment sa déclaration au Sénat : « Actuellement à la suite d'observations faites par la Cour des Comptes, le Département s'occupe de l'examen de cette question et je pense que je serai très prochainement à même de prendre une décision à ce sujet. »

Le Ministre a répondu : « Les possibilités d'améliorer la situation des receveurs des contributions méritants est à l'examen, ainsi que je l'ai annoncé ; je traiterai ce sujet au cours de la discussion en séance ».

XIII. — Simplification fiscale. — La Commission a obtenu la communication des rapports de la Commission de simplification fiscale. Ces travaux signalent de nombreuses améliorations ; certaines d'entre elles ont déjà été réalisées par le Gouvernement ; d'autres vont être soumises au Conseil des Ministres pour approbation. Les études continuent. La Commission des finances les suivra avec la plus grande attention.

ADMINISTRATION DU CADASTRE.

I. — Crédits. — Le montant de 25,618,000 francs représente le crédit alloué pour les dépenses des services extérieurs du Cadastre pour l'exercice 1934 non compris les dépenses prévues pour la péréquation cadastrale (4.2 millions) En réalité, le montant total de 1934 fut de 29,818,800 francs.

La somme de 25,721,075 francs représente le crédit total alloué pour les dépenses de l'Administration du cadastre en 1935, y compris celles de la péréquation cadastrale.

En 1936, prévisions, 26,533,565 francs. Cette augmentation porte principalement sur l'article traitements. Elle provient, d'autre part, du fait que pour l'exercice 1936 les prévisions tablent sur 95 p. c. du montant statutaire des émoluments du personnel ; du fait aussi qu'à partir de 1936 un nombre considérable de fonctionnaires et employés arrivent en ordre utile pour recevoir une augmentation de traitement ; enfin, l'article 26, travaux et acquisitions qui figure au budget pour 200,000 francs n'y figurait pas l'an dernier.

Personnel. — L'effectif prévu pour 1936 est de 879 agents, tout comme en 1935

Matériel — Diminution de 288,310 francs : 203,560 francs sur frais de route et de gestion forfaitaire; 70,000 francs sur billets Chemins de fer parce que la péréquation étant terminée, le nombre des agents détachés en service actif sera grandement réduit; diminution de 14,750 francs sur les articles concernant le matériel proprement dit

II. — Changements dans la législation. — L'arrêté du 14 mai a fixé la procédure à suivre pour la révision annuelle des immeubles, par catégorie, prévue par l'arrêté du 15 octobre 1934. Il a été suivi de l'arrêté du 24 mai qui a désigné les communes dans lesquelles la révision annuelle prévue par la loi du 23 juillet 1932 a été faite en 1935; ce même Arrêté a fixé le pourcentage de diminutions à appliquer aux revenus cadastraux qui doivent être établis en fonction de la valeur vénale.

L'arrêté du 13 mai a apporté des retouches nécessaires aux dispositions de la loi du 13 juillet 1930 (ordonnant la révision des revenus cadastraux des immeubles) qui modifiaient certaines dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus; il a amélioré la procédure de fixation du revenu cadastral des immeubles notamment en facilitant le choix des types vraiment représentatifs des immeubles à expertiser; il a fixé des règles spéciales pour l'établissement du revenu cadastral de certaines catégories d'immeubles non-bâties qui ne sont pas donnés en bail, tels que les bois, ou dont le revenu locatif fait partie d'un complexe, dont la ventilation est difficile, tels les étangs, les parcs, les champs de course, les terrains à bâtir, les mines et carrières, etc.; il a aussi réformé la procédure pour l'examen des réclamations en matière d'expertise d'immeubles particulièrement en précisant de façon nette les attributions des arbitres appelés à décider en dernier ressort, dans les contestations entre l'Administration et les particuliers.

L'arrêté du 30 novembre a complété l'arrêté du 25 août portant exécution de la loi du 23 juillet 1932 relative à la révision annuelle des revenus cadastraux d'immeubles. Comme la loi du 23 juillet 1932 trouve son application aux revenus cadastraux tant des immeubles bâtis que non-bâties, il y avait lieu de compléter l'arrêté du 25 août en y ajoutant le rapport qui doit exister entre le revenu locatif et le revenu cadastral des propriétés non-bâties.

III. — Avancement des travaux au 31 décembre 1935. — 1. La révision générale des propriétés bâties est partout terminée, de même que la révision annuelle, faite pour 1935, en exécution de l'Arrêté du 14 mai dans les agglomérations de plus de 30,000 habitants.

2. Seuls, parmi les parcelles bâties, les ateliers et usines n'ont pas encore reçu de revenu nouveau, ensuite de la péréquation. Pourquoi ? Parce que la question de l'imposition de l'outillage industriel n'a pas été résolue jusqu'à présent. L'expertise des bâtiments, en ce qui concerne ces immeubles est en tout cas pratiquement terminée et le revenu cadastral pourrait en être fixé immédiatement et rendu imposable à partir du 1^{er} janvier 1936.

3. La péréquation des propriétés non-bâties est virtuellement terminée. L'Administration du Cadastre achève de former les relevés qui porteront les résultats de ces travaux à la connaissance des receveurs des contributions chargés de former les rôles fonciers. La perception de la contribution foncière

sur la base des revenus nouveaux des immeubles non-bâties est donc assurée pour 1936. Le travail d'enrôlement de l'impôt, sur la dite base, est déjà commencé pour un nombre assez important de communes.

4. On peut donc considérer que l'année 1936 verra le fin de la péréquation cadastrale sauf les réserves faites au 2^o en ce qui concerne les bâtiments industriels.

IV. — Améliorations. — Dans l'ordre matériel, l'Administration poursuit l'exécution du programme de mise en état et d'équipement des Conservations du Cadastre; elle compte pouvoir en réaliser une part notable grâce au crédit inscrit à cet effet au projet de budget extraordinaire (1936). Elle pourrait l'achever si les projets de budgets des deux ou trois années ultérieures comprenaient ce même crédit.

Débarrassée des travaux de la péréquation, l'Administration du Cadastre va pouvoir se consacrer à l'étude de certaines questions importantes visant à l'amélioration et le perfectionnement de son organisation.

ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES.

I. — Crédit. — La différence de 675,000 francs entre le chiffre du crédit porté à notre dernier rapport (133.7 millions) et le document budgétaire d'aujourd'hui (133 millions) provient de deux amendements adoptés dans la suite : 725,000 francs en moins (*Doc.* n^o 88) et 50,000 francs en plus (*Doc.* n^o 96).

Prévisions de 1936 : 137.6 millions. Pourquoi cette augmentation ?

L'effectif du *personnel* permanent qui, en 1935, était de 7.767 unités est ramené en 1936 à 7,712 unités, soit en moins 55 agents. D'autre part, la réorganisation du service des accises a permis de supprimer 119 emplois divers. Mais, la recrudescence du trafic au port d'Anvers, a nécessité un renforcement du personnel.

C'est en raison de cette réduction des effectifs que les dépenses du personnel calculées sur la base de 95 p. c. des traitements organiques n'accusent qu'une majoration de 4,422,344 francs comparativement aux dépenses du même genre pour 1935 établies à raison de 87.5 p. c. des traitements.

Quant aux dépenses de matériel leur augmentation de 135,750 francs est justifiée par le relèvement des prix consécutifs à la hausse de l'index.

II. — Changements de législation. — En 1935, treize arrêtés royaux ont modifié le tarif des douanes : celui du 26 avril fut pris à la suite de l'Accord commercial avec les Etats-Unis d'Amérique (27 février); celui du 16 mai à la suite de l'avenant du 11 mai avec la France; celui du 6 juin, à la suite de l'avenant du 16 février avec la Suisse; celui du 13 juillet, à la suite de l'Accord avec l'Italie (26 juin); celui du 9 août, à la suite de l'arrangement du 27 juillet avec l'Allemagne; celui du 26 septembre, suite de l'Accord avec la Russie.

Les changements s'appliquent à 89 espèces de marchandises.

III. — Dégrèvements douaniers consentis en 1935. — Il en est de deux genres :

1^o Les dégrèvements habituels résultant des accords commerciaux nouveaux et de la politique intérieure des prix. Des arrêtés royaux les ont appliqués.

En somme, tous les changements apportés à notre législation en 1935 sont autant de dégrèvements. Nous avons assisté à une importante diminution de nos douanes; ce qui contraste avec l'accentuation autarchique qui s'accroît dans le monde au cours de 1935. Ces réductions de droits sont souvent de l'ordre de 50 p. c. et parfois de la totalité.

2^o Aux réductions ci-dessus s'ajoute celle de l'arrêté royal du 6 mai 1935 (n° 163) qui stipule que, pour les marchandises dont la valeur était originellement exprimée en monnaies étrangères, celles-ci devaient être converties en francs belges sur la base du dernier cours moyen officiel coté le 27 mars 1935, par la Commission de la Bourse de Bruxelles. Cet arrêté a cessé de sortir ses effets à partir du 23 décembre 1935. La perte de recettes de ce chef pour une année entière avait été évaluée à 25 millions (droits de douane et taxe de consommation). La mesure ayant été appliquée du 10 mai au 22 décembre inclus, le sacrifice ainsi consenti par le Trésor pour freiner la hausse des prix sur le marché intérieur peut être fixé à 16 millions. Les changes sur les divers pays étrangers ayant subi de nombreuses fluctuations au cours de la période pendant laquelle les prix facturés en monnaies étrangères ont pu être convertis en francs belges aux cours fixes pratiqués le 27 mars dernier, il n'est pas possible de calculer exactement ce que la mesure prise dans l'intérêt du consommateur belge a coûté au Trésor.

IV. — Nomenclature douanière. — Afin de déterminer avec plus de précision les courants des importations des machines en Belgique (et éventuellement les espèces de machines qui pourraient être fabriquées chez nous), la Commission du commerce intérieur désire savoir si l'Administration des douanes ne pourrait pas admettre la division de certaines rubriques de sa nomenclature, relatives aux machines ?

L'Administration répond : Pour ce qui regarde la statistique commerciale, rien ne s'oppose à une subdivision complémentaire des rubriques affectées aux machines pour autant que cette subdivision reste incluse dans le cadre de chaque question du tarif douanier, considérée isolément. La subdivision des rubriques mêmes du tarif se heurterait à de réelles difficultés notamment du fait que de nombreuses positions des machines sont consolidées par des accords commerciaux.

V. — Licences. — L'Administration des douanes se borne à réclamer les licences exigibles qu'il y ait ou non contingentement.

A. En 1935, le régime des licences à l'importation a été étendu aux produits suivants :

1. Marchandises contrôlées par le Département des Affaires économiques : graviers; sables; plâtre calciné, même moulu; tissus serrés en soie pour meubles et tentures à l'exception des velours et peluches et des tapisseries; bandages pneumatiques en caoutchouc pour roues de véhicule, autres que les enveloppes usagées importées pour être rechappées; verre en feuilles ou plaques, simplement coulé, moulé ou comprimé; verre en feuilles de toute espèce d'une épaisseur inférieure à 1^{mm}5; verre à vitre ordinaire et verre en feuilles non spécialement tarifé, d'une épaisseur de 5 millimètres ou moins; marmorite ou opaline, en plaques ou carreaux; bouteilles et flacons de forme ordinaire, d'une capacité supérieure à 25 centilitres sans excéder 12 litres; baignoires en fonte émaillée; tubes et tuyaux, même coupés à longueur déterminée; accumulateurs électriques et leurs plaques de rechange; véhicules automobiles carrossés et complets pour le transport des personnes, autres qu'autobus et autocars, pesant par unité moins de 1,150 kilos, soit à moteur à essence de quatre cylindres, soit à moteur d'une cylindrée ne dépassant pas 1.50 litre; véhicules automobiles carrossés et complets, pour le transport des personnes, autres qu'autobus et autocars, pesant par unité de 1,150 kilos à 1,600 kilos, soit à moteur à essence de quatre cylindres, soit à moteur d'une cylindrée ne dépassant pas 1.50 litre; carrosseries pour véhicules automobiles,

garnies ou non ; parties et pièces détachées pour véhicules automobiles et pour carrosseries d'automobiles, non spécialement tarifées et énumérées ci-après : radiateurs ou refroidisseurs d'eau, de vapeur ou d'huile, en cuivre pur ou allié ou ce métal dominant en poids, ainsi que leurs pièces détachées ; réservoirs à essence, en cuivre pur ou allié ou ce métal dominant en poids ; cadres porteurs de châssis, en tôle d'acier emboutie ; essieux et parties d'essieux ; roues non-garnies ; ressorts à lames, avant et arrière ; pare-chocs et barres de protection munis ou non de leurs montures ; parties de caisses et de carrosseries en tôle de fer ou d'acier ; caisses de carrosseries soudées et ferrées en tôle de fer ou d'acier ; autres parties et pièces détachées non-dénommées en tôle de fer ou d'acier ; phares et lanternes de tous systèmes pour véhicules automobiles et motocycles, complets ou non, ainsi que leurs pièces détachées.

2. Marchandises contrôlées par le Département de l'agriculture et le Département des transports. Pas d'extension. Une licence n'est plus exigée, depuis 1935, à l'importation des produits ci-après, originaires ou en provenance de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques : avoines en grain, farine d'avoine, vins, gélatines, acide oléique et acide stéarique.

B. En 1935, il a été établi des licences à l'exportation des produits ci-après :

1. Marchandises contrôlées par le Département des Affaires économiques : ciments ; pierres concassées pour l'empierrement des routes, ballast, etc. ; tapis de pied, en laine ou en coton ; briques en terre, cuites ou non, non réfractaires ; gobeletterie de verre ordinaire ; gobeletterie de cristal ou de demi-cristal ; articles de gobeletterie munis d'une fermeture, monture ou garniture autre qu'en métaux précieux ; tapis de table (coton) ; velours et peluches coupés ou non, non spécialement tarifés ; drilles, chiffons, vieux cordages et déchet de tout genre ; papiers, cartons et ouvrages ne pouvant servir qu'à être mis au pilon ; cartons communs en rouleaux ou en feuilles pesant 300 grammes et plus par mètre carré ; cartons feutres, en rouleaux ou en feuilles pesant 150 grammes et plus par mètre carré ; papiers d'emballage communs, en feuilles ou en rouleaux, pesant de 40 à 300 grammes par mètre carré ; papiers sulfurisés en rouleaux ou en feuilles ; papiers d'emballage non dénommés ailleurs, en feuilles ou en rouleaux, pesant de 40 à 300 grammes par mètre carré ; papiers et cartons couchés ou émaillés, en blanc ou en couleur ; certains papiers et cartons ; vieux fers (mitrilles de fer, de fonte et d'acier) ; cuivre en limailles ainsi que déchets et débris de vieux ouvrages en cuivre ; soude caustique ; carbonate de soude, bicarbonate de soude ; superphosphate de chaux ; plaques et carreaux en fibro-ciment et produits similaires ; verre en feuilles ou plaques, simplement coulé, moulé ou comprimé ; marmorite ou opaline en plaques ou carreaux ; chaux ordinaire et chaux hydraulique ; sabots, tapis de pied et paillassons, en fibres de coco, d'agave, d'aloès et similaires ; tuyaux en terre cuite ordinaire ; poteries en terre cuite commune ; poteries cuites en grès commun et en grès fin ; poêles, cheminées, calorifères, fourneaux

2. Marchandises contrôlées par le Département de l'agriculture : chicorées dites « Witloof ».

VI. — Les contingentements. — 1. Le Gouvernement a décidé la suspension provisoire de certains contingents d'importation de produits industriels en vue de libérer dans toute la mesure du possible la vie économique du pays des entraves qui paraissent inutiles. Toutefois, il a procédé avec prudence.

Les suspensions de contingents qui ont été décidées se rapportent à des produits pour lesquels les procédés de concurrence anormale n'ont pas été constatés au cours des derniers mois. Toutefois, comme il est resté obligatoire d'obtenir des licences d'importation, le Gouvernement dispose du moyen de contrôler le caractère de l'importation et il pourrait rétablir le contingentement du jour au lendemain au cas où une nécessité apparaîtrait. Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur cette expérience.

2. Par télégramme du 8 février courant, les groupements intéressés ont été informés que la faculté d'importer du gros poisson rond était ramenée à 75 p. c. des parts de contingent individuelles de ces sortes ; cette mesure a pour but de mettre un terme aux importations excessives constatées en janvier.

3. Le Département de l'Agriculture ne voit pas la nécessité de modifier actuellement le régime de contingentement en vigueur. La Commission admi-

nistrative mixte belgo-luxembourgeoise sera chargée, à l'avenir, d'étudier les modifications à apporter au régime existant, et éventuellement de prendre l'initiative des améliorations que les deux Gouvernements désireraient voir réaliser.

VII. — Recettes. — En 1934, prévisions budgétaires, 1,548 millions ; rendement réel, 1,497 millions.

En 1935, prévisions, 1,468 millions ; rendement, 1,455 millions. Les recettes atteignent donc les prévisions à une douzaine de millions près. Les recettes totalisées fin avril accusèrent, en comparaison des prévisions, un déficit de 55 millions. Au cours des mois suivants, la situation s'est redressée ; les perceptions ont dépassé les prévisions, sauf un certain déficit en juillet et en août.

Notons que les différents accords conclus, avec les pays étrangers pendant l'année 1935 ont eu leur répercussion sur les recettes des douanes, à cause des réductions de droits consenties et évaluées au total à environ 40 millions.

Voici la courbe des recettes au cours de l'année 1935, par mois : 106 millions, 94, 111, 118, 128, 133, 125, 124, 128, 133, 126, 124.

Les prévisions budgétaires de 1936 s'élèvent à 1,480 millions.

VIII. — Importations et exportations. — Pour la compréhension des recettes et l'estimation du poids douanier, il est utile de juxtaposer, par mois, la courbe des importations et des exportations en volume et en valeur. La voici, dressée par l'Administration :

Importations. En quantités : 23.7 millions de quintaux métriques, 23.1 ; 24.9 ; 24.2 ; 25 ; 24.1 ; 25.9 ; 24.9 ; 26.8 ; 28 ; 26.1 ; 28.2.

En valeurs : 153.5 millions de francs-or ; 152.4 ; 167.2 ; 165.6 ; 167.1 ; 151.35 ; 161 ; 146.2 ; 149.7 ; 179 ; 170 ; 191.7.

Exportations. En quantités : 15.2 millions de quintaux métriques ; 13.4 ; 15 ; 15 ; 16.3 ; 17.8 ; 17.5 ; 17.4 ; 18.9 ; 20.5 ; 17.8 ; 17.8.

En valeurs : 172 millions de francs-or ; 151 ; 163 ; 137 ; 146 ; 153 ; 143 ; 133.7 ; 143.6 ; 175 ; 165.3 ; 162.3.

IX. — Accises. — La réorganisation des services extérieurs des accises est accomplie depuis le 1^{er} janvier 1936. Cette réorganisation a eu pour conséquence la suppression de 119 emplois permettant de réaliser, en traitements, une économie de 2,125,000 francs

X. — Modifications. — Quatre arrêtés royaux du 16 décembre 1935 revisent, dans un but de simplification et de coordination, la législation relative au régime fiscal des bières, des sucres, des glucoses et des tabacs. Ces arrêtés ne modifient ni les bases, ni les taux des impôts auxquels ils se rapportent ; mais ils confèrent au Ministre des Finances le soin de régler les modalités de la perception des droits, soin qui appartenait auparavant au législateur. C'est une extension du pouvoir exécutif. Notons que ces arrêtés-lois ont été pris en exécution des pouvoirs spéciaux.

XI. — Dégrèvements. — Les autres arrêtés royaux relatifs aux accises dont trois furent pris en exécution des pouvoirs spéciaux, appliquent tous des dégrèvements.

L'arrêté du 16 janvier confère au Ministre des Finances le pouvoir d'accorder crédit pour le paiement des droits d'accises et taxes spéciales de consommation. Usant de ce pouvoir, le Ministre a diminué la durée de la plupart des crédits accordés jusqu'alors; ce qui a permis au Trésor de faire en 1935, une recette anticipée de 30 millions.

L'arrêté du 20 juin réduit, à la suite d'un arrangement avec la France, le taux de la taxe spéciale de consommation sur les liquides alcooliques en bouteilles et les liqueurs.

L'arrêté du 23 juillet augmente le taux de la réduction d'accises accordé aux distillateurs agricoles.

L'arrêté du 8 novembre maintient, pour la campagne 1935-1936, la réduction du droit d'accise accordée, pendant la campagne précédente, pour les sucres et les sirops de raffinage fabriqués au moyen de betteraves indigènes et étendant aux conditions à déterminer par le Ministre des Finances, la même réduction aux sucres fabriqués au Congo belge.

XII. — Recettes. — En 1934, prévisions budgétaires, 1,302 millions; rendement réel, 1,230 millions.

En 1935, prévisions, 1,291 millions; rendement 1,295 millions, compte tenu des 21 millions à percevoir en 1936 sur l'exercice 1935. La plus-value par rapport à 1934 est l'ordre de 65 millions. Cette plus-value est due, selon l'administration, à concurrence de 30 millions à la réduction des crédits pour le paiement des droits d'accises et, pour le surplus, à une légère augmentation de la consommation de certaines marchandises (bières, sucres, tabacs, huiles minérales produites en Belgique, vins).

Voici la courbe des recettes, par mois, au cours de l'année 1935 : 87,2 millions; 91,8; 104,9; 122,7; 114; 93; 107; 106,3; 102, 2; 111,1; 117,1; 116.

Les prévisions budgétaires de 1936 s'élèvent à 1,287,300,000.

XIII. — Les alcools luxembourgeois. — Le 23 mai 1935 a été conclu entre la Belgique et le Grand-Duché une nouvelle convention qui attribue à la Belgique une part plus large dans les recettes communes provenant des droits d'accises sur les alcools; en outre, elle restreint le dégrèvement dont bénéficiaient les distilleries agricoles luxembourgeoises; elle fixe d'une manière précise les conditions de l'octroi de ce dégrèvement et limite la quantité d'alcool que ces distilleries peuvent annuellement introduire en Belgique.

Cette convention oblige le Grand-Duché à renforcer la surveillance sur les distilleries; elle organise la collaboration des Administrations belge et luxembourgeoise en vue d'assurer une perception judicieuse de l'impôt.

Enfin, le Grand-Duché s'est engagé à établir, par paliers successifs mais en moins de trois ans, une taxe de consommation égale à celle qui frappe les alcools en Belgique. Soulignons l'importance de cette disposition dans l'esprit des négociateurs. Sa réalisation est destinée à mettre fin à la fraude qui, depuis tant d'années se pratique aux dépens de notre pays. A l'heure actuelle, le Grand-Duché a porté la taxe de consommation aux deux-tiers de la taxe belge.

Notre Commission constatant un fléchissement des recettes très important en 1935 a demandé des explications au Gouvernement. (En 1933, 36 millions; en 1934, 31,5 millions, en 1935, moins de 20 millions.)

Ce fléchissement provient de la diminution de la production des alcools dans le Grand-Duché; cette diminution a pour cause l'arrêt des travaux dans plusieurs grandes distilleries et ce, par suite du prix peu rémunérateur auquel se vend l'alcool en Belgique, d'une part, et d'autre part, par suite de la convention elle-même qui n'a plus permis à certaines distilleries luxembourgeoises de bénéficier de la réduction d'accises au titre de distillerie agricole.

D'après les chiffres connus, la recette de 1935 ne sera pas supérieure à 15,5 millions. Pour 1936, on prévoit 17,5 millions.

Question : Quelles mesures ont été prises contre la fraude, depuis l'Accord ?

Réponse : La loi luxembourgeoise du 15 juillet 1935 permet au Gouvernement de réglementer entre autres la circulation, le transport et l'emmagasinage des alcools; elle renforce les sanctions applicables aux fraudeurs d'alcool. L'exécution de cette loi a été réglée quant aux transports et au commerce des alcools par un arrêté du 1^{er} août 1935 qui détermine les cas où le transport d'alcool doit être accompagné d'un document.

Question : Quelles mesures ont été prises, depuis l'accord, quant aux tournées d'inspection des deux administrations ?

Réponse : Aucune tournée d'inspection n'a été faite jusqu'ici ni en Belgique, ni dans le Grand-Duché. La convention n'a été publiée que vers la mi-août; on a voulu attendre, du côté belge, avant de se rendre dans le Grand-Duché, que le nouveau régime y fut appliqué depuis un certain temps. L'Administration belge envisage d'organiser une tournée d'inspection dans le courant du premier semestre 1936.

XV. — La taxe sur les carburants. — Plusieurs membres de la Commission désirant connaître la position exacte de cette question fin janvier 1936, des renseignements ont été demandés au Gouvernement. Les voici en substance :

L'arrêté du 30 octobre 1934 soumettait, en principe, les essences produites en Belgique à un droit égal à celui appliqué aux produits similaires importés. Toutefois, pour une quantité qui, au total, ne pouvait pas dépasser 50 millions de litres, l'accise était réduite, par hectolitre, de 30 francs pour les huiles légères et de 20 francs pour les huiles moyennes; et ce, au bénéfice des producteurs dont l'usine était en activité à la date de la publication de l'arrêté. Ce régime ne fut pas maintenu, parce que — au dire de l'Administration — il donna lieu à de sérieux inconvénients : il conférait notamment aux usines existantes une sorte de privilège qui fut fortement critiqué.

Après avoir pris l'avis de la Commission interministérielle, le Gouvernement estima qu'il convenait d'en revenir à un régime de liberté, c'est-à-dire que toutes les usines devaient, sans distinction quant à la date de leur établissement et pour l'intégralité de leur production — bénéficier de la protection, qui devait être réduite. Le Gouvernement s'arrêta au chiffre de fr. 7-50 par hectolitre; il considère que cette marge est de nature à permettre aux usines existantes de se maintenir « tout en ne poussant pas au raffinage du pétrole en Belgique ».

Cependant, pour éviter les difficultés d'adaptation qu'une modification radicale du régime aurait pu occasionner à certaines des usines existantes, une transaction a été ménagée entre le régime ancien et le régime nouveau.

A ces usines a été laissé le choix, pendant les années 1936 et 1937, entre le régime commun (protection de fr. 7-50 par hecto.) et un régime comportant le maintien, à concurrence d'un contingent réduit, de la protection de 30 francs par hectolitre accordée sous le régime antérieur.

Question : En vertu de quels pouvoirs, ces mesures ont-elles été prises?

Réponses : Ces mesures ont été réalisées, en vertu de la loi des pouvoirs spéciaux, par l'arrêté du 22 janvier 1936 qui a sorti ses effets à partir du 1^{er} janvier.

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

I. — Crédits. — La différence entre le montant des crédits indiqué dans notre rapport de l'an dernier (38.5 millions) et le chiffre de 39 millions indiqué dans le document budgétaire résulte : 1^o de l'amendement n^o 96 relatif au paiement des billets forfaitaires (100,000 francs); 2^o du transfert du crédit de 307,000 francs relatif à l'Office du mobilier de l'Etat.

Pour 1936, prévisions, 43.3 millions. Augmentation de 4,320,770 francs. Causes semblables à celles indiquées pour les autres Administrations.

Personnel. — Au 31 décembre 1935, le personnel effectif du service provincial comprenait 717 agents de carrière et 298 agents auxiliaires, soit, par rapport à la situation au 31 décembre 1934, une diminution de 17 agents de carrière et de 8 agents auxiliaires.

En août 1935, l'Administration a organisé un concours général pour le recrutement de 60 nouveaux surnuméraires. C'est dans la région flamande surtout que l'insuffisance du personnel se fait sentir. Les lauréats du concours pourront être nommés vers le mois de mars prochain.

II. — Modifications à la législation. — Vingt et un arrêtés, pris en vertu des pouvoirs spéciaux ont modifié la législation en 1935. Plusieurs simplifient les formalités, même en cas de procédure civile; d'autres aménagent les procédures des nouvelles institutions financières; d'autres modifient les règlements sur certaines taxes et timbres; d'autres renforcent le contrôle et codifient les divers règlements, par exemple, concernant la police des étrangers. Les plus importants sont relatifs à la diminution des impôts, conformément à la politique générale du Gouvernement.

III. — Dégrèvements. — En 1935, il a été accordé, dans le domaine de la taxe de transmission et de la taxe de luxe, des dégrèvements évalués à 118 millions. A savoir : taxe de transmission sur les fournitures d'électricité (réduction), 25 millions; taxe de transmission sur les graisses, huiles, pâtes alimentaires, savons, levure (réductions et suppressions), 21 millions; taxe sur les porcs (abatage, réduction), 22 millions; taxe de luxe sur les chocolats, biscuits, sucreries et pâtisseries (suppression), 20 millions; taxe de luxe sur les tissus de soie artificielle (suppression), 20 millions; taxe de luxe sur les bandages et chambres à air pour automobiles (suppression), 10 millions.

IV. — Recettes. — L'ensemble des impôts dont le recouvrement est confié à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a produit, en 1935, 2,934,619,890 francs.

Prévision budgétaire, 2,592,500, 00 francs. Donc, plus-value, 342,119,890 fr.

L'année précédente, sur une prévision de 2.8 milliards, la moins-value avait été de 198.6 millions.

Pour les **droits d'enregistrement et de transcription**, on prévoyait une recette de 360 millions; la recette réalisée est de 521,370,640 francs; donc, une plus-value de 161,370,640 francs. On sait que la majorité des recettes d'enregistrement et de transcription est fournie par les transactions immobilières. Les plus-values proviennent du regain d'activité des affaires immobilières, consécutif à la dévaluation et à l'augmentation nominale des valeurs. Recettes par mois : 30.7 millions; 29.1; 37.5; 54.3; 57; 51; 49.9; 36.3; 34.9; 45.4; 45.4; 48.5. La courbe, en pour cent, se construit ainsi, par rapport aux prévisions budgétaires : — 8 p. c.; + 0.35 p. c.; + 11 p. c.; + 73.5 p. c.; + 75 p. c.; + 64.5 p. c.; + 66 p. c.; + 44 p. c.; + 46 p. c.; + 55 p. c.; + 60 p. c.; + 54.5 p. c.

Pour les **droits de succession**, le budget prévoyait une recette de 192 millions; la recette opérée n'a été que de 184.7 millions; soit, une moins-value de 7,255,820 francs. Détail des recettes par mois : 14.4 millions; 11.3; 16.3; 13; 13.5; 19.8; 17.9; 11.3; 18.6; 16.5; 17.5; 14.1. Par rapport aux prévisions, la courbe des pourcentages se dresse ainsi : — 26 p. c.; — 28 p. c.; — 6 p. c.; — 15 p. c.; — 10 p. c.; + 42.5 p. c.; + 10 p. c.; — 28.5 p. c.; + 32 p. c.; — 3.8 p. c.; + 18.7 p. c.; — 4.5 p. c. Au mois de juin a été portée en recettes une somme d'environ 7 millions, droits supplémentaires dus sur une succession ouverte en 1928.

La répercussion de la dévaluation sur les droits de succession a, pour ainsi dire, été nulle en 1935, sans doute à cause des délais accordés pour la déclaration et le paiement de l'impôt. A remarquer toutefois que les paiements effectués en décembre se rapportent, en ordre principal, à des successions ouvertes en avril; les effets de la dévaluation auraient déjà dû se faire sentir.

Pour le **timbre et la taxe de transmission**, les prévisions étaient de 2,005 millions; les recettes ont atteint 2,187 millions; soit, une plus-value de 182,249,810 francs

Recettes mensuelles ordinaires : 149.6 millions; 135; 152.8; 194.5; 198.8; 175.9; 173.3; 170.8; 176.9; 201.1; 187.2; 189.8.

Par rapport aux prévisions, ces recettes ordinaires mensuelles donnent le pourcentage suivant : — 9 p. c.; — 9 p. c.; — 11 p. c.; + 15.5 p. c.; + 23.5 p. c.; + 10 p. c.; + 10 p. c.; + 18.5 p. c.; + 9.5 p. c.; + 13.3 p. c.; + 19.5 p. c.; + 20.2 p. c.

La bonne tenue des recettes depuis le mois de mars provient du regain d'activité des affaires dû à la dévaluation et à l'Exposition.

A noter que le 30 mai sont entrées en vigueur les dispositions de l'arrêté-loi du 13 mai et d'un arrêté royal du même jour qui accordent, dans le domaine de la taxe de transmission et de la taxe de luxe des dégrèvements évalués à 118 millions par an. Sans ces dégrèvements, on aurait pu enregistrer pour chacun des mois de juin à décembre, une recette supplémentaire d'environ

10 millions : ce qui aurait donné une plus-value, par rapport aux prévisions budgétaires, de + 16 3 p. c. (au lieu de 10 p. c. en juin), de + 16.7 p. c. (au lieu de 10 p. c. en juillet), de 25.5 p. c. (au lieu de 18.5 p. c. en août); de 15.6 p. c. (au lieu de 9.5 p. c. en septembre); de 19.4 p. c. (au lieu de 13.3 p. c. en octobre); de 26.4 p. c. (au lieu de 19.5 p. c. en novembre); et de 26.5 p. c. (au lieu de 20.2 p. c. en décembre).

Outre ces recettes ordinaires, il y eut des recettes périodiques à certains mois, qu'il faut ajouter aux recettes ordinaires. En février, 12,895,000 francs; partie de la taxe d'abonnement sur les contrats d'assurance (127,000 francs); droit de timbre sur les billets au porteur de la Banque Nationale en circulation pendant le second semestre 1934 (12,768,000 francs). — En mars, 16.5 millions : partie de la taxe d'abonnement sur les contrats d'assurance (10 millions); taxe sur les titres admis à la côte (6.5 millions). — En avril, 9,353,000 francs : arriéré sur le produit de la taxe d'abonnement sur les contrats d'assurance (6,930,000 francs); arriéré sur le produit de la taxe annuelle sur les titres admis à la côte (2,423,000 francs). — En juillet, 2 millions : droit de timbre sur les permis de port d'armes de chasse et sur les permis de tenderie délivrés en juillet. — En août, 6,589,000 francs : droit de timbre sur les permis de port d'armes de chasse et sur les permis de tenderie délivrés en août (6,425,000 francs); partie de la taxe d'abonnement des contrats d'assurance (164,000 francs). — En septembre, 26,745,000 francs : droit de timbre sur les permis de port d'armes de chasse et sur les permis de tenderie délivrés en septembre (2 millions); partie de la taxe d'abonnement sur les contrats d'assurance (11 millions); droit de timbre sur les billets au porteur de la Banque Nationale en circulation pendant le premier semestre 1935 (13,745,000 francs). — En octobre, 6.5 millions : arriéré sur le produit de la taxe d'abonnement sur les contrats d'assurances (6 millions); droit de timbre sur les permis de port d'armes de chasse et sur les permis de tenderie délivrés en octobre (500,000 francs).

Les autres impôts. — *Les droits de greffe* ont produit 9,017,100 francs en 1935 ; prévision, 10 millions ; donc, moins-value, 982,900 francs.

Le droit d'inscription hypothécaire a donné 4,923,500 fr.; prévision, 5 millions; moins-value 76,500 francs.

Les droits de naturalisation ont donné 1,795,690 francs; prévision, 500,000 fr.; donc, une plus-value de 1,295,690 francs.

Les amendes d'impôts ont produit 7,325,600 francs; prévision, 8 millions; moins-value, 674,400 francs.

Les amendes et condamnations ont fourni 15,189,940 francs; prévision : 9 millions; plus-value, 6,189,940 francs.

La taxe sur les associations sans but lucratif a donné 3,003,430 francs; prévision, 3 millions; plus-value 3,430 francs.

Pour ces six impôts, les recettes mensuelles par rapport aux prévisions donnent les pourcentages suivants — 15,5 p. c.; +9 p. c.; +12,5 p. c.; +25 p. c.; +17,5 p. c.; +3,5 p. c.; +20,5 p. c.; +42 p. c.; +36 p. c.; +30,6 p. c.; +16,6 p. c.; +11,1 p. c.

Selon l'Administration elle-même, les effets de la dévaluation sur le rendement de ces impôts sont pour ainsi dire nuls.

Les plus-values constatées depuis le mois de février se remarquent dans les recettes d'amendes et condamnations; ceci provient de la mise en application de l'arrêté du 10 janvier, dont l'article 4 permet au Ministère Public,

près des tribunaux de police et près les juridictions militaires, d'admettre le contrevenant à éteindre l'action publique pour certaines infractions de sa compétence, par le versement d'une somme déterminée, chez le receveur chargé du recouvrement des amendes et frais de justice.

V. — Prévisions de recettes pour 1936. — Pour l'exercice 1936, le rendement probable a été évalué à 3,080 millions; (2,5 milliards en 1935). L'augmentation est donc de 487,6 millions.

Dans ce total, l'enregistrement et la transcription figurent pour 570 millions; les successions pour 224 millions, le timbre et la taxe de transmission pour 2,244 millions, les autres impôts pour 42 millions.

Si la marche des affaires continue du train actuel, ces estimations paraissent modérées.

VI — Insuffisance de contrôle. — La Commission ayant signalé l'insuffisance du contrôle en matière de taxe de transmission, le Gouvernement répond que l'insuffisance alléguée n'est pas sans relations avec la compression des dépenses, la limitation des cadres et le manque du personnel qualifié. Le Ministre assure, qu'il s'occupe activement de la révision de l'organisation actuelle; c'est dans la région flamande surtout que cette insuffisance se fait sentir, mais il sera remédié à cette situation dans un bref délai.

VII. — Domaines. — Les Comités d'acquisition. — Au cours de l'année 1935, le Comité d'Anvers a conclu 292 accords amiables avec des propriétaires pour un montant total de 5,832,000 francs outre 96 accords locatifs (179,000 fr.). Il a réalisé 113 actes de diverses espèces (échanges, procès-verbaux de remise, main levées, etc.). Il a introduit 85 instances et obtenu 70 décisions judiciaires allouant des indemnités pour un total de 4,755,000 francs.

Le Comité de Bruxelles a conclu 508 accords amiables pour une somme de 7,400,000 francs et une centaine d'accords locatifs (50,000 fr.); il a introduit 68 instances judiciaires et 60 décisions ont été obtenues accordant aux expropriés des indemnités pour 3,500,000 francs.

Le Comité de Gand a réalisé 1,139 accords amiables comportant l'allocation de 11,438,000 francs et 52 actes divers. Il a introduit 23 instances toutes terminées. Les indemnités allouées en partie représentent 838,000 francs alors que les prétentions des expropriés se chiffraient par 2,500,000 francs.

Le Comité de Liège a conclu 1,817 accords amiables pour un total de 43,211,000 francs, 769 accords locatifs (912,000 fr.) et 236 actes divers. 87 instances judiciaires ont été introduites; 97 décisions judiciaires ont été prononcées comportant l'allocation de 6,651,000 francs. Parmi les décisions judiciaires intervenues, signalons celle où l'exproprié exigeait 3,613,000 francs; le tribunal accorde 658,000 francs. A la suite d'un appel, le Comité obtint une réduction de plus d'un million sur le montant des indemnités allouées en première instance.

Ces faits constituent la justification de la création et de l'activité des Comités d'acquisition.

VIII. — Séquestres. — Aucun nouveau versement n'a été prévu au profit du Budget des Voies et Moyens de 1935 et de 1936 au titre des produits de liquidation des biens allemands mis sous séquestre.

L'état actuel d'avancement des opérations de contrôle et des procédures en cours permet d'espérer qu'un nouveau prélèvement de 15 millions sur ces produits pourra être inscrit au Budget des Voies et Moyens de 1937.

Ce versement, s'il peut se réaliser, portera de 668,5 millions à 683,7 millions le total des produits de liquidation définitivement acquis. Cette somme aura profité au Trésor, à concurrence de 580,1 millions de francs et, pour le surplus, aux créanciers belges bénéficiaires des articles 297 et 304 du Traité de Versailles.

Les parquets de Bruxelles et d'Anvers ont poursuivi, au cours de l'année 1935, le contrôle des comptes de gestion rendus par les séquestres.

A Bruxelles, il reste environ 90 dossiers à examiner; le Service spécial qui comprenait encore 6 agents a été réduit à 4 depuis le 31 août 1935.

A Anvers, il y a encore 450 dossiers. En vue d'accélérer les opérations de contrôle, un des employés qui venait d'être licencié à Bruxelles a été envoyé à Anvers.

L'Administration des Domaines a transmis au Gouvernement allemand les dernières listes indiquant les biens séquestrés susceptibles de restitution par application des conventions belgo-allemandes relatives aux séquestres de guerre; ces listes comportent 2,000 postes. Jusqu'ici environ 1,000 demandes de restitutions ont été introduites par les intéressés.

Actuellement, 80 procès relatifs à des affaires de séquestres sont encore en suspens devant les tribunaux.

La Commission demande que ces affaires de séquestre soient terminées le plus vite possible. N'y a-t-il pas lieu pour le Gouvernement de prendre des mesures spéciales pour hâter ces travaux et ces procès ?

IX. — L'inventaire des biens de l'Etat. — Ce volume a paru. Le travail prouve que toutes les difficultés, jusqu'ici insurmontables, ont pu être vaincues. La Commission a demandé quelles sont les intentions du Gouvernement pour la mise à jour de cet inventaire dans les années qui viennent.

Le Gouvernement répond qu'il se propose de rendre périodique le bilan général de l'Etat, établi pour la première fois au 31 décembre 1932. Si les difficultés techniques, ne s'y opposent pas, son intention est de mettre ce document à jour d'année en année.

La Commission insiste pour qu'une pareille mise à jour soit faite au cours de cette année. La dévaluation du franc justifie cette insistance.

X. — Activités du Service des domaines. — Divers membres de la Commission ont demandé une réponse détaillée aux remarques et aux suggestions du rapport de notre Commission sur le budget des Voies et Moyens (p. 34).

L'Administration répond en substance : L'aperçu des activités domaniales indiquées par le rapport de M. Barnich donne une idée approximative de la grande diversité de nos travaux. Il semble utile de compléter et d'attirer l'attention sur d'autres branches notables du service.

1. L'importante partie des successions en déshérence.
2. L'abondante série des dossiers de recouvrement en matière de cotisations de l'Association nationale des industriels et commerçants.
3. Les nombreuses conventions avec les grandes villes pour des terrains militaires désaffectés (par exemple dans le Grand Anvers), pour l'établissement

de voiries nouvelles, l'organisation de nouveaux quartiers urbains et suburbains, le voûtement des cours d'eau (Woluwe et Senne), la mise en valeurs des dunes de la Côte, etc.

Le rôle à jouer dans ces affaires par les fonctionnaires des domaines est souvent délicat, d'une part, du fait que les grandes agglomérations disposent généralement de larges influences; d'autre part, du fait que les fonctionnaires des finances sont souvent seuls à se préoccuper du côté financier des opérations proposées.

L'Administration des Domaines est mêlée, au surplus, à d'autres affaires importantes : l'Inventaire général des biens de l'État qu'il importe maintenant de tenir à jour; la détermination des apports par l'État, à la Société Nationale des Chemins de fer belges, à la régie des Télégraphes et Téléphones; l'installation des 57 offices de placement et de chômage; les innombrables constitutions d'hypothèques de l'A.N.I.C., etc.

Tout cela ne se traduit par des recettes budgétaires; celles-ci ne forment, dans la réalité des faits, qu'une partie très réduite des services des Domaines.

Pour les achats et expropriations, un progrès important a été réalisé par l'institution des Comités d'acquisition. (Voir plus haut, à la division VII).

L'Administration des Domaines a largement participé aux grandes liquidations d'après-guerre : butin de guerre, stocks de l'armée, établissement d'artillerie du Havre, sept cent mille briques mal cuites et autres matériaux de l'Office des régions dévastées, baraquements du Fonds du Roi Albert, navires, bateaux, torpilleurs, cités-jardins mal conçues et plus mal édifiées encore.

Le recours à des agences immobilières paraît bien dangereux, selon l'Administration.

XI. — Autonomie du service.— Quant à l'autonomie domaniale suggérée par le rapport de M. Barnich, il convient de remarquer, que l'Administration des Domaines est beaucoup plus ancienne que celle de l'Enregistrement. Elles ont été jumelées en raison de programmes d'études communs, d'une part; en raison de l'existence d'un ensemble fort étendu de documentation, d'autre part. En fait, elles sont fondamentalement dissemblables. Ainsi que la Commission l'a parfaitement saisi, l'Enregistrement demande des fonctionnaires adaptés à leur mission fiscale, le Domaine, lui, exige, des hommes d'affaires qui savent s'organiser rationnellement; il faut ajouter que ces hommes d'affaires doivent tout comme ceux de l'Enregistrement avoir des connaissances juridiques étendues, leur mission est assez comparable à celle du notaire; mais du notaire qui serait mêlé à des affaires d'un intérêt considérable.

Il est de fait qu'il a toujours existé, lorsque l'âge et l'ancienneté du fonctionnaire le permettaient, un Directeur général pour l'Enregistrement et un Directeur général pour les Domaines.

La Commission approuve le rapport à l'unanimité et propose le vote du Budget des Finances à l'unanimité.

Le Rapporteur,
CYR. VAN OVERBERGH.

Le Président,
A. LABOULLE.

ANNEXE

Emprunts garantis par l'État.

Capital en circulation
au 31 décembre 1935.*Société Nationale des Chemins de fer belges :*

Bons garantis 5 p. c. à 5 ans fr. fr. 221,172,000

Palais des Beaux-Arts : 4 p. c. fr. 41,700,000*Vicinaux* : 2 1/2 p. c. de 1885 fr. 21,608,160

3 p. c. janvier-juillet fr. 1,180,316,500

3 p. c. mai-novembre 131,902,900

Distribution d'eau :

Capital nouveau 4 p. c. fr. 96,753,300

Capital non converti 5 p. c. fr. 3,144,000

*Rive gauche de l'Escaut :*Premier emprunt { converti à 4.25 p. c. fr. 234,429,000
non converti à 5 p. c. fr. 15,571,000

Deuxième emprunt : à 4.25 p. c. fr. 160,000,000

Bons de Caisse à 4.25 op. c. fr. 20,000,000

I.N.R. fr. 3,930,000*Régie des T. T. :*

Emprunt extérieur fl. P. B. 15,000,000

Emprunt 300,000,000 francs fr. 300,000,000

Bons de caisse à 6 mois fr. 50,000,000

Grand-Duché de Luxembourg fr. 178,118,000En contrepartie de ce poste, il existe à la Banque Nationale un compte
ouvert en vertu de la Convention du 23 mai 1935 dont l'actif s'élève :

en espèces, à fr. 82,758,876 75

en titres unifiés, 2^e série, 4 p. c. 54,312,400 »

en 6 p. c. Grand-Duché 10,000,000 »

Bons du Trésor Congo belge fr. 140,000,000
fl. P. B. 25,000,000*Société Nationale de Crédit à l'Industrie :*

Emprunt 3.5 p. c. fr. 225,000,000

Emprunt 4 p. c. fr. 107,960,000

— 4.5 p. c. fr. 304,209,000

— 5 p. c. fr. 408,538,000

— 5.5 p. c. fr. 3,000,000

— 6 p. c. 4,727,000

Obligations 3 p. c., arrêté royal du 22 août 1934 fr. 1,802,961,000

Obligations 4 p. c., arrêté royal n° 144 du 18 mars 1935 fr. 42,455,000

Intercommunale bruxelloise des eaux fr. 23,990,000*Emprunt complémentaire (Intercommunale bruxelloise des eaux)* fr. 558,350*Ligue des Familles nombreuses* fr. 2,858,600*Sabena* fr. 23,180,000

(1)

(N^o 93.)

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 3 MAART 1936

Verslag uit naam der Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1936.

(Zie de n^{rs} 5-XV, 44, 68 en 85 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren LABOULLE, voorzitter; BARNICH, BEAUDUIN, BOLOGNE, DE CLERCQ (Jos.), DIERCKX, GODDING, LOGEN, MULLIE, MOYERSEN, PIERLOT, en VAN OVERBERGH, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In den loop der laatste maanden hebben de internationale politieke gebeurtenissen zwaar gedrukt op onze economie. Desondanks neemt de voortbrengst toe en worden er verbruikers gevonden. Zoo de wereldhandel schier niet toeneemt, dan is het omdat de verbetering hoofdzakelijk is te wijten aan de uitbreiding van de binnenlandsche markten. De stijging van de groothandels-prijzen is niet algemeen; maar voor de meeste grondstoffen en voor de afge- werkte produkten valt er stabilisatie te bespeuren. Behalve de handelsakkoorden gesloten door de Vereenigde Staten met een zeker aantal landen ten einde het ruilverkeer uit te breiden op den grondslag van een wederkeerige vermindering der tarieven, bespeurt men over de wereld schier geen strekking om de belem- meringen van den handel te doen afnemen. De algemeene muntstabilisatie is nog niet in het vooruitzicht.

In dit midden heeft België zijn weg moeten zoeken naar een economische hernieuwing, na de devaluatie van zijn frank. Na tien maanden inspanning kunnen wij vaststellen dat wij sommige posities hebben geconsolideerd, dat wij andere hebben verbeterd en dat wij mogen hopen in 1936 nieuwen vooruit- gang te verwezenlijken. Aan onzen financiëelen horizont bemerken wij heldere en sombere punten.

Onze frank verminderd tot 28 t. h. geeft den indruk van veiligheid. Op geen enkel oogenblik sedert de devaluatie werd hij bedreigd. Zelfs wanneer de groote niet gestabiliseerde deviezen teekenen van zwakheid vertoonden, zelfs wanneer de deviezen van het goudblok onder de aanvallen aan het wankelen waren, bleef de Belgische frank gehandhaafd zonder schommelingen en bijna zonder inspanningen.

Onze frank beschikt over stevige verdedigingslijnen. Reeds vanaf de maand

Juni waren er meer dan zes milliarden goud teruggekeerd of ingevoerd. Aldus werden de reserves van de Nationale Bank opnieuw bijeengebracht en de dekking die de verbintenissen op zicht waarborgt bereikte op 31 December 67.57. Bij wijze van buitengewone bescherming, had de regeering het Egalisatiefonds der wisselkoersen opgericht (1.125 miljoen), dat tot nog toe niet moest gebruikt worden.

Na de devaluatie kwamen vele *vreemde kapitalen* naar België; omstreeks half Juni werden deze op vier milliarden geraamd; nu blijven er nog twee en half milliarden. De Regeering verzekert dat wij er ten allen tijde de overdracht kunnen van verzekeren, zonder gevaar voor onze economie of onze financiën; alle voorzorgen zijn genomen. De Nationale Bank verklaart uitdrukkelijk dat er van deze zijde geen moeilijkheden te vreezen zijn.

Onze handelsbalans blijft voort gunstig; het percent van onzen uitvoer in verhouding tot onzen invoer geeft in 1935 een maandelijksch gemiddelde van meer dan 93 t. h., hetgeen, gezien onze statistische methodes, praktisch het evenwicht beteekent. De handelsbalans van Congo is van haar kant zeer gunstig. Ten slotte volgens na talrijke peilingen, stellen wij ook vast dat de rekeningbalans in ons voordeel blijft, niettegenstaande de vermindering van onze arbeiders in Frankrijk.

Het *disconto* was bij den aanvang van het jaar op 2 1/2 t. h. bepaald. « Bij de crisis van de maand Maart, zegt het verslag van de Nationale Bank, hebben wij het niet nuttig geoordeeld dezen interestvoet te verhoogen, gezien den technischen toestand van ons bankstelsel en den aard zelf van de kapitaalsvlucht die zich voordeed. » Wat er van zij, nadat de devaluatie een voldongen feit was geworden, werd de discontovoet op 2 t. h. verminderd en bleef verder onveranderd.

Twee oorzaken van veiligheid van de nationale munt zijn *het evenwicht van de gewone begrooting* en de gematigdheid van de buitengewone begrooting. De gewoone begrooting voor 1935 die tot nog toe in evenwicht was, op 40 miljoen na, vertoont een neiging om dit kleine tekort nog te verminderen; het is waar dat het zich in zulken bevredigenden toestand voordoet dank zij een buitengewone ontvangst van ongeveer 240 miljoen voortkomende van de goud herschatting van de Thesaurie; het is, als men zich zoo mag uitdrukken, een gift van de Thesaurie aan de Begrooting.

Voor 1936 voorzien de voorstellen een boni van 27 miljoen; einde December zegde de Minister van Financiën dat de ramingen der ontvangsten hem een boni van meer dan 100 miljoen hadden doen voorzien, alle overige voorwaarden gelijk zijnde. Indien heden aan de ontvangsten een deel van de winst der conversie van sommige buitenlandsche leeningen en waarschijnlijk een verhooging van de meerdere opbrengst der belastingen moet bijgevoegd worden, dan dienen anderzijds aan de uitgaven toegevoegd de amendementen bij verschillende bestuurlijke begrootingen, de voorwaardelijke verbintenissen van de regeering in zake wedden en bezoldigingen, waarschijnlijk een verhooging der militaire uitgaven, en desgevallend de interest van nieuwe leeningen te sluiten om de Buitengewone begrootingen van 1935 en 1936 te financieren.

Ten opzichte van de financiering der *Buitengewone Begrooting* (2.3 milliarden) vooral uitgebreid door het plan der werken met het oog op de werkloosheidsbestrijding, verklaart de regeering dat zij slechts omzichtig tot de uitvoering zal overgaan, na overleg tusschen de bevoegde Ministers en namelijk met den Minister van Financiën. Indien men, om de aangevatte werken te betalen, put uit de reserve van de devaluatie, dan zal het slechts ten voorloopigen titel zijn. Het is verstaan dat zoodra de omstandigheden zullen gunstig schijnen,

de regeering haar toevlucht zal nemen tot de leening op langen termijn, zooveel mogelijk in het binnenland.

De Thesaurie blijft gemakkelijk; naast haar gewone middelen beschikt zij thans over de uitzonderlijke reserve van het grootste deel van het Devaluatiefonds, waarvan ons verslag verder de inrichting en de werking verklaart.

De Openbare Schuld, die officieel 55,4 milliarden bedraagt, is niet overdreven, zelfs indien men rekening houdt met een waarschijnlijke verhooging van vier of vijf milliarden in den loop van 1936 of van 1937. Laten wij niet uit het oog verliezen dat, sedert het Akkoord van Locarno, onze oorlogsschulden (13 milliarden) feitelijk vergoed worden door onze schuldvorderingen voor herstel (17 milliarden); de balans van den Staat schrijft ze beide in op een bijzondere rekening; welnu, indien men die 13 milliarden aftrekt van 55 milliarden, blijven er 42 milliarden. Herleidt tot goud-franken en vergelijkt den uitslag met onze vooroorlogsche schuld (bijna 5 milliarden goud).

De rente liep na de conversie terug met 6 à 7 t. h.; zij steeg weer traag doch regelmatig tot 96.75 t. h. onder de drukking van de markt. Al de officieele steunende lichamen hebben de papierwaarden, aangeschaft tijdens de moeilijke periode, opnieuw verkocht; het Egalisatiefonds beschikt nog slechts over het minimum dat onmisbaar is om zijn regularisatie opdracht te vervullen. De conversie van sommige onzer buitenlandsche leeningen onlangs en de stand onzer binnenlandsche renten bewijzen dat het Staatskrediet stevig blijft tegen ongeveer 4 t. h. Wij komen van 6 en 7 t. h.

De economische toestand van het land waarop de begroting berust, het krediet en ons financiel stelsel, verbeterde hij zich?

Onbetwist. De meeste indicieën bewijzen het. Hoewel men nog kan redetwisten over het peil van het percentage der verhooging van onze voortbrengst, schijnt het dat men deze tusschen 12 en 14 t. h. kan bepalen. Gewis, vorderen niet alle nijverheidstakken even vlug; de zoogenaamde takken van verbruik gaan vlugger dan die van productie; en in elke categorie is er verschil van het eene tot het andere. In de afdeeling uitvoer bereiken de berekende winsten doorgaans 15 t. h.; zij bleven lager in de meeste nijverheidsvakken van de binnenlandsche markt.

De Regeeringsinstellingen die de zaken met bevroren krediet hebben gesteund, beschikken nog over overvloedige reserves. De banken zagen de in Maart ontvluchte kapitalen terugkeeren en hebben ruime vreemde kapitalen onthaald. De Regeering heeft niet haar waarborg moeten geven aan de deposito's, zooals de Regeeringsverklaring het had doen voorzien; zij voltooide de beschermingsmethoden van het bank- en nijverheidsregime door het wettelijk statuut der banken, den Dienst voor herdisconteering en waarborg en den Centralen Dienst voor Hypotheekkrediet.

De huidige toestand van ons Instituut voor uitgifte is opnieuw normaal geworden, de Staat heeft hieraan 870 millioen terugbetaald op zijn schuld aan marken.

Kortom, ons geconsolideerd bankcomplex en onze beter aangepaste economische structuur hebben hun stevigheid hervat. Indien nieuwe onvoorzichtigheden vermeden worden, indien onze samengevoegde pogingen er in slagen de afzetgebieden in het binnen- en buitenland uit te breiden, indien de nationale politiek of de internationale politiek niet opnieuw de trouwens bezadigde

vlucht van onzen economischen toestand komen hinderen, dan mag men een merkelijke verbetering voor 1936 verhoplen.

Tegenover deze tien mooie zijden van onzen toestand staan echter acht min of meer sombere zijden.

De uitvoer leverde niet op wat men er van mocht verwachten. In zijn geheel ging hij niet vooruit, in goudwaarde. Een groote inspanning is geboden.

De rentevoet van het geld blijft te duur, vooral wanneer men onze voorwaarden vergelijkt met deze van Engeland en van de Vereenigde Staten. Er is zeker vooruitgang, maar deze is traag en ontoereikend vooral voor zekere bankkredieten en voor de kredieten op langen termijn.

De oppotting laat niet na. Zij neemt niet meer toe. In zekere kringen vertoont zij neiging om zich in werkelijke waarden om te zetten, in beleggingen van vaste goederen, en zelfs van onvaste. Doch het goud, de groote biljetten en een nog te groot aantal biljetten van duizend frank blijven opgepot.

De groote vraagstukken van de *overkapitalisatie, van de overbewerktuiging, van de overdreven lasten van schulden en van bevroren kredieten* blijven voor nog te veel ondernemingen gesteld. Zullen zij ze oplossen, ofwel door eigen middelen, ofwel met de hulp van de beroepsgroepeerings en de officieele instellingen ?

Niettegenstaande 185 millioen *ontlastingen* en het behoud van de meeste belastingen op hun huidig bedrag maar in gedevalveerde franks, blijft de last te groot.

De uitslag van den strijd tegen de verhooging van de *kleinhandelsprijzen en van de levensduurte* en voor de verhooging van de koopkracht der massa, blijft onzeker. De proef die thans genomen wordt en niet geëindigd is, wordt voortgezet met afwisseling van welslagen en mislukkingen.

De werkloosheid, ofschoon verminderd, blijft ongeveer in de verhouding van één arbeider op vijf. De werkloosheid blijft de somberste wolk aan onzen horizon. Alles dient gedaan om arbeid te verschaffen aan de werkloozen.

Het welslagen van de huidige financieele politiek zal slechts verzekerd zijn den dag waarop de Regeering er zal in slagen leeningen op langen termijn in het binnenland aan te gaan, derwijze dat deze volstaan om het tekort van de gewone begrotingen en vooral van de buitenlandsche begrotingen te dekken. De meeningen zijn verdeeld ten opzichte van het waarschijnlijk slagen dezer onderneming : de eenen hopen dat de overvloed van beschikbaar geld dat op aanwending wacht einde 1936 zoo hoog zal zijn dat, het vertrouwen meewerkend, deze leeningen zullen kunnen onderschreven worden tegen voorwaarden in verhouding tot den huidige voet van de geunifieerde rente 4 t. h. De overigen vreezen echter dat men in den loop van 1936 en zelfs van 1937 nog niet genoeg nieuwe inschrijvers zal kunnen vinden om de leemten der traditioneele inschrijvers aan te vullen, welke zich nog getroffen voelen door de slagen van de devaluatie en de conversie. De ondervinding zal leeren. Het past de wegen van nu af voor te bereiden.

Hoe dan ook, van de oplossing welke voor deze acht vraagstukken en voor enkele andere zal gevonden worden, zal tenslotte de bijval van de thans gevoerde economische politiek van heropleving afhangen. Het spreekt van zelf dat de verbetering van den toestand in het buitenland den heropbloei van onzen eigen toestand zal begunstigen.

De zes hoofdpunten van onze financiële politiek kunnen als volgt worden samengevat :

- 1^o De verdediging van den frank tegen zijn huidige wisselkoers;
- 2^o Het evenwicht van de Gewone Begrooting;
- 3^o De voorzichtigheid in de uitvoering van de Buitengewone Begrooting die zooals vroeger door buitenlandsche leeningen op langen termijn moet gefinancierd worden.
- 4^o Een politiek van de rente en van het openbaar krediet gesteund op het egalisatiefonds;
- 5^o Handhaving van heterschattingsfonds als buitengewone reserve behoudens het deel dat wordt besteed aan de aflossing van de schuld, en wel te verstaan aan den steun van de rente.
- 6^o Als grondslag van deze financiële politiek, een economische politiek die streeft naar uitbreiding van de afzetgebieden, naar vermindering van den rentevoet van het geld, naar de opslorping van de werkloosheid, naar goedkoop leven, naar de vermindering van de belastingen die de productie bezwaren, naar de aanpassing van de beroepsverenigingen aan hun economische- en sociale rol in het algemeen belang.

ALGEMEEN OVERZICHT.

- 1^o De begrooting van het dienstjaar 1935 bedraagt 352,420,849 frank.

Gewone uitgaven	350,283,849
Buitengewone uitgaven.	2,137,000
- 2^o De Begrooting voor 1936 bedraagt 370,884,017 frank.

Gewone uitgaven	369,794,017
Buitengewone uitgaven,	1,090,000

De verhooging bedraagt dus 18,463,168 frank : verhooging van 19,5 miljoen op de gewone begrooting en vermindering van 1 miljoen op de buitengewone begrooting.

Vergeleken bij 1935, boeken de uitgaven voor het personeel een verhooging van 19,976,010 frank, de uitgaven voor materieel een verhooging van 914,489 frank, de toelagen en tegemoetkomingen een verhooging van 200,000 frank, de werken en aankopen een verhooging van 100,000 frank. De verschillende uitgaven boeken een vermindering van 1,667,831 frank. Deze verhoogingen en deze verminderingen worden uitgelegd in de rechtvaardiging gevoegd bij de begrooting.

Nochtans voor de aanzienlijke uitgaven voor het personeel heeft de Commissie aanvullende inlichtingen ingewonnen. Hieruit blijkt dat de verhooging van deze uitgaven gewettigd is door de verhooging van de wedden ten beloope van 95 t. h. van de loonroosters voor 1935 (die toen werden berekend op grondslag van 87,5 t. h.); zij is ook nog gewettigd door de benoemingen en door de reglementaire verhoogingen. Voor deze twee laatste punten bedraagt de uitgave 18 miljoen. Daarbij komen nog : *a)* 235,000 frank voor de wedden van de drie Ministers zonder portefeuille; *b)* 462,000 frank voor den D. E. H.; *c)* 400,000 frank voor de bezoldiging van de klerken die worden aangenomen na één jaar kosteloze stage in de belastingskantoren; *d)* 450,000 frank voor de bezoldiging in den loop van 1936 van 60 boventallige bedienden van de registratie en de domeinen.

De amendementen ingediend door de Regeering vertegenwoordigen een stijging van de uitgaven met 31,400 frank.

HOOFDBESTUUR.

I. — Kredieten. — Het verschil in min van 107,000 frank tusschen het cijfer van het verslag n^r 89 (37.4 miljoen) en het cijfer der begrooting van 1936 (37,3) is gewettigd door een vermindering van 307,000 frank en een vermeerdering van 200,000 frank. De vermindering vertegenwoordigt het bedrag van het krediet dat werd gesteld ter beschikking van den Rijksmeubelendienst die werd overgebracht naar het bestuur der Domeinen. De verhooging van 190,000 frank vertegenwoordigt de uitgaven van procedure, boeten in verbreking, schadeloosstellingen enz. en een bedrag van 10,000 frank heeft betrekking op een aanvullende storting voor forfaitaire reiskaartjes.

Voor het dienstjaar 1936 bedraagt het krediet 41,245,090 frank zegge 3,860,332 frank verhooging : 3,422,195 frank voor het personeel en 438,137 frank voor het materieel.

De stijging van de uitgaven voor personeel is te wijden aan drie oorzaken : vermeerdering der getalsterkte van het beroepspersoneel; het opvoeren van de wedden tot 95 t. h. in stede van 87.5 t. h.; de wijziging van het barema der wedden der klerken-opstellers van tweede klasse, der verzenders en der typisten, der boden-deurwachters, der klerken-vertalers.

De verhooging van de uitgaven voor materieel spruit hoofdzakelijk voort uit het verhoogd krediet (56,500 frank) dat moet toelaten de vergoeding uit te keeren die is verschuldigd aan de leden van den Ministerraad en aan den Minister van Financiën in geval van niet benutting van een auto-rijtuig toebehoorende aan den Staat; uit de verhooging (252,000 frank) voortspruitende uit de stijging der prijzen van papier, van het steeds toenemend aantal modellen van drukwerken tengevolge der toepassing van de taalwet; uit de stijging van den prijs der drukwerken alsmede uit de noodzakelijkheid te voorzien in de uitgaven van nieuwe diensten zooals het kabinet der Ministers zonder portefeuille en den D. E. H.; uit de verhooging (247,200) voor de reizen verblijfkosten der Ministers zonder portefeuille alsmede voor de nieuwe diensten gehecht aan het kabinet van den Eerste-Minister. Er zijn ook enkele verminderingen, waaronder een bedrag van 153,063 frank op de vergoedingen te betalen aan de posterijen.

Personeel. De getalsterkte van het beroepspersoneel van het hoofdbestuur, van het Kabinet van den Eerste-Minister, van het kabinet van den Minister van Financiën en van den Dienst der roerende waarden bedraagt in 1936, de 12 bedienden van den D. E. H. niet in begrepen, 891 bedienden tegen 828 in 1935.

Deze vermeerdering spruit voort uit het feit dat de klerken die vroeger gehecht waren aan de agentschappen van de Schatkist werden overgebracht naar het hoofdbestuur van de Thesaurie en van de Openbare schuld en ook uit het feit dat bedienden van de buitendiensten werden getedacheerd in de onderscheidene hoofdbesturen, onder meer aangestelden van de douanen bij den dienst van de handelsstatistieken.

Aan den anderen kant is het aantal tijdelijke bedienden gestegen van 132 in 1935 tot 138 in 1936. Dit verschil is te wijten aan de vervanging van de boden-deurwachters die op rustgeld werden gesteld of zijn overleden, door bedienden aangeworven tegen dagloon alsmede aan de aanwerving van vier bezoldigde schoonmaaksters.

II. — De toepassing van de taalwetten. — Volgens het Bestuur dat daarover werd ondervraagd, wordt de wet van 28 Juni 1932, op het gebruik der talen in bestuurszaken, verder algeheel toegepast in de hoofdbesturen van het Departement van Financiën. De bundels van Vlaamschen oorsprong worden behandeld in het Nederlandsch zonder bemiddeling van vertalers; op deze wordt enkel beroep gedaan voor het opmaken van wetsteksten en van omzendbrieven die moeten worden toegepast over heel de uitgestrektheid van het Belgisch grondgebied. Verder zijn de hoofden van ieder der groote fiskale besturen, van het kadaster, van de begrooting en van het toezicht over de uitgaven de twee landstalen machtig zoodat het niet noodig is voor hen een taaladjunct te voorzien. Een taaladjunct werd benoemd voor den secretaris-generaal en voor den directeur-generaal van de Schatkist en van de Openbare Schuld.

De aanwerving van de nieuwe bedienden van het hoofdbestuur is geregeld met de zorg om zooveel mogelijk het evenwicht te behouden tusschen de beide taalgroepen.

De bedienden werden uitgenoodigd de taallijst aan te duiden waarop zij wenschen ingeschreven te zijn en een exemplaar van deze lijsten werd aan de Taalcommissie overgemaakt.

III. — De dienst van de begrooting. — De Commissie vroeg welke op 31 December 1935 de balans van de begrotingsontvangsten en -uitgaven was voor de dienstjaren 1934, 1935 en 1936. Ziehier de gevraagde inlichtingen:

DIENSTJAAR 1934 (in millioenen frank).

<i>Begrootingen.</i>	<i>Ontvangsten.</i>	<i>Uitgaven.</i>	OVERSCHOT	
			<i>der ontvangsten.</i>	<i>der uitgaven.</i>
GEWONE (inbegrepen de Regieën en de herstelbetalingen)	9,928	10,227.2	—	299.2
BUITENGEWONE	11.4	1,187.1	—	1,175.7
	9,939.4	11,414.3	—	1,474.9

De algemeene begrooting vertoont dus voor 1934 een overschot van uitgaven van 1,474 millicien; het tekort van de gewone begrooting bedraagt nagenoeg 300 millioenen.

DIENSTJAAR 1935 (vermoedelijk).

<i>Begrootingen.</i>	<i>Ontvangsten.</i>	<i>Uitgaven.</i>	OVERSCHOT	
			<i>der ontvangsten.</i>	<i>der uitgaven.</i>
GEWONE	10,004.5 (1)	10,046.8	—	42.3
BUITENGEWONE	4,856.2 (2)	3,987.2 (3)	869	—
	14,860.7	14,034.0	869	42.3

(1) Inbegrepen de herschatting van den goudvoorraad van de Thesaurie (322.1 millioen).

(2) Inbegrepen : a) de opbrengst van de herschatting van het goud en de deviezen van de Nationale Bank van België (3,730.6 millioen); b) de opbrengst van de overname door den Staat van de biljetten van 50 frank (525 millioen); totaal, 4.255.6 millioen.

(3) Inbegrepen : a) de gedeeltelijke terugbetaling van de schuld van den Staat aan de Nationale Bank (869.9 millioen); b) het bedrag van de storting aan het Terugbetalingsfonds van de muntleening van 1922 (133.2 millioen); c) het bedrag van de dotatie van het regelingsfonds van de rentemarkt (één milliard); totaal 2.003.1 millioen.

Het vermoedelijk overschot van de ontvangsten van de algemeene begrooting bedraagt dus 826.7 millioen. De gewone begrooting wijst een vermoedelijk tekort aan van 42 millioen.

DIENSTJAAR 1936 (begrootingsvoorstellen).

<i>Begrootingen.</i>	<i>Ontvangsten.</i>	<i>Uitgaven.</i>	OVERSCHOT	
			<i>der ontvangsten.</i>	<i>der uitgaven.</i>
GEWONE	10,429.3	10,402.3	27	—
BUITENGEWONE	29.8	2.303.6	—	2,273.8
	10,459.1	12,705.9	27	2,273.8

Het overschot van de uitgaven van de algemeene begrooting bedraagt dus 2,246.8 miljoen.

Het batig saldo van de gewone begrooting wordt geraamd op 27 miljoen; doch de ramingen einde December brengen het vermoedelijk batig saldo op meer dan 100 miljoen.

De Algemeene Toelichting geeft deze belangrijke inlichting, die een bijzonder daglicht werpt op de inzichten van de regeering : « Economisch gesproken zal de op de Begrooting van 1936 voorziene fiscale last merkelyk lichter zijn dan deze, ingeschreven op de Begrooting van 1935. De verwachte opbrengst van de belastingen stijgt van 8,227 miljoen frank in 1935 tot 8,912 miljoen frank in 1936. De vermeerdering bedraagt 8.4 t. h. Welnu, men mag verwachten dat, in vergelyking met 1935, het nationaal inkomen in 1936 met niet minder dan 10 t. h zal stijgen. Trouwens vertoont de handhaving van de vaste rechten op het huidig peil, niettegenstaande de stijging, een onrechtstreeksche verlichting van de lasten. »

IV. — Regeeringstoezicht. — De verslagen over de Begrooting van financiën van 1934 en van 1935 vermeldde de financiële inrichtingen waarbij de Regeering een commissaris had.

In 1935 werd het *Herdisconteerings- en waarborginstituut* gesticht (besluit n^o 75 van 13 Juni). Een Regeeringscommissaris, benoemd en afstelbaar door den Koning, oefent toezicht uit over al de verrichtingen van het Instituut. Hij woont, met raadplegende stem, al de beraadslagingen van het Bestuurscomité bij. Hij heeft het recht er de besluiten van te schorsen en beroep te doen op den Minister van Financiën, die zich kan verzetten tegen elken maatregel dien hij zou oordeelen in strijd te zijn met de wetten, statuten of belangen van den Staat.

V. — Bestuurshervorming. — De Commissie voor de bestuurshervorming heeft zeven subcommissies samengesteld; de zesde en de zevende hebben hun werk voleindigd; de zesde heeft voor opdracht : « de betwiste zaken van den Staat », de zevende : « de wijze van tusschenkomst van het Begrootings- en Schatkistcomité in de gebeurlijke stichting van een toezicht op de financiën. » Deze besluiten zullen eerlang aan de voltallige Commissie voorgelegd worden.

Vraag : Zal de Commissie voor de bestuurshervorming haar werk voltooid hebben vóór het einde der bijzondere machtigingen?

Antwoord : Het is onmogelijk, zelfs bij benadering den datum te bepalen waarop het werk der Commissie zal afgehandeld zijn.

Het verslag van den Senaat over de Begrooting van 's Lands Middelen drong levendig aan op den dringenden aard van de bestuurshervorming, vanaf 1927 na de eerste devaluatie gesteld en door de huidige Regeering aan een nieuwe Commissie toevertrouwd, wier arbeid, naar wij vernemen, niet ten gepasten tijde zal afgehandeld zijn om de Regeering der bijzondere machtigingen in staat te stellen de besluiten ten uitvoer te leggen. Deze vertragingen zijn te betreuren. De Commissie stelt aan de Regeering voor te onderzoeken of er geen middel ware onmiddellijk gevolg te geven aan sommige gedeeltelijke besluiten, in afwachting van de groote maatregelen.

In de Regeeringsverklaring lezen wij : « Dat vooruitzicht ontslaat ons niet van de verplichting op administratief gebied de politiek van uiterste zuinigheid voort te zetten. Om een zoo hoog mogelijke rendeeering te bereiken, zullen wij de zoo dringende administratieve hervorming aanvatten ». Het is dus hoog tijd een besluit te nemen.

Bij het Bestuur van het Departement van Financiën dient de uitbreiding van bevoegdheid vermeld verleend aan den secretaris-generaal alsook aan de bestuurshoofden ingevolge den aangroei van de zaken. Het ministerieel besluit van 21 December 1935 omschrijft deze nieuwe dienstbevoegdheden en de decentralisatie van de handteekeningen.

Anderdeels verruimt het koninklijk besluit van 20 December 1935 de bevoegdheden van den Minister van Financiën.

VI. — Het Schatkistcomité. — In ons vorig verslag stond dat de Regeering de definitieve toepassing zou onderzoeken van het toezicht over de aanwending van de begrootingskredieten met het doel het toezicht nog doeltreffender te maken, en tevens enkele vereenvoudigingen te verwezenlijken in de inrichting zelf van de contrôle-diensten.

In den loop van het dienstjaar, werden het Schatkistcomité en het Begrootingscomité, onderscheidenlijk opgericht in 1926 en in 1930, versmolten als proef in een enkel ministerieel Comité onder den titel « Comité voor de Begrooting en de Schatkist ». Deze versmelting had hoofdzakelijk voor gevolg sommige ineenstrengelingen van bevoegdheden te vermijden, de vroegere methoden van ingrijpen te vereenvoudigen en het onderzoek der zaken te bespoedigen.

Inrichting. — Tot in den jongsten tijd heeft dit Comité al de vroegere bevoegdheden van beide comité's in zich vereenigd. Doch onlangs werd een betrekkelijke wijziging van het toezicht op de buitengewone kredieten voorloopig ingevoerd in afwachting van een definitief desbetreffend koninklijk besluit; dit besluit zal eveneens de toekomstige wijze van optreden regelen van het Begrootings- en Schatkistcomité, wat betreft het toezicht op de toekenning van toelagen ten laste van de Staatsbegrooting. Er werd niets veranderd in zijn optreden ten aanzien van de organieke kaders van de besturen, de getalsterkte van het personeel der openbare diensten, de vergoedingen der uitgaven van het personeel over het algemeen.

De voornaamste wijziging waarvan sprake was, is het gevolg van de uittrekking op de Begrooting der Buigengewone Ontvangsten en Uitgaven voor 1936 van de kredieten in hoofdzaak te dekken door de beschikbare fondsen voortkomende van de herschatting van den goudvoorraad der Nationale Bank. De Minister van Financiën zal moeten optreden wegens de verplichting waarin hij zich bevindt de uitbetalingen van de schatkist aan zijn middelen aan te passen. De uitgaven voor werken te dekken door de buitengewone kredieten zullen voor hun vastlegging niet meer aan het oordeel van het Schatkistcomité worden onderworpen; daarentegen zullen de ontwerpen van contracten en de voorstellen tot aanbesteding, met vermelding van de maandelijksche vervaltermijnen, voor hun goedkeuring door den bevoegden Minister worden voorgelegd aan den rekenplichtige van de vastgestelde uitgaven; deze zal ze fiatteeren zoo hij niets heeft aan te merken op het stuk van financiën en comptabiliteit; zooniet voegt hij daaraan zijn aanmerkingen

toe, waarover de bevoegde Minister zal uitspraak doen. Alvorens een voorstel goed te keuren tot vastlegging van uitgaven voor werken waarvan de kosten de *normale* buitengewone kredieten moeten bezwaren, zal de bevoegde Minister een van beide exemplaren der korte nota overmaken aan het Bestuur der Thesaurie en der Openbare Schuld, welke de gegevens zal samenvatten op een maandelijksch overzicht der vervaltermijnen; zoo zijn betaalvermogen voor de betrokken maand overschreden is, dan zendt hij de nota aan het bevoegd departement terug met aanduiding van verdere vervaltermijnen tot vervanging. Geldt het daarentegen contracten waarvan de kosten de buitengewone kredieten moeten bezwaren *waarvan de bestemming door den D.E.H. werd aangewezen*, dan moeten deze nota's aan het Comité van den D.E.H. worden gezonden om dit in staat te stellen den voorrang te bepalen volgens denwelke de voorgestelde werken binnen het bestek van zijn politiek zouden moeten worden uitgevoerd.

In de onderstelling dat de uitslag der aanbestedingen een vermindering of een vermeerdering van zeker belang (ten minste 10 t. h.) mocht boeken, tegenover de oorspronkelijke ramingen, dan zal de bevoegde Minister deze verschillen moeten doen kennen, maand voor maand, aan het Bestuur der Thesaurie.

In afwachting van de afkondiging van het koninklijk besluit tot definitieve regeling van de maatregelen, onderging het toezicht van het Comité der Begrooting en der Thesaurie over het uittrekken van de uitgaven voor werken en leveringen in te schrijven op de gewone begrootingen geen wijzigingen.

Huidige samenstelling van het Comité der Begrooting en der Thesaurie : Voorzitter, de heer Vandervelde, lid van den Ministerraad; leden, de Minister van Financiën en de Minister van Binnenlandse Zaken; secretaris, de directeur generaal van het beheer der Begrooting en van de Contrôle der uitgaven.

Welke was de *werking van dit Comité* tijdens het jaar 1935? Het Comité vergaderde eens om de week. Behoudens de uitoefening van vermelde bevoegdheden, wijdde het zich vooral tijdens het opmaken van de begrootingen aan het stelselmatig onderzoek van de voorstellen van kredieten door de verschillende Departementen ingediend. Van den anderen kant heeft het niet opgehouden tijdens het uitvoeren van de begrooting voor het dienstjaar 1935 te trachten de verhooging van uitgaven tengevolge van de devaluatie van den frank te beperken tot de onvermijdelijke onmiddellijke behoeften. Het onderzocht voorafgaandelijk en grondig al de beraadslagingen van den Ministerraad genomen krachtens artikel 5 van de wet van 21 Juli 1921. Van de openbare uitgaven van nieuwen aard werd in zijn schoot de terugslag op de huidige en toekomstige begrootingen bestudeerd. Alle voorstellen van amendeering van de begrootingen voor het dienstjaar 1936 werden aan het Comité voorgelegd alvorens te worden ingediend, ten einde het toe te laten na te gaan in welke mate de wijzigingen die zij konden medebrengen voor de oorspronkelijke begrootingsvoorstellen van aard waren het evenwicht van de begrooting te beïnvloeden.

Ondervraagd over het huidige nut van het *Comité der Begrooting en der Thesaurie*, verklaarde de Minister van Financiën : « Ik geloof niet dat er in het verleden, ik betwijfel of er in de toekomst, en in ieder geval ben ik er van overtuigd dat er thans geen minister van Financiën is, die de taak welke op hem weegt zou willen opnemen zonder de medehulp van het Comité der Begrooting en der Thesaurie. »

VII. — De contrôle der Financiën. — In aanvulling van de werkzaamheid van het Comité der Begrooting en der Thesaurie, volgde het Beheer van de Begrooting en van de Contrôle der uitgaven stap voor stap de uitvoering van de begrooting.

Een periodische staat van den toestand van evenwicht van de begrooting wordt geregeld opgemaakt en laat den Minister van Financiën toe er voortdurend over te waken dat de uitgaven de grenzen niet overschrijden van de ontvangsten van allen aard die de Thesaurie voor rekening van de begrooting moeten stijven.

In 1935 heeft de gezamenlijke actie van het beheer van de Begrooting en van de Contrôle en van het Comité van de Begrooting en van de Thesaurie er toe bijgedragen de overschrijding van kredieten tot een minimum te herleiden. Wij moeten er nochtans op wijzen dat de devaluatie, waarvan de gevolgen zich lieten voelen van af 1 April gereageerd heeft in den zin van een verhooging van het bedrag waarvoor talrijke uitgaven waren ingeschreven op de Begrooting; daaruit volgde de noodzakelijkheid aanvullende regelende kredieten te vragen; dit ontwerp zal eerlang aan het Parlement worden voorgelegd. Doch verscherpingen van uitgaven werden geneutraliseerd door rendeeringen die hooger waren dan de vooruitzichten van de ontvangsten, en door vermindering van lasten als gevolg van de conversie der renten en van zekere schrappingen van kredieten.

Ten einde nadruk te leggen op de continuïteit van de actie tot bestrijding der overschrijdingen van kredieten in den loop van het dienstjaar, deed de Minister van Financiën een nieuw beroep op 9 Januari j.l. Na de goedkeuring der begrooting van 's Lands Middelen, is het de *ten uitvoerlegging van de begrootingen* die den financieelen toestand beheerscht.

» In overleg met den Eerste-Minister en met het Comité van de Begrooting en van de Schatkist meen ik op de meest dringende wijze bij onze collega's er te moeten nadruk op leggen opdat zij ieder in zijn Departement met alle mogelijke zorg er zouden voor waken dat de kredieten waarover zij beschikken slechts met uiterste omzichtigheid zouden worden uitgegeven, opdat zij een zekere reserve zouden behouden voor de noodwendigheden die binnen het kader van ieder krediet tot het einde van het dienstjaar 1936 tot uiting zouden kunnen komen. Het is op dit oogenblik dat de noodige besluiten en maatregelen moeten worden getroffen en opgelegd tot op de laatste sport van de diensten. Ik oordeel dat in beginsel ieder inzicht dient afgewezen om dit jaar beroep te doen op aanvullende kredieten tenzij om te voorzien in uitgaven die het stoffelijk onmogelijk is te voorzien op het oogenblik dat de begrootingen werden opgemaakt. In beginsel dient er aangenomen dat iedere nieuwe uitgave, d. w. z., iedere uitgave die niet uitdrukkelijk is vermeld op de begrooting van 1936 en die niet bij voorbaat is gedekt door een krediet dat voorkomt op de begrooting, moet worden uitgesteld, welke ook haar belang moge zijn, tot op de begrooting van 1937. Deze opvatting sluit uit dat het beschikbaar of het vermoedelijk beschikbaar saldo op de kredieten der begrooting zou worden aangewend voor nieuwe uitgaven binnen het kader van hetzelfde Departement. Het stelsel dat er in bestaat een gedeelte van een krediet te blokkeeren op een artikel om een nieuwe uitgave op een ander artikel mogelijk te maken, kan niet worden aangenomen in opzicht van de begrooting, vermits het ertoe strekt de voorafgaande toelating van de Kamers uit te sluiten en artikel 116 van de Grondwet te overtreden waarbij de overdrachten van kredieten worden verboden. »

Vraag : Welke waren de aanvullende kredieten voor het dienstjaar 1934 ?

Antwoord : 361.7 miljoen voor de gewone begrooting en 11.8 miljoen voor de buitengewone begrooting. De bijzonderste aanvullende kredieten zijn die welke bestemd zijn om te voorzien in de uitgaven betreffende den werklozensteun (150 miljoen); de kredieten bestemd voor de producenten van tarwe en van steenkool (146 miljoen); het krediet van 10 miljoen voor de betaling van de ruiterskazerne te Charleroi die bestemd wordt voor de kazerneering van de Rijkswacht.

VIII. — Herstelbetalingen. — De algemeene toelichting van 1935 bewaarde het stilzwijgen over dit vraagstuk. In ons verslag van verleden jaar wordt daarvan de reden opgegeven.

Hetzelfde doet zich voor in 1936. Waarom ? De Regeering antwoordt : « Geen enkel nieuw feit heeft zich voorgedaan sedert het sluiten van het Akkoord van Lausanne van 9 Juli 1932. Dit akkoord werd bekrachtigd noch door Duitschland noch door de schuldeischende mogendheden, vermits deze geen schikking hebben getroffen met hun eigen schuldvaarders. »

IX. — De Oorlogsschulden. — En onze oorlogsschulden ? Op een nauwkeurige vraag antwoordt het Bestuur als volgt : « De Belgische Regeering heeft gedurende het jaar 1935 haar houding hoegenaamd niet gewijzigd ; geen enkele gedachtenwisseling heeft zich voorgedaan tusschen de Belgische en de Amerikaanse regeeringen wat betreft de regeling der Belgische schuld aan de Vereenigde-Staten. »

Vraag : Heeft dit vraagstuk een rol gespeeld in den loop der onderhandelingen in verband met het Belgisch-Amerikaansch handelsverdrag ?

Antwoord : Neen.

X. — De zaak der Deutsche marken. — De Algemeene Toelichting verklaart dat de verlaging van het cijfer der ramingen hoofdzakelijk te wijten is aan het feit dat er, als inkomst wegens de Markenuvereinkomst, nog slechts 48 miljoen werd voorzien tegen 133.9 miljoen voor 1935. De Commissie vroeg opheldering. Ziehier bondig wat werd antwoord :

Wij hebben van geen enkel onzer rechten afgezien; de maandelijksche stortingen voorzien in de Markenuvereinkomst van 1929 worden regelmatig gedaan door het Reich op het krediet van de rekening der Belgische Regeering bij de Reichsbank.

Het Duitsch-Belgisch Akkoord voor de betalingen bepaalt in zijn artikel 5, dat 5 t. h. van de deviezen door Duitschland te verstrekken moeten dienen, in orde van voorkeur en in de mate door de Regeering te bepalen, voor de betaling der vorderingen opgesomd in het bijgevoegd Protocol; onder deze laatste vorderingen bevinden zich de « Marken » - annuïteiten.

Een koninklijk besluit van 21 December 1935 voorziet de verdeeling van hoogerbedoelde 5 t. h. onder deze verschillende categorieën vorderingen. Daaruit volgt dat het aandeel dat aan de Schatkist toekomt uit hoofde van de marken kan worden geraamd op 29,750,000 frank. Bij dit bedrag dient gevoegd de tegenwaarde der marken die moeten dienen voor de betaling der leveringen aan de universiteiten, zegge 20 miljoen. Het totaal dezer beide bedragen, zegge

49,750,000 frank moet worden verminderd met het aandeel toekomend aan het Groot-Hertogdom Luxemburg (1,525,000 frank). De netto-ontvangst bedraagt dus 48,225,000 frank.

De Commissie vraagt met nadruk dat de Regeering in deze zaak geen enkel recht zou laten verloren gaan, voortvloeiend uit de overeenkomst van 1929, die ons onmetelijke offers heeft gekost.

XI. — Het Akkoord Tardieu-Jaspar. — De Algemeene Toelichting verklaart: « In 1935 rekende men op een ontvangst van 85 miljoen wegens uitvoering van een Fransch-Belgische overeenkomst waarvan de onderteekening voor de deur scheen te staan. Doch deze ontvangst bedroeg een achterstal van 51 miljoen voor het tweede halfjaar 1932 en het jaar 1933. In den huidige stand der zaak, past het uit dien hoofde nog slechts de loopende annuïteit te voorzien. »

Vraag : Hoe kon dit vraagstuk zoo te onzen nadeele evolueeren ?

Antwoord : Hoogeraangehaalde passus uit de Algemeene Toelichting van de Begroting moet derwijze worden opgevat dat de Regeering het inzicht heeft de achterstallen aan te rekenen op het dienstjaar 1935. Enkel de annuïteit voor 1936 wordt als ontvangst geboekt voor dit dienstjaar. Wat den grond der zaak betreft, werden de onderhandelingen met de Fransche Regeering, sedert een jaar onderbroken, pas in November jl. hervat en zijn zij nog aan den gang.

In de Senaatsvergadering van 4 Februari verklaarde de Eerste Minister : « Zoo wij het niet eens kunnen worden, meen ik dat het mogelijk zal zijn tot een scheidsrechterlijke overeenkomst te geraken. »

Deze houding van Frankrijk tegenover België is moeilijk te verklaren. Zooals wij het het vorig jaar deden opmerken, is ons recht zoo duidelijk mogelijk, volgens het antwoord van de Belgische Regeering op een vraag van onze Commissie : « Ingeval het bedrag der door Duitschland betaalde en overgedragen annuïteiten en herstelbetalingen beneden een cijfer mochten dalen zoodat daaruit een vermindering mocht voortvloeien van het percentage aan België toegekend door het plan Young, dan heeft Frankrijk, bij een Akkoord gesloten te Den Haag in Januari 1930, aan België op het bedrag der Duitsche overgedragen betalingen een aandeel gewaarborgd dat overeenstemt met het percentage door bedoeld Plan gewaarborgd. Daar het regime der herstelbetalingen sedert Juli 1931 werd geschorst en Frankrijk bij voorbaat, door zijn aandeel in de opbrengst van de Youngleening door het Reich uitgeschreven, een deel van de annuïteiten heeft bekomen die aan dit land tot 1967 verschuldigd waren, heeft België aan Frankrijk gevraagd het Akkoord van Den Haag te doen toepassen. »

België heeft voldoening bekomen voor het tijdperk van 1 Juli 1931 tot 30 Juni 1932. Daarna heeft Frankrijk niet meer willen betalen.

Uw Commissie drukt den wensch uit dat de Regeering alle minddele zou aanwenden die onze rechten kunnen doen eerbiedigen.

XII. — De Oorlogsschade. — Op de herhaalde voorstellen sedert verschillende jaren in het verslag van uw Commissie gedaan, werden de rechtbanken voor Oorlogsschade bij Besluit van 13 Augustus 1935 afgeschaft. Wat betreft de schade aan goederen, werd hun bevoegdheid overgedragen aan een Raads-

heer bij het Hof van Beroep en aan Rechteren in de vier Rechtbanken van eersten aanleg door den Minister van Justitie aangewezen (Brussel, Gent, Luik en Ieper.).

De aanvragen om herstel of wegens verergering van lichamelijke schade ingediend door burgerlijke oorlogsslachtoffers of door hun rechthebbenden en die niet konden worden geregeld bij minnelijke schikking, worden onderzocht door Burgerlijke Invaliditeitscommissiën en, desnoods, door een Commissie voor Hooger beroep. Deze commissiën bestaan uit een werkend magistraat of eere-magistraat, een verslaggever, een griffier, een vertegenwoordiger van vereenigingen van burgerlijke oorlogsslachtoffers en twee geneesheeren.

Ziehier de curve der vonnissen : 432,425 (1932); 433,661 (1933); 434,608 (1934); 434,995 (1935).

Ziehier deze der minnelijke schikkingen : 506,762; 507,617; 508,200; 508,398.

Ziehier deze der minnelijke schikkingen met de samenwerkende vereenigingen : 123,318 (zonder wijziging).

Totaal : 1,062,504 (1932); 1,064,596 (1933); 1,066,126 (1934); 1,066,711 (1935).

Toeneming der betalingen gedaan in kapitaal en renten gedurende dezelfde jaren : 12,000,857,383-37; 12,050,857,383-37; 12,092,454,974-23; 12,121,645,846-81.

XIII. — De bankkredieten. — Uw Commissie verlangde te weten hoever het stond met het vraagstuk der deviezen door de industrieelen aangekocht met verbintenis van wederverkoop in 1919-1920 en over dewelke belangrijke gedingen werden ingespannen.

Sommige industrieelen hebben inderdaad beweerd dat het valutaverlies beperkt was door de noteering tegen dewelke de Staat zich tegenover zijn eigen leeners had vrijgemaakt en het Hof van Beroep te Gent had hen in het gelijk gesteld. (Arrest van 20 November 1926.)

Anderen hebben zich op dit arrest beroepen om den Belgischen Staat te dagvaarden tot terugbetaling van wat zij hadden betaald boven de grens bepaald in het arrest van Gent. Het Hof van Beroep te Brussel heeft hen in het ongelijk gesteld. (Arrest van 13 Juli 1932.)

Over het algemeen zijn de koopers van dollars hunne verplichtingen nagekomen. De koopers van ponden sterling en Zwitschersche franken daarentegen, hebben het nakomen hunner verplichtingen uitgesteld op grond van het arrest van Gent. Het arrest van Brussel heeft den Staat toegelaten tegen hen de betaling te vorderen van het valuta-verschil waarvan zij schuldenaar blijven, doch, in deze vervolgingen, wordt rekening gehouden met den huidige moeilijken toestand van de nijverheid. Alles laat voorzien, volgens het Bestuur, dat het vraagstuk der bankkredieten eerlang zonder nieuwe processen zal geregeld zijn.

Het is hoog tijd, want dat duurt al vijftien jaar.

XIV. — De Belgische Dienst voor verificatie en compensatie. — Ondervraagd over de Hongaarsche verbintenissen, antwoordt de administratie : « Men mag vreezen dat de verbintenissen niet zullen gehouden worden welke Boortvloeiën uit de Overeenkomst van 30 September 1926, bekrachtigd bij de Belgische wet van 10 Mei 1927, overeenkomst krachtens dewelke de schuld-vorderingen op Hongarije moesten betaald worden in Hongaarsche obligaties 6 t. h.

Het koninklijk besluit van 14 September 1935 laat den Dienst toe de schuldvorderingen te regelen in titels van de Belgische schuld 5 t. h. 1925, mits onder de schuldeischers pondspondsgewijze de sommen door den Belgischen Staat ten laste genomen (krachtens het Verdrag van Trianon, 1921) te verdeelen. Maar om het te verdeelen dividend te kunnen bepalen moest men wachten op het besluit der werkzaamheden van het gemengde Belgisch-Hongaarsche scheids-gerecht; dit kwam in Februari 1935. Men diende ook te wachten op het einde der verificatieverrichtingen met Hongarije; deze verrichtingen zijn echter nog niet geëindigd.

In Maart 1935 ving de Dienst, in overeenstemming met het bestuur der Domeinen, de ingewikkelde rekeningen aan tot regeling van deze zaken. Toen de Thesaurie in November 1935 overging tot de uitgifte van betalingsmandaten, deed de Dienst onmiddellijk de betalingen in Thesauriemandaten en in postasignaties.

Het bestuur vindt de rechtvaardiging van het behoud in activiteit van het personeel van den Dienst niet alleen in de regeling van de Hongaarsche zaken, maar ook in de invordering van een overschot der Duitsche schuldvorderingen ten bate van den Belgischen Staat, en in de eindregeling van de Oostenrijksche zaken.

Vraag : Waarom wordt in de begrooting een som van 1,375,419 frank ingeschreven voor interesten door België te betalen op de opbrengst van de liquidatie der Hongaarsche goederen ?

Antwoord : Tengevolge van de verlenging van het moratorium van Hongarije, werd besloten onder de Belgische schuldeischers de fondsen te verdeelen voortkomende van de liquidatie der Hongaarsche goederen en die geregeld hadden moeten dienen tot het gedeeltelijk verzekeren van den dienst der Hongaarsche titels af te leveren aan de schuldeischers : 14,584,700 frank.

De interesten 5 t. h. van 1 Januari 1929 tot 31 December 1934, voorzien door de Overeenkomst, op dit bedrag van 14,5 miljoen, bedragen 4,375,419 fr. min 3 miljoen van 4 annuïteiten van 750,000 frank die reeds op de begrooting ingeschreven en gestort werden aan den Dienst voor de jaren 1929, 1930, 1931 en 1932. De Dienst is dus niet gedekt voor het bedrag dat voorzien is op de begrooting voor 1936.

Wij wijzen er op dat dit krediet zal gedekt worden door de inning van het invorderingsrecht van 10 t. h. en van de mobiliëntaxe van 6.6 t. h. waarvan het bedrag zal gestort worden op de begrooting van 's Lands Middelen.

XV. — De Dienst voor Economisch Herstel. — Het besluit van 19 April 1935 tot oprichting van den D.E.H. bepaalde geen termijn voor den duur van dezen Dienst.

Deze Dienst is onder het gezag van den Eersten Minister geplaatst. Hij wordt bestuurd door een Comité onder voorzitterschap van den Eerste Minister. Dit Comité wordt bijgestaan door een secretaris-generaal, van wie afhangen : een administratief secretaris, bijgestaan door een rekenkundig en financieel bediende; afdeelingen; commissariaten.

Nu is er een afdeeling van werken, een afdeeling van de voortbrengst, een Commissariaat voor de Borinage, een Commissariaat voor de grensstreken.

Het algemeen secretariaat heeft in zijn bevoegdheid de studie van de algemeene vraagstukken van de economische politiek. De secretarissen generaal

wonen de vergaderingen van het Comité bij met raadgevende stem en dragen er de zaken voor.

Het administratief secretariaat verzekert in het bijzonder de bestuursdiensten. De financieele en rekenkundige bediende, die een ambtenaar is van het Departement van Financiën, voert de financieele beschikkingen uit die besloten liggen in de beslissingen van het Comité van den D.E.H.

De afdeeling van de werken heeft tot opdracht op het driedubbel gebied van voorbereiding van het programma, financiering en uitvoering, het geheel der buitengewone werken door den Staat gesubsidieerd samen te ordenen ten einde bij te dragen tot het economisch herstel van het land.

De afdeeling van de productie heeft tot opdracht de maatregelen die bijdragen tot het economisch herstel van het land door de private bedrijvigheid, te bestudeeren en voor te stellen.

De Commissarissen zijn gelast bij den D.E.H. verslag uit te brengen over de vraagstukken van economischen aard die zich in het bijzonder voor hun streek voordoen en mede te werken aan de uitvoering van de maatregelen door den D.E.H. besloten als gevolg op deze verslagen, zoowel wat betreft de openbare werken als de nijverheidsoriëntatie.

Het personeel van den D. E. H. omvat : twee secretarissen-generaal die hun ambt zonder vergoeding uitoefenen, twee commissarissen die eveneens kosteloos medewerken, ambtenaren gedetacheerd van Departementen en die het bijwerk zonder vergoeding doen. Twee bezoldigde technische medewerkers, bedienden van de Thesaurie die weer in de kaders zijn geplaatst, vullen het personeel van den D.E.H. aan.

Op de begrooting zijn twaalf wedden voorzien voor een bedrag van 463,850 fr.

Over de werking van den D.E.H. heeft de Minister van Openbare Werken in Februari jl. inlichtingen verstrekt in de Kamer, in afwachting van het verslag der Regeering over de uitoefening van de bijzondere machtigingen, aanvang April 1936.

XVI. — Bescherming van de spaarders. — Ons verslag van vorig jaar gaf een overzicht van de nieuwe instellingen in 1934 opgericht om de spaarders te beschermen.

In den loop van 1935 nam de Regeering verscheidene nieuwe besluiten.

Het besluit n^o 134 van 27 Februari vergemakkelijkt de *omzetting in naamlooze vennootschappen van de kredietverenigingen en van de coöperatievennootschappen*. Vele van deze instellingen werden er toe gebracht zich tot het openbare spaarwegen te wenden; het was billijk hun toe te laten gemakkelijk de voordeelen te genieten van de naamlooze vennootschap in het belang van de vennoten en van de deponenten.

Het besluit n^o 175 van 13 Juni richtte een *Herdisconteerings- en Waarborg-instituut* op. De bankverrichting wordt versterkt door de mogelijkheid zich tot deze instelling van openbaar nut te wenden; de massa deponenten ziet haar bezit op de bank beter gewaarborgd tegen elke immobilisatie voortvloeiende uit een inkrumping van de economische bedrijvigheid.

Dit besluit wordt aangevuld door de afkondiging van het *wettelijk statuut der banken* (Besluit n^o 185 van 9 Juli 1935). Door de benaming bank voor te behouden voor de ondernemingen die deposito's op korten termijn van de spaarders ontvangen en beheeren, hun regelen van voorzichtig beheer op te

leggen en hun bedrijvigheid af te scheiden van deze van de instellingen die aan nijverheidszaken deelnemen, heeft de Regeering getracht de veiligheid van de deponenten te versterken.

De besluiten n^r 157 van 10 April, n^r 164 van 6 Mei en n^r 178 van 23 Juni, vullen de bepalingen van de verschillende vroegere besluiten op de bescherming der spaarders aan en lichten deze nader toe.

Wat betreft het *Centraal Bureau voor hypothecair krediet*, ingesteld bij besluit n^r 226 van 7 Januari 1936, het strekt er toe de mobiliseering te vergemakkelijken van de hypothecaire schuldvorderingen evenals den interestvoet en de andere lasten van de hypothecaire leeningen te regelen. De onbeschikbaarheid van de hypothecaire schuldvordering verdwijnt om zoo te zeggen dank zij de nieuwe instelling; men hoopt dat de hypothecaire markt er een element van nieuwe leefbaarheid zal bij vinden. De voordeelen zullen niet minder groot zijn voor den ontleener; de Dienst kan te zijnen voordeele optreden door middel van betaling met subrogatie en hem aldus beschermen tegen woekerclausules.

De Commissie oordeelt dat een herziening van geheel dit nieuwe stelsel van bescherming der spaarders geboden is, ten einde de verschillende deelen er van nauwer samen te ordenen. Daarna zou deze samenordering ter kennis van het publiek moeten gebracht worden in een methodische uiteenzetting die kan begrepen worden door alle belanghebbenden en door het groote publiek.

Een van de middelen om zich rekenschap te geven van de crisis van het kleine spaarwezen in den loop van 1935 bestaat er in de curve na te gaan van de deposito's en afhalingen, die elke maand wordt opgemaakt door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Ziehier de curve der deposito's : 271,6 miljoen; 191,4; 155,9; 194,5; 268,5; 245,5; 260,5; 223; 181,9; 213,5; 228,4; 243,3.

En ziehier de curve der afhalingen : 233 miljoen; 213,6; 384,4; 407,1; 246,6; 195,6; 189,1; 194,6; 187,6; 219,1; 174,6; 202,9.

De maandelijksche uitslag is als volgt : +38,6 millions; —22,2; —228,5; —212,6; +21,9; +49,9; +71,4; +28,4; —5,7; —5,6; +53,8; +40,4.

Dus waren er in 1935, 2,678 miljoen deposito's, 2,848 miljoen afhalingen, hetzij 170 miljoen afhalingen meer dan deposito's.

Het aandeel van de Spaarkas in de som bestemd voor de beleggingen van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas bedroeg op 31 December 1934, 10,8 milliarden op een globale som van 14,8 milliarden. Het is nog niet mogelijk het aandeel op 31 December 1935 te bepalen.

De kostprijs van de geheele portefeuille titels van de groote Instelling op 31 December 1935, niet inbegrepen de delgingen die zullen bepaald worden bij het opmaken van de balans, bedroeg bij benadering 10,5 milliarden voor een nominaal kapitaal van 13,4 milliarden. Zij bleef bovendien schuldeischer voor verschillende leeningen voor een som van 3,2 milliarden : hypothecaire leeningen, 719 miljoen; landbouwleeningen, 385 miljoen; voorschotten aan de maatschappijen voor arbeiderswoningen en aan de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen (2,087 miljoen); voorschotten aan het Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden (22 miljoen); aan de Openbare Kassen voor leeningen (32 miljoen). Haar portefeuille van definitieve beleggingen vertegenwoordigde dus een belegde som van 13,8 milliarden. De voorloopige beleggingen bedroegen op 31 December 1935, 1,9 milliard. Totaal der beleggingen : 15,7 milliarden.

Het Reservefonds van de Spaarkas bedroeg op 31 December 1934, 487,1 miljoen.

Men ziet dat de groote officieele instelling van het nationale spaarwezen de dubbele bank- en muntcrisis heeft doorgemaakt zonder veel te hebben geleden; op het einde van het jaar waren haar wonden bijna volledig geheeld. In November en December waren er 94 miljoen depositos meer dan afhalingen.

Verschillende vragen werden gesteld betreffende de bedrijvigheid van het *Centraal Bureau voor kleine spaarders*.

De voorschotten worden enkel gedaan naar gelang van de afhalingen van de spaarders der aangenomen instellingen, waarvan de rechten werden geregeld bij koninklijk besluit volgens de modaliteiten voorgesteld door het Bureau. Op 31 December 1935, waren er 423 miljoen kredietopeningen; deze voorschotten werden bepaald op ongeveer 20 t. h. van het bedrag der verbintenissen van de aanvragende vennootschappen.

Op 31 December 1935, had het Bureau van het Muntfonds 396 miljoen ontvangen op de 423 miljoen die noodig zijn voor de toegestane voorschotten. Van deze 396 miljoen had het Bureau er werkelijk 245.4 miljoen voorgeschooten.

Deze voorschotten toegestaan voor een termijn die schommelt van vijftien tot vijf en veertig jaar en terugbetaalbaar bij annuïteiten, werden verleend mits de volgende waarborgen : panden in roerende waarden; tweederangshypotheek met solidaire borgstelling; hypothecaire waarborg eerste rang.

De rentevoet der voorschotten van het Bureau werd tot nader order bepaald op 3.5 t. h.

Vergeten wij niet dat buiten de mobilisatie van het bezit van de kleine spaarders, het Bureau tot opdracht heeft het toezicht over de private spaarkassen (besluit 42 van 15 December 1934). Het besluit van 24 Juni regelt de modaliteiten van de controle. Op 31 December 1935 waren er twee instellingen aan dit toezicht onderworpen.

Het Bureau heeft geen sommen afgenomen op het bezit van het Muntfonds tenzij het bedrag van 396 miljoen, dat trouwens nog niet geheel is aangewend voor voorschotten. Het beschikbaar gedeelte van deze som is bij de Spaarkas geplaatst in depositos op zicht mits een interest van 2.5 t. h. Volgens de wet mag het bureau volgens zijn noodwendigheden beroep doen op het aanvullend bedrag van zijn dotatie, die 1 milliard bedraagt. De wet voorziet dat, bij de onbinding van het bureau, zijn bezit terugkeert naar het Muntfonds. Dit bezit omvat de terugbetaalde of terug te betalen sommen te gelden op voorschotten van het bureau.

XVII. — Herziening der wet op de Staatscomptabiliteit. — In haar verslagen van 1934 en van 1935, drong de Commissie aan opdat de bijzondere Commissie hare werkzaamheden zou bespoedigen zoodat de verlenging van de bijzondere machten zou kunnen benuttigd worden voor de voltooiing van de hervormingen die geboden zijn voor de Staatscomptabiliteit.

Begin 1936 heeft de Commissie hare werkzaamheden nog niet voltooid. Op een nauwkeurige vraag antwoordt de regeering dat de vierde afdeeling van den Hoogen Financieelen Raad, die pas werd aangesteld, zal voortgaan met het onderzoek.

Laten wij evenwel met genoegen vaststellen dat de Regeering gevolg heeft gegeven aan de wenken van de Commissie in verband met de vermindering van

den duur van het begrootingsjaar, de indiening van de eindrekening van het afgesloten dienstjaar, de veralgemeening der betaling van de Staatsuitgaven door tusschenkomst van den Dienst der Postchecks en Postoverschrijvingen.

Wat betreft het opmaken van een dagstaat van het incasso van de Schatkist en van de loopende begrooting, heeft het Bestuur praktische moeilijkheden ondervonden. Nochtans werd de inrichting in gang gestoken op grondslag van de inlichtingen beperkt tot de hoofdzaak. Deze proefneming zal toelaten het stelsel alsmede zijn mogelijke uitbreiding te beoordeelen.

XVIII. — De pensioenkassen. — *Vraag.* : In zijn antwoord op verschillende sprekers die het vraagstuk in den Senaat op 19 December hebben behandeld, heeft de Minister van Financiën verklaard dat de thans getroffen maatregelen niet slaan op de eenmaking van de pensioenen zoodat tot nog toe, tot dat deze studie is voltooid, de pensioenen verder zullen betaald worden volgens de huidige roosters. Verschillende leden van de Commissie verlangen te weten hoever het staat met deze studiën en of de eenmaking van de pensioenen een der doeleinden is die door de regeering worden nagestreefd.

Antwoord : De eenmaking van het regime der pensioenen van weduwen en wezen zal eerlang worden verwezenlijkt.

De hervorming van de pensioenen zal het voorwerp uitmaken van een later besluit. Daarna zal er worden overgegaan tot een algemeene codificeering van het regime der pensioenen.

BESTUUR VAN DE THESAURIE EN VAN DE OPENBARE SCHULD.

I. — Kredieten. — Bij de opmaking van de begrootingsramingen voor de uitgaven betreffende de buitendiensten van de Thesaurie voor het dienstjaar 1936, hadden 16 agenten van de Schatkist nog geen nieuwe dienstbestemming bekomen. Ten einde de betaling van hun wedde te verzekeren werd er een krediet van 769,500 franken voorzien (wedde van beschikbaarheid).

Thans zijn er 13 van deze agenten te werk gesteld in de Ministerieele Departementen en de 3 overige zijn in beschikbaarheid gesteld.

Indien er zich geen verandering meer voordoet dan zal het krediet van 769,500 franken worden benuttigd voor een bedrag van 165,000 franken; het saldo van 600,000 franken zal worden overgedragen op de artikelen van de begrooting waarop thans het bedrag van de wedden der overgeplaatste agenten wordt uitgetrokken.

Wat betreft de 29 schrijvers van de agentschappen der Schatkist die werden overgeplaatst naar het Hoofdbestuur van de Thesaurie, hun wedde wordt ten laste genomen door de Hoofddiensten van het Departement van Financiën.

Wat betreft de bezoldiging van de 14 klerken overgeplaatst naar de buitendiensten van het Bestuur der Belastingen, alsmede de bezoldiging van de 9 klerken overgeplaatst naar de diensten der Provinciale Besturen, deze worden gedragen door die Besturen.

De uitgaven voor *personeel* die voortvloeien uit het bestaan van de buitendiensten en van de thesaurie worden bijna geheel afgeschaft. De wedden van

de agenten der Schatkist, en van hun klerken komen thans voort onder andere artikelen van de begrooting der uitgaven, behalve wat betreft de wedden der agenten van de Schatkist die in beschikbaarheid werden gesteld.

Wat betreft de kredieten voor de uitgaven van *materieel* ten behoeve van de agentschappen der Schatkist en die voor het dienstjaar 1935 een bedrag van 112,000 franken bedroegen, deze werden voor 1936 niet meer aangevraagd wegens de afschaffing van de agentschappen der Schatkist.

Ten overstaan van de stijging van het aantal betalingen gedaan door toedoen van den Dienst der postchecks en overschrijvingen, werd het krediet bestemd voor de onkosten dezer betalingen gedurende het jaar 1936 op 800,000 frank gebracht, zijnde een verhooging van 150,000 frank vergeleken bij die van 1935.

De kredieten over hun geheel gevraagd voor 1936 bedragen dus 769,000 + 800,000 of 1,569,500 frank, zijnde een vermindering van 1,275,310 frank op 1935.

Vraag : Welke voordeelen werden, namelijk in financieel opzicht, getrokken uit de afschaffing der agentschappen der Schatkist?

Antwoord : Ingevolge de afschaffing van de agentschappen der Schatkist gingen 27 agenten over naar de verschillende departementen waar zij hun wedde behielden en 3 andere werden in beschikbaarheid gesteld met een wachtgeld gelijk aan hun activiteitswedde.

Het middenbestuur der Schatkist heeft een betalingsdienst ingericht met een moderne uitrusting; deze dienst telt een personeel van 30 agenten waarvan 25 schrijvers uit de agentschappen overgenomen. De overige schrijvers van de Schatkistagentschappen werden geplaatst hetzij in de buitendiensten van de rechtstreeksche belastingen, hetzij in de diensten der provinciegouvernementen, en hun wedde blijft ten laste van de Schatkist.

Anderdeels heeft de uitbreiding van de betaalwijze door toedoen van den Dienst der postchecks en overschrijvingen voor al de uitgaven van den Staat en de provinciën noodzakelijk den arbeid van den Dienst verhoogd. De bezuiniging die uit de hervorming zal ontstaan geldt niet dadelijk in het geheel; het is in elk geval niet mogelijk ze juist te berekenen in een tijd van wederinrichting. Toch de voordeelen die er uit voortvloeien voor het publiek zijn van nu af aan verworven en vertegenwoordigen een ernstigen vooruitgang op de vroegere methoden.

II. — De rekeningen. — Ondanks de beloften van de Regeering, in antwoord op de herhaalde wenschen van de Commissie sedert verschillende jaren, heeft het werk van 1935 niet beantwoord aan de vooruitzichten van verleden jaar.

Indien de rekening van het dienstjaar 1927 kon afgesloten worden begin Maart, toch werd die van het dienstjaar 1928 slechts in October aan het Rekenhof overgemaakt, zijnde met drie maand vertraging op de vooruitzichten. De algemeene rekening van het Bestuur van Financiën voor de jaren 1926 tot 1930, die de definitieve begrooting van 1929 bevat, moest einde December 1935 aan het Hof overhandigd worden; zij zal slechts voltooid zijn in den loop van Maart 1936.

Waarom die vertragingen? Naar het zeggen van het Bestuur zijn die vertragingen te wijten aan het feit dat voor het opmaken der rekeningen de Thesaurie

afhangt van de verschillende ministerieele departementen en dat sommige van hen niet altijd zoo vlug te werk gaan als noodig is voor de regularisatie van de uitgaven die tot hun begrooting behooren.

Daaruit volgen tegenspraken welke moeilijke schriftvergelijkingen opleggen en ertoe verplichten de definitieve opgave der rekeningen uit te stellen tot het laatste regularisatiebevel door het Rekenhof kon gevisceerd worden.

Deze verklaringen volstaan niet. De Departementen die sedert (acht jaar) in gebreke zijn, moeten door toedoen van den Minister van Financiën, de maatregelen nemen die zich opdringen.

III. — De toestand der Schatkist. — Het overschot van de begrootingsuitgaven op de ontvangsten van de dienstjaren 1830 tot 1934 bedraagt 4,662,035,000 frank (einde 1933 : 2.652 miljoen).

Waaruit ontstond deze buitengewone stijging? Gedeeltelijk uit de tenuitvoerlegging van de buitengewone begrooting van 1934, doch vooral uit de overdracht op de rekeningen van het dienstjaar 1930 van de uitgave der terugbetaling van het saldo der leening van 7 1/2 t. h. der 50 miljoen dollar in 1920 in de Vereenigde Staten uitgeschreven, mits afhouding van een som van 82.5 miljoen reeds ten laste van het dienstjaar 1931 gebracht, zegge 1,155,617,750 frank.

Bovendien konden de sommen reeds uitgegeven boven de kredieten ingeschreven op de Begrootingen der Kwade Posten en Terugbetalingen van de dienstjaren 1926 tot 1932, zegge 484,748,000 frank, reeds toegevoegd worden aan de uitgaven dezer dienstjaren krachtens de wet van 14 Juli 1935. Het begrootingse tekort wordt derhalve bij het sluiten van het dienstjaar 1934 met dit bedrag verhoogd.

Op 31 December 1935, en ten overstaan van de waarschijnlijke uitslagen van het dienstjaar 1935, raamt men dat dit mali met ongeveer 1,400 miljoen zal stijgen, in hoofdzaak wegens de tenuitvoerlegging van de buitengewone begrooting van dit dienstjaar; dit cijfer houdt rekening noch met de opbrengst van de réévaluation van het inkasso der Nationale Bank, noch met de bestemming aan een gedeelte van deze opbrengst gegeven.

Op 1 Januari 1935 behelsde de Schatkist 211,352 miljoen uitgaven en 206,730 miljoen inkomsten; onbatig verschil : 4,662 miljoen, gedekt door de middelen van de Thesaurie.

IV. — Thesaurie en Fondsen van derden. — Op 1 December 1935, laatste gekend cijfer, bedroeg het passief van het Fonds van derden 4,090 miljoen (4.3 milliarden in 1934).

Deze bedragen zijn ten beloope van 988 miljoen belegd, voor rekening van de Deposito-en Consignatiekas, van het Muntfonds en als reserve van het Fonds van derden.

De kosten van terugbetaling van het saldo der leening 7,5 t. h. van 50 miljoen dollar in 1920 in de Vereenigde Staten uitgegeven, werden geheel ingeschreven op de begrootingsrekeningen. Daar deze inschrijving het tekort der dienstjaren 1930 en 1931 verhoogde, moest de verrichting thans beschouwd worden als verwezenlijkt door middel van het Thesauriefonds en namelijk het Fonds van derden. De kosten dezer terugbetaling bedragen 1.238 miljoen.

Het bezit van de particulieren in postcheckrekeningen bedraagt op 31 Decem-

ber 1935, 2,312 miljoen (op denzelfden datum in 1930, 1933 en 1934 : 1,674 miljoen, 1,988 miljoen, 1,980 miljoen).

De schuldvorderingen van de houders van biljetten en stukken van de schatkist bedroegen op dien datum 1,219 miljoen. De wet van 7 December, waarbij het Centraal Bureau voor kleine spaarders wordt gesticht, heeft geleid tot de overdracht naar het Bureau van een gedeelte van het bezit van het Muntfonds voor een beloop van 396 miljoen (op 31 December).

Op 30 November 1935 bedroegen het bezit en de schuldvorderingen van de schatkist 813 miljoen.

Een lid van de Commissie heeft gevraagd waarom het bezit van de particulieren in postcheckrekeningen niet vermeld wordt in de tabel van de Openbare schuld.

Het Bestuur antwoordt : Dit bezit staat, evenmin als de overige fondsen van derden, in de tabel van de Openbare schuld vermeld. Deze beleggingen zijn niet vertegenwoordigd door titels van de Openbare Schuld; anderdeels is hun bedrag aan merkelijke wijzigingen onderhevig, namelijk bij het einde der maand; het past ten slotte op te merken dat een bijzondere reserve van 500 miljoen werd tot stand gebracht om te kunnen voorzien in uitzonderlijke terugtrekkingen : deze reserve is gaaf.

Vraag : Wat brengt het Fonds van 500 miljoen op dat bij de Nationale Bank werd belegd als waarborg voor het bezit der post-checks ?

Antwoord : Krachtens de bepalingen der Overeenkomst van 23 Februari 1927 tusschen de Nationale Bank en den Staat, moet het fonds van 500 miljoen worden geplaatst bij de Nationale Bank, evenals de overige beschikbare gelden van de schatkist, in handelswaarden op het buitenland, betaalbaar in baar of in soortgelijk bezit als dit welke de Bank voor zich zelf in het buitenland verwerft. Uitzonderlijk, mogen beleggingen geschieden in Belgische waarden en voornamelijk in promessen of gewone wissels; het bedrag der tegenwoordige beleggingen in deze categorie is uiterst gering wegens de moeilijkheden papier aan te koopen dat aan de vereisten beantwoordt. In den loop van het dienstjaar 1935 werden fondsen voorloopig belegd in titels van Belgische rente (Begroo-ting van 's Lands Middelen, art. 61); deze beleggingen zijn thans vereffend. Dit vraagstuk zal worden onderzocht door een bevoegde Sectie van den Hoogen Raad voor de Financien.

De Commissie vraagt met nadruk dat de beleggingen in Belgische rente niet meer zouden worden toegelaten; de liquiditeit van het Fonds kon allicht daaronder in sommige omstandigheden lijden.

V. — De Openbare Schuld. — Op 31 December 1935 bedroeg de Schuld 55,453 miljoen, zegge een vermindering met 2.5 milliarden.

Zij bedraagt 52,5 milliarden geconsolideerde schuld : 31,5 milliarden binnenslandsche schuld en 20,9 milliarden buitenslandsche schuld.

Zij bedraagt bovendien 1,4 milliard schuld op middelbaren termijn (binnenland) en 1,4 milliard schuld op korten termijn : 264 miljoen strijdersdotatie en 1,209 miljoen bons in goud-guldens (buitenland).

De Commissie heeft aan de Regeering gevraagd waarom, gezien het goedkoopste geld op korten termijn in het binnenland, zij de bons in guldens niet omzette in Belgische bons ?

De Minister heeft geantwoord dat hij dit vraagstuk tijdens de behandeling in den Senaat zou uiteenzetten.

De lasten der eigenlijke schuld bedragen 2,097 miljoen : voor de binnenlandsche geconsolideerde schuld, 1,099 miljoen interest en 125 miljoen delging; voor de buitenlandsche geconsolideerde schuld 437 miljoen interest en 296 miljoen delging; voor de schulden op korten en middelbaren termijn : binnenlandsche, 75 miljoen; buitenlandsche, 52,5 miljoen; ramingen voor nieuwe uitgiften : 10 miljoen.

De verschillende annuïteiten en andere lasten bedragen 234 miljoen; de dienst des rustpensioenen en der pensioenen, renten en tegemoetkomingen wegens den oorlog leggen een last op van 1,426 miljoen.

VI. — De Uitgiften. — Geconsolideerde binnenlandsche schulden : uitgiften van obligaties der 5 t. h. schuld 1925, 40,225,000 frank; obligaties 6 t. h. A.N.I.C. 269,000 frank; preferent-aandeelen der Nationale Maatschappij van Spoorwegen, in ruil voor Schatkistbons, 16,000 frank; premie in kapitaal toegekend op 31 December 1935 aan de houders van geconverteerde of omgezette obligaties 1,516,916,000 frank, zegge een totaal van 1,557,426,000 frank.

Geconsolideerde buitenlandsche schulden : Plaatsing in Frankrijk van de conversieleening 5 t. h. van 475 miljoen Fransche frank, zegge 669,156,000 fr.

Schulden op korten en middelbaren termijn : binnenlandsche, nihil; buitenlandsche, uitgifte van Schatkistbons in guldens op 4 Januari 1935, 115,464,000 frank.

Totaal der uitgiften, 2,342,046,000 frank (2,451 miljoen in 1934.)

VII. — Aflossingen en terugbetalingen. — Geconsolideerde binnenlandsche schulden : uitschakeling der annuïteitschuld jegens het Delgingsfonds, ten gevolge van het feit dat de uitgave betreffende de vervroegde terugbetaling der leening 7 1/2 t. h. van 50 miljoen dollar, zegge 1,155,618,000 frank werd aangerekend op de begroting van 1930; terugbetaling ten beloope van de Staatsschuld aan de Nationale Bank van België : 869,908,000 frank; contractueele aflossingen : 145,563,000 frank; vernietiging van obligaties 6 t. h. A.N.I.C. teruggegeven wegens de vermindering van vergoedingen voor oorlogschade, 1,453,000 frank. Zegge in het geheel, 2,172,542,000 frank.

Geconsolideerde buitenlandsche schuld : vervroegde terugbetaling op 31 Februari 1935 van het saldo der leening 6 1/2 t. h. uitgegeven in Frankrijk in 1923, van 283 miljoen Fransche franks, 398.8 miljoen; contractueele aflossingen der geconsolideerde buitenlandsche schulden, 207,509,000 frank. Zegge in het geheel : 606,309,000 frank.

Schulden op gemiddelden en op korten termijn : binnenlandsche bons op korten termijn, 50 miljoen, en dotatie der oudstrijders, 15,689,000 frank zegge in het geheel 65,689,000 frank; buitenlandsche terugbetaling in 1935 van 15 miljoen gulden Schatkistbons 216,495,000 frank.

Totaal der terugbetalingen : 3,061,035,000 frank.

Balans der terugbetalingen en der uitgiften, vermindering van 718,989,000 frank.

Maar aan den anderen kant wegens de stijging van de wisselkoersen in verhouding tot de devaluatie, is de tegenwaarde der buitenlandsche schulden gestegen met 6,247,296,000 frank.

In het geheel, verhooging van 5,528,307,000 frank.

Delging der binnenlandsche schulden. — In 1936, 125 miljoen; in 1937, 204 miljoen; in 1938, 359 miljoen. Deze stijging moet de aandacht gaande maken van alwie zich bekommert om het evenwicht der toekomstige begrotingen.

VIII. — De conversie van de renten. — Afgezien van de bonificaties in kapitaal (1,516 miljoen) toegekend op datum van 31 December 1935 aan de houders van de geconverteerde of omgezette obligaties, heeft de conversie der renten de volgende uitslagen bereikt :

1. Omzetting in geconsolideerde binnenlandsche schuld van een nominaal kapitaal van 99,2 miljoen dollar afgestempelde obligaties van de Amerikaansche leeningen, zegge, op voet van 35,60 fr. per dollar, 3,532,474,000 frank;

2. Consolidatie in eengemaakte schuld van een nominaal kapitaal in schatkistbons 6 t. h. op 5 jaar (1932-1937) 248 695 000 frank;

3. De aflossing der leeningen geconverteerd in eengemaakte schuld 4 t. h. werd geschorst sedert 16 Mei 1935 bij besluit van 11 Mei; het besluit van 28 September heeft op grondslag van een evenredige dotatie, de nieuwe modaliteiten bepaald van de terugbetaling der obligaties, waarvan de houders de conversie hebben geweigerd;

4. Wat betreft de aflossing der eengemaakte schuld 4 t. h., deze zal aanvangen in 1938, naar rato van een jaarlijksche dotatie van 1 t. h., die zal vermeerderd worden met de interesten der afgeloste kapitalen, en die aldus de integrale terugbetaling zal mogelijk maken in een tijdperk van ongeveer 41 jaar;

5. Merkbare invloed op den rentevoet van het geld op langen termijn en voorbereiding van de conversie der leeningen van de Kolonie, van de provinciën en van de gemeenten;

6. Voorbereiding ook tot de conversie van sommige onzer buitenlandsche schulden.

Vraag : Welke was op 31 December 1935 in opzicht van de begrooting de juiste uitslag van de conversie der renten ?

Antwoord : Met inachtneming van de terugstorting aan de Schatkist van een bedrag van 8,083,000 frank gedaan overeenkomstig artikel 6 van het besluit van 28 September tot invoering van nieuwe modaliteiten van aflossing voor de afgestempelde obligaties, bedragen de bezuinigingen op 31 December verwezenlijkt op de begrooting van 1935 uit hoofde van de conversie der renten 574,327,000 frank, namelijk binnenlandsche schulden 415,192,000 frank; buitenlandsche schulden 159,135,000 frank.

Dit cijfer zal nog wijzigingen ondergaan ten gevolge van de betaling van sommige vergoedingen of schuldvorderingen door middel van obligaties der schuld 5 t. h. 1925 met in genottreding op 1 Januari 1935 en die recht geven op de betaling van het deel van den interest vervallen op 15 Mei 1935.

IX. — De noteering van de renten op de termijnmarkt te Parijs. —

Een lid dat gekant is tegen de noteering der Belgische renten op de termijnmarkt te Parijs, vraagt waarom men zich heeft laten medesleepen tot deze proefneming en welke er de uitslagen van zijn.

De Regeering antwoordt : de leeningen 5 1/2 t. h. 1932 en 1934 (3 milliarden) werden op de termijnmarkt van de Beurs te Parijs gebracht door den syndicus van de wisselagenten bij deze beurs krachtens artikel 69 van het bijzonder

reglement der vereeniging van wisselagenten dat luidt als volgt : « Beraadslagingen van de syndicale kamer bepalen de waarden die zullen komptant genoteerd worden alleen in het officieel gedeelte van de noteering alsmede de waarden die er komptant en op termijn zullen genoteerd worden ». De Belgische Regeering heeft er zich van onthouden bezwaren te doen gelden. Op 1 October jl. werden deze waarden op de markt gebracht. Het is moeilijk in zoo korten tijd de uitslagen van dezen maatregel na te gaan. Tot nog toe zijn noch groote voordeelen noch groote nadeelen gebleken.

X. — Leeningen door den Staat gewaarborgd. — Wijzen wij op de stijging van deze leeningen : op 31 December 1930, 2,2 milliarden; in 1931, 2,3 milliarden; in 1932, 3,1 milliarden; in 1933, 3,4 milliarden; in 1934, 4,4 milliarden; in 1935, 6 756 miljoen (zie de tabel die verschijnt als bijlage van dit verslag).

XI. — De verbintenissen van den Staat. — Buiten de leeningen die hij heeft uitgegeven of waarborgt heeft de Staat verbintenissen aangegaan die voortvloeien uit de oprichting van nieuwe instellingen of uit de uitbreiding der verrichtingen van bestaande kredietinstellingen. Ziehier deze instellingen met telkens het maximum der verbintenissen en de belegde kredieten op 31 December 1935 :

1. *Ambachtskrediet*, 50 miljoen; 11,6 miljoen betaalbaar gesteld.
2. *Klein beroepskrediet*, 150 miljoen; 20,5 miljoen betaalbaar gesteld.
3. *Delcredere*, 700 miljoen; 158 miljoen betaalbaar gesteld.
4. *Comité A.N.I.C.*, 780 miljoen; *Spoorwegaandeelen* 500 miljoen; betaalbaar gesteld, 778 miljoen en 68 miljoen.
5. *Nationale Maatschappij voor kredietverleening aan de nijverheid*, 2 milliarden 1,8 milliarden betaalbaar gesteld. Mobiliseering van bestellingen, stocks, 500 miljoen; 42,4 miljoen betaalbaar gesteld. — *Herstel*, enz. 2,3 milliarden; 1 milliard betaalbaar gesteld.
6. *Tijdelijk fonds voor kredietverleening aan den Middenstand*, 350 miljoen; 75,9 miljoen betaalbaar gesteld.
7. *Centraal bureau voor kleine spaarders*, 1 milliard, 396 miljoen betaalbaar gesteld.
8. *Mobiliseering van het bezit in deviezen*, 150 miljoen; 22,5 miljoen betaalbaar gesteld.
9. *Instituut voor herdisconteering en waarborg*, 2 milliarden; 40 miljoen betaalbaar gesteld.

Het maximum van deze verbintenissen bedraagt dus 10,5 milliarden.

XII. — De globale verbintenissen van den Staat. — Derhalve zijn de globale verbintenissen van den Staat op 31 December 1935 de volgende : openbare schuld, 55,4 milliarden; gewaarborgde leeningen, 6,7 milliarden; verbintenissen, 10,5 milliarden; Fondsen van derden, 2,9 milliarden; en enkele posten van minder belang.

In totaal meer dan 75 milliarden. (In 1935, 64 milliarden).

Bij dit totaal zou nog dienen gevoegd het tekort van sommige begrotingen mits aftrekking van het gedeelte van dit tekort dat is gedekt door de uitgifte van schatkistbons die men terugvindt in de Openbare Schuld.

XIII. Het Fonds tot delging van 's Lands Schuld. — Op 31 December 1935 bestond het bezit van het Fonds uit 314 miljoen Belgische franks, 92 miljoen vreemde deviezen, 110 miljoen portefeuille-titels en 494 miljoen fonds tot regularisatie van de renten. Voegt men daarbij het gedeelte van den interest der koepons op titel van dit laatste fonds dat nog blijft te trekken (9 miljoen) dan bekomt men 1,019 miljoen.

Daarvan dient afgetrokken het saldo dat op 31 December 1935 niet werd benuttigd op de dotaties der verschillende binnenlandsche en buitenlandsche schulden (125 miljoen) en het niet gebezigde saldo van de 6 1/2 t. h. Amerikaansche leening (18 miljoen) zegge 143 miljoen.

Er blijft dus beschikbaar 876 miljoen.

Bovendien kan het Fonds eventueel beschikken over een saldo van 200 miljoen frank dat in de Staatskas is overgebleven van het regularisatiefonds.

Welke wijzigingen zijn er gebeurd in 1935 ? Drie hoofdzakelijke : de dotatie der successierechten ; het deposito van de portefeuille der pensioenkas ; het beheer van het Fonds tot regularisatie van de renten.

1. Krachtens artikel 23 van Besluit n^o 166 wordt het excedent boven een bedrag van 200 miljoen frank van de jaarlijksche opbrengst der successierechten aan het Fonds voor delging der Staatsschuld als buitengewone dotatie toegekend. De raad van beheer van het Fonds regelt het gebruik ervan in overleg met den Minister van Financiën. Volgens de uitslagen der laatste maanden van 1935 raamde het bestuur het vermoedelijk overschot op 23 miljoen ; daarop heeft de Regeering voorgesteld in 1936 een som van 3,200,000 frank af te nemen voor het vestigen van de dotatie tot aflossing van de 6 1/2 t. h. Amerikaansche leening. Het bestendig comité van het Fonds heeft zijn instemming betuigd in dezer voege :

Ingevolge de bespreking die dezen morgen heeft plaats gehad in verband met de productieve reserve van de 6 1/2 t. h. Amerikaansche leening heb ik de eer u te laten weten dat het bestendig comité van het delgingsfonds accoord gaat opdat het fonds bij afneming op zijn eigen fondsen de annuïteit van 3,200,000 frank voor het jaar 1936 te storten in bedoelde reserve zou vestigen. Dit voorschot zal worden verhaald op het eventueel excedent der successierechten te storten in de buitengewone reserve ingesteld bij artikel 23 van het besluit van 11 Mei 1935. Dit accoord is afhankelijk gesteld van de uitdrukkelijke voorwaarde dat in geval het overschot ontoereikend is of zelfs niet bestaat, de regeering de verbintenis aangaat op de begroting van 1937 het krediet uit te trekken dat noodig is om de terugbetaling van bedoeld voorschot te verzekeren.

Bij aanschrijving van 31 October 1935 heeft de Minister van Financiën zich daarmede accoord verklaard.

De rechtvaardiging van de storting in het Delgingsfonds van het excedent der successierechten boven 200 miljoen vindt men in het verslag aan den Koning dat aan het Besluit n^o 166 voorafgaat : een gedeelte der belasting op de successies dat eenigermate een belasting op het privaat kapitaal is, zal voortaan dienen om het kapitaal van den Staat opnieuw samen te stellen.

2. Zooals wordt gezegd in artikel 2 van besluit n^o 221, wordt de portefeuille van de vroegere pensioenkas als deposito overgemaakt aan het delgingsfonds. Ziehier het accoord van het Fonds :

Ik heb de eer u te laten weten dat de beheerraad van het delgingsfonds in zijn vergadering van heden heeft beraadslaagd over het voorstel dat is vervat in uw aanschrijving van 12 dezer en er in bestaat aan het delgingsfonds het deposito toe te vertrouwen van de portefeuille der pen-

sioenkassen voor weduwen en weezen. In beginsel aanvaardt de beheerraad deze opdracht die deze zal zijn van een depositohouder en hij oordeelt dat dienvolgens de tekst van artikel 72 van het ontwerp van Koninklijk besluit betreffende het regiem van de pensioenen dient gewijzigd; de derde alinea zou moeten luiden als volgt : « De waarden begrepen in de huidige portefeuille van de kassen zullen worden overhandigd als deposito aan het fonds tot delging van 's lands schuld; zij zullen het voorwerp uitmaken van een bijzondere rekening in de boekhouding van bedoeld fonds ». De vierde alinea zou wegvallen daar zij geen reden van bestaan meer heeft.

Ter toepassing van deze bepaling werd er aan het Fonds een portefeuille overhandigd ten bedrage van fr. 1,057.990,992-30 voortkomende van de volgende kassen :

<i>Kassen.</i>	<i>Bedrag.</i>
Justitie	30,520,030 »
Rechterlijke Orde	29,717,190 »
Weldadigheidsinstellingen en Krankzinnigen	3,276,865 »
Binnenlandsche Zaken	69,831,412 50
Openbare Onderwijs	36,545,527 50
Gemeentelijke leeraars en onderwijzers	427,528,092 50
Officieren van het leger	20,103,504 80
Militairen van lagere rang	213,620,295 »
Buitenlandsche Zaken	8,624,377 50
Financiën	59,045,117 50
Koloniën	10,882,720 »
Loodsen	4,882,900 »
P. T. T.	88,294,660 »
Rijkswacht	55,118,300 »
	Fr. 1,057,990,992 30

De Staat neemt te zijnen laste de pensioenen verzekerd door de statuten van de kassen voor weduwen en weezen die worden ontbonden. De waarden begrepen in de portefeuille worden overhandigd aan het delgingsfonds als onherroepelijk deposito. Dit deposito mag niet worden beschouwd als zijnde een pand voor de uitvoering der verbintenissen door den Staat aangegaan ten opzichte van de weduwen en weezen zijner bedienden. Dit is het standpunt van de Regeering.

3. *Het regularisatiefonds* heeft onmiddellijk na zijn oprichting groote hoeveelheden papier moeten opnemen. Naar gelang van de behoeften heeft de Thesaurie de noodige geldmiddelen ter beschikking gesteld van het Fonds; de stortingen hiervoor bedroegen 800 millioen. Maar van de maand Juni af werd op de markt gekocht; de portefeuille van de instelling nam van maand tot maand af; wat er nog blijft vertegenwoordigt nog slechts de middelen die onmisbaar zijn om de markt in stand te houden van een binnenlandsche schuld van meer dan 31 milliarden frank.

XIV. — Het Muntfonds. — De bedrijvigheid van het Muntfonds werd in 1935 beïnvloed door drie buitengewone belangrijke feiten :

1. De afnemering van het grootste gedeelte van het beschikbare en op korten termijn verwezenlijkbare actief ten einde het Centraal Bureau van de kleine

spaarders te financieren; met als gevolg de versmelting van het eigen bezit van het Fonds met de « reserve ».

2. De overdracht op het debet van de Thesaurie van een som van 520 miljoen die verschuldigd bleef door het Delgingsfonds uit hoofde van de voorschotten van het Muntfonds, met het oog op de terugbetaling van het saldo van de leening 7 1/2 t. h. in dollar, uitgegeven in de Vereenigde Staten, waarvan de last werd overgedragen op de rekening van den Staat (Begroting voor 1930) bij de wet van 24 December 1934; deze som kan tijdelijk door het Fonds gemobiliseerd worden, daar de middelen noodig voor deze mobiliseering door de leening moeten opgebracht worden.

3. De wijzigingen van het muntstelsel hebben de ontminting en de terugtrekking verhinderd van de nikkelstukken van 10 en 20 frank; het slaan van herdenkingsmunten van 50 frank in zilver (beperkt tot 14 miljoen); de vermindering van den omloop der « Thesaurie »-biljetten met 212 miljoen, ter vergoeding van de uitgifte van stukken van 20 frank in zilver.

Wijzen wij er op dat de biljetten van 50 frank (525 miljoen), in April 1935 door den Staat overgenomen, de bedrijvigheid van het Muntfonds in 1935 niet betreffen.

Op 1 Januari 1935 bedroeg het bezit in muntpenningen (niet inbegrepen de reserve) 109,9 miljoen; de ontvangsten in 1935 bedroegen 1236,8 miljoen (nieuwe uitgaven van munt 246 miljoen; overdracht van middelen der reserve, 406 miljoen; opbrengst van den verkoop van het niet gebruikte of ontmunte metaal, 51 miljoen; overschrijving als ontvangst van de schuld overgenomen door de Thesaurie van het Delgingsfonds, 520 miljoen). Totaal : fr. 1,346,803,471-15.

De uitgaven in 1935 bedroegen 822,3 miljoen (intrekking van de nikkelmunt, 125 miljoen; van biljetten van 5 en 20 frank, 212 miljoen; kosten van aankoop van titels, 25 miljoen; stortingen aan het Centraal bureau voor de kleine spaarders, 396 miljoen).

Het saldo van muntpenningen op 31 December 1935 bedroeg dus fr. 524,475,827-44.

Vermindert men dit bedrag met de som van 520 miljoen die voorloopig onmisbaar is, dan blijft er een werkelijk beschikbaar saldo van 3,8 miljoen, hetgeen volgens de administratie een toereikend bedrijfskapitaal is voor de loopende verrichtingen van het Fonds. Dit beschikt bovendien over een belegging op zicht van 45 miljoen van de Nationale Bank en over zijn portefeuille titels (op 31 December, 106 miljoen).

De toestand van het Muntfonds in zijn geheel maakt thans het voorwerp uit van een bijzondere studie, waarvan de uitslagen zullen voorgelegd worden voor advies aan het Hoog Comité voor Financiën.

XV. — De Dienst der Munt. — Voor België : stukken van 1 frank, voor 4,475,000 frank; zilverstukken van 20 frank, voor 215 miljoen; zilverstukken van 50 frank, 14 miljoen. Voor het buitenland : voor het Groot Hertogdom Luxemburg : stukken van 1 frank in zuiver nikkel, voor 1 miljoen. Dienst van waarborg : ontvangsten hiervoor, fr. 80,414-95.

XVI. — De verdediging van den frank. — De Commissie stelde vragen over de verdediging van den frank, de rol van het Egalisatiefonds van de wissel-

koersen, den stand der vreemde kapitalen, de waarschijnlijke uitslagen van gebeurlijke muntdevalvaties in sommige buurlanden.

De antwoorden van het Bestuur kunnen aldus worden samengevat : De Nationale Bank wordt om de veertien dagen ingelicht over den stand der vreemde deviezen van de voornaamste Belgische banken door de omstandige opgave welke deze haar doen toekomen. Deze dienst werkt regelmatig. Doch deze inlichtingen zijn vertrouwelijk en de Nationale Bank is gebonden door het beroepsgeheim. De Nationale Bank volgt aandachtig de beweging van dit bezit in deviezen en past haar politiek aan bij de behoeften die zij veropenbaart. « De reserves van de Bank zijn ruim toereikend en het bestaan van een bijzonder Egalisatiefonds der deviezen is niet meer gewettigd », aldus beweert de Regeering.

De in- en uitvoer van goud geschiedt uitsluitend voor rekening van de Nationale Bank. Het Egalisatiefonds der wisselkoersen treedt nog slechts op om het verschil te verrekenen van 3 t. h. dat bestaat tusschen het bedrag waartegen het goud afgerekend wordt in den staat van de Nationale Bank (bedrag bij artikel 5 der muntwet van 30 Maart 1935 op 75 t. h. van de vroegere pariteit bepaald) en het bedrag dat tot grondslag dient voor de verrichtingen met het publiek (72 t. h. van de vroegere pariteit.)

Daags na de bekendmaking van ons nieuw muntstatuut, stroomden de kapitalen naar onze markt toe. Het hoogste peil dezer terugvloeiingen werd bereikt op 23 Juni jl. Op dien datum raamde men op ongeveer 4 milliarden het totaal der naar België uitgeweken kapitalen.

Vanaf einde Juni doet zich een trage en bezadigde terugloop voor. Thans schijnt dit bedrag tot ongeveer 2,5 milliarden teruggekeerd te zijn.

« Het is onmogelijk de weerslagen van een gebeurlijke devaluatie van den Franschen frank of van den gulden te ramen, doch met deze gebeurlijkheid wordt rekening gehouden in de muntpolitiek van het land : *het Egalisatiefonds der wisselkoersen is onaangetast*, en het goudincasso van de Nationale Bank dat op de weekstaten voorkomt steeg van 14,1 milliarden op 11 April 1935 tot 17,2 milliarden op 26 December 1935. Deze toestand stelt het Instituut van uitgifte in staat op elk oogenblik de weerslagen af te weren van de muntmaatregelen die in het buitenland zouden genomen worden.

XVII. — Aan- en afvoer van goud. — Bijzondere vragen werden gesteld over den aan- en afvoer van goud, tusschen 31 Maart 1935 en 31 December.

Het onderzoek van de weekstaten van de Nationale Bank laat toe de beweging te volgen. Op 31 Maart bedroeg het goudincasso der Bank 11 milliarden gedevalveerde franken. Tijdens de volgende weken en tot 20 Juni stijgende toevloed van deviezen; op 20 Juni bereikte men 18 milliarden.

De aangroei bedroeg 6,8 milliarden. Deze aangroei overschreed aanzienlijk de massa afgevoerd goud vóór de devaluatie vastgesteld; het vertegenwoordigt gedeeltelijk de vreemde kapitalen die in België een toevlucht komen zoeken en ook sommige Belgische kapitalen doorgaans in het buitenland aangewend.

In den loop der volgende maanden daalt de curve met wisselenden aanvoer en afvoer :

	<i>Aanvoer.</i>	<i>Afvoer.</i>
Van 20 Juni tot 11 Juli 1935 fr.	—	—
Van 11 tot 17 Juli 1935	—	289,014,000
Van 17 Juli tot 8 Augustus 1935	59,344,000	—
Van 8 tot 13 Augustus 1935	—	224,054,000
Van 13 Augustus tot 12 September 1935	12,669,000	—
Van 12 September tot 17 October	—	543,020,000
Van 17 October tot 14 November	292,838,000	—
Van 14 November tot 5 December	—	168,106,000
Van 5 tot 12 December	245,500,000	—
Van 12 tot 19 December	—	125,240,000
Van 19 tot 25 December	3,632,000	—
	—	25,928,000
Totaal . fr.	613,983,000	1,375,362,000
	=====	=====

Op 25 December was er dus netto voor 1,375 miljoen min 613 miljoen goud zegge 762 miljoen uitgegeven, hetgeen volgens de financieele deskundigen, gedeeltelijk vreemde en gedeeltelijk Belgische kapitalen vertegenwoordigt, die men zoekt te beleggen in het buitenland. Men verzekert dat deze beweging niet overdreven is; men moet verwachten dat zij gedurende een zekeren tijd zal voortduren.

XVIII. — Toeneming van den geldomloop. — De geldomloop steeg van 18.9 milliarden op 31 Maart 1935 tot 20.9 milliarden op 31 December. Hetzij een vermeerdering van 1.9 milliard.

Alles bij elkaar genomen blijkt deze toeneming betrekkelijk gematigd, wanneer men in aanmerking neemt dat de prijs van het goud gestegen is met 39 t. h.

Ofschoon haar bedrijvigheid werd tegengewerkt door den toevloed van deviezen en de grootere snelheid van den omloop tengevolge van de verruiming der zaken, is de Nationale Bank er in geslaagd den financieelen omloop in ruime mate te beheerschen. Zij kon dit doen dank zij drie factoren : een ruime vermindering van haar disconteerings en voorschotten op titels; de betrekkelijk gematigde verhooging der prijzen, die op 31 December 24.8 t. h. bedroeg voor het index der groothandelsprijzen, en 10.1 t. h. voor dit der kleinhandelsprijzen; de gedeeltelijke terugvloeiing der kapitalen die tusschen 31 Maart en 20 Juni overvloedig terugkeerden.

XIX. — Thesaurisatie. — Ten einde den Senaat toe te laten zich een gedachte te vormen van de gethesauriseerde kapitalen in bankbiljetten, geven wij den omloop op 31 Maart en 31 December.

Op 31 Maart was er in omloop : 1,150 miljoen in biljetten van 10,000 frank; 9,372 miljoen in biljetten van 1,000 frank; 8,450 miljoen in kleinere biljetten.

Op 31 December bedroegen deze cijfers : 2,124 miljoen in biljetten van 10,000 frank; 10,113 miljoen in biljetten van 1,000 frank; 8,695 miljoen in kleinere biljetten.

Eenieder weet dat het biljet van 10,000 frank een betaalmiddel is dat slechts in geringe mate door het publiek wordt gebruikt; het wordt verkozen door de groote oppotters van biljetten. Doch het publiek thesauriseert ook talrijke biljetten van 1,000 frank.

De overdreven thesaurisatie in goud of in biljetten is een kwaal voor de nationale economie. Sedert enkele maanden schijnt het wel dat sommige opgepotte kapitalen werden belegd in zakelijke waarden en wel in gebouwen; andere werden gedeponneerd in de banken en bij de Spaarkas; andere nog keerden naar de Beurs terug. Zoo deze neigingen in de volgende maanden mochten toenemen, zou de heropleving daardoor veld winnen. De Regeering moet alles in het werk stellen om deze strooming aan te moedigen met meer en meer vertrouwen in te boezemen door de wijsheid en de voorzichtigheid van haar beleid.

XX. — De Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid en de A.N.I.C. — De Commissie heeft inlichtingen gevraagd over de respectieve aandelen van den landbouw, den handel en de nijverheid op 31 December 1935. Ziehier bondig deze inlichtingen :

A.N.I.C. en Spoorwegen. — Toegelaten en verrichte tegemoetkomingen; op een totaal van 1,336 miljoen, hebben 17.1 miljoen gediend voor landbouwbedrijven, 395.4 miljoen voor handelsondernemingen en 923.6 miljoen voor nijverheidsbedrijven. De terugbetalingen bedroegen 489.9 miljoen : 17.1 landbouw; 259 handel; 212.8 nijverheid. Zoodat op 31 December nog 846.3 miljoen vastgelegd waren : nul voor den landbouw; 135.5 voor den handel en 710.8 miljoen voor de nijverheid. Van die 846.3 miljoen worden 778 miljoen beleend met titels van de A.N.I.C. en 68 miljoen met Spoorwegtitels.

Koninklijk besluit van 1 Augustus 1934. — Maximum 2 milliarden. Toegelaten en verrichte overnemingen : 1,873 miljoen in het totaal : 54 miljoen voor den landbouw; 157,8 miljoen voor den handel en 1,661 miljoen voor de nijverheid. De terugbetalingen bedroegen slechts 70,4 miljoen in het geheel : 54 miljoen voor den landbouw, 1 miljoen voor den handel en 15,3 miljoen voor de nijverheid. Op 31 December bleven 1,802 miljoen vastgelegd : nul voor den landbouw, 156.8 voor den handel en 1.646 miljoen voor de nijverheid. (500 miljoen.)

Koninklijke besluiten van 18 Maart en van 7 Juni. — Loopend op 31 December, 42.4 miljoen : nul voor den landbouw; 1.2 miljoen voor den handel; 41.2 miljoen voor de nijverheid.

Totalen : Toegelaten en verrichte tegemoetkomingen en overnemingen :

3,252 miljoen, 71 miljoen voor den landbouw; 554 voor den handel; 2,626 miljoen voor de nijverheid. Respectieve terugbetalingen : 560 miljoen : 71: 261; 228. Loopend op 31 December 1935 : 2,691 miljoen in het totaal : nul voor den landbouw, 293 miljoen voor den handel en 2,398 miljoen voor de nijverheid.

Ondervraagd over het geringe aandeel van den landbouw, antwoordde het bestuur : « Wat het aandeel van den landbouw betreft, dient te worden opgemerkt dat de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid niet gelast is toelagen te verdeelen, doch wel organismen te helpen die wegens de economische crisis in een moeilijken toestand verkeerden, in de mate waarin deze organismen zelf de hulp vanwege de openbare besturen aanvragen. Al de aanvragen werden met dezelfde onpartijdigheid onderzocht. »

De Commissie herhaalt het advies door den heer Dierckx aangehaald in zijn verslag over de Openbare Schuld : Waar de Staat geldelijke tusschenkomst toestaat door bemiddeling van verschillende organismen, moeten deze laatste

bij gelegenheid zooveel mogelijk maatregelen van saneering en aanpassing aan de huidige economische omstandigheden opleggen. Zonder de vervulling van deze opdracht, gevergd door de bezorgdheid van het algemeen belang, stelt de Staat er zich aan bloot dat zijn tusschenkomsten de beslissende oorzaak zouden worden van sommige vroegere dwalingen, die men moet trachten te vermijden.

Vraag : Waarom werd het half milliard van de titels der Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen, uitgegeven overeenkomstig het besluit 145 van 18 Maart 1935, gehandhaafd terwijl het einde 1935 niet meer betaalbaar was ?

Antwoord : Hoewel het bedrag der verrichtingen gewaarborgd bij middel van deze titels op 31 December 1935 slechts 68,040,000 frank bereikt, schijnt het voorbarig er aan te denken de tusschenkomstmogelijkheden van de schatkist ten bate van de Belgische economie in te krimpen, door het bedrag der titels die kunnen neergelegd worden als waarborg voor goed verloop van kredietverrichtingen te verminderen.

XXI. — Het Herschattingsfonds. — Hoe was de toestand op 31 December 1935? Hij was als volgt, volgens een mededeeling van de Schatkist begin Februari : Opbrengst van de herschatting, 3,750 miljoen, terugbetaling aan de Nationale Bank, 345 miljoen; storting aan het Groot-Hertogdom, 133 miljoen; Egalisatiefonds der wisselkoersen, 1,125 miljoen; Regularisatiefonds der renten, 800 miljoen. Zegge een totaal van 2,403 miljoen. Beschikbaar saldo : 1,327 miljoen.

Van dit saldo blijven 200 miljoen geblokkeerd ten bate van het Rentenfonds (waarvan de dotatie 1 milliard bedraagt).

De Schatkist had dus op 31 December 1935 al de afnemingen, door haar, op dit saldo voor haar loopende behoeften gedaan, weder samengebracht.

Op een vraag antwoordt de Regeering : « de verhoogingen van het activa ontstaan uit de herschatting moeten als begrootingsontvangst ingeschreven worden. Dit bezit is dus geen bijzonder fonds aan de regelen van eigen beheer onderworpen. In feite maakt het een *onderafdeeling uit van de Portefeuille der Schatkist*, en wordt zooals het overige bezit van de portefeuille door de Thesaurie beheerd. »

Krachtens artikel 5 der muntwet van 30 Maart 1935, ligt het in de bevoegdheid van den Koning de benutting van de opbrengst der herschatting te regelen.

Het Egalisatiefonds der wisselkoersen werd gesticht bij koninklijk besluit van 3 April 1935. Het wordt beheerd door de Nationale Bank. Dit fonds wordt gestijfd door afnemingen door den Minister van Financiën op de opbrengst der herschatting van het goudincasso der Nationale Bank : thans 1,125 miljoen. Dit fonds doet de volgende verrichtingen : koop en verkoop van aangemunt goud of goud in staven; koop en verkoop van vreemde deviezen. Bij de vereffening van het Fonds zal het bestaande activa terug overgaan naar de Schatkist.

Volgens de verklaring van den Eerste-Minister in de Kamer op 19 December 1935, moest dit fonds nog niet in werking treden; het heeft gediend door zijn bloote aanwezigheid. Volgens de verklaring van den Minister van Financiën in den Senaat in Februari 1936 is dit Fonds nog altijd gaaf.

Het regularisatiefonds voor de rentenmarkt werd gesticht bij koninklijk besluit van 11 Mei 1935. Het wordt beheerd door het Delgingsfonds van de Openbare Schuld. Dit fonds is voorzien van « een dotatie » van 1 milliard frank, af te nemen door den Minister van Financiën naar gelang van de behoeften op de opbrengst van de herschatting van den goudvoorraad en van de deviezen der Nationale Bank. Het fonds kan over middelen beschikken om om 't even welke titels te koopen waarvan de dienst of de waarborg ten laste valt van den Staat; het kan alle verrichtingen doen betreffende deze titels. De sommen die niet meer noodig zullen zijn voor de werking van het Fonds zullen terugkeeren naar de Thesaurie; hetzelfde zal gebeuren in geval van liquidatie. De inkomsten van het Fonds worden toegekend niet aan het Delgingsfonds maar aan de Thesaurie.

Het Fonds is sedert tien maanden in volle werking. De beknopte uiteenzetting van zijn pogingen vindt men in het hoofdstuk gewijd aan het Delgingsfonds van 's Lands schuld.

De storting van 133 millioen aan het Groot Hertogdom Luxemburg gaf tot geen kritiek aanleiding. Het is het aandeel van onze mede-contractanten van het Economisch Verbond.

De vervroegde terugbetaling van een gedeelte van het saldo der staatsschuld aan de Nationale Bank voortvloeiende uit de intrekking van de marken, was tot in den laatsten tijd geregeld door de overeenkomst van 17 October 1930. Krachtens de bepalingen van artikel 2 was dit saldo terugbetaalbaar in achttien stijgende annuïteiten, gaande van 21,7 tot 125 millioen. In feite werd de overeenkomst sedert 1934 niet meer uitgevoerd omdat de Deutsche Regeering gedeeltelijk was tekortgekomen aan de verbintenis voorzien in de inleiding van dit akkoord; in dit geval was de Belgische Regeering niet verplicht de annuïteit aan de Bank te betalen; nochtans was de overeenkomst niet geschorst en de schuld bleef bestaan zooals ook de Deutsche schuld bleef bestaan.

In rechte was er dus niets dat de Belgische Regeering verplichtte haar schuld aan de Bank te betalen door middel van het revalorisatiefonds.

Daarover ondervraagd antwoordt de Minister : « Op het oogenblik dat de Nationale Bank ten gunste van den Staat afstand deed van de winst der herschatting van haar bezit, leek het billijk een aanzienlijke delging te verwezenlijken van het saldo der schuld voortvloeiende uit de intrekking van de marken. De financieele toestand van de bank van uitgifte was daardoor des te meer verstevigd en bovendien zijn de toekomstige begrotingen daardoor verlicht omdat de jaarlijksche terugbetalingen een einde hebben genomen. »

De Regeering heeft zich niet beperkt tot deze terugbetaling van 345 millioen. Zij heeft in werkelijkheid 869.9 millioen terugbetaald, waardoor haar schuld ten opzichte van de bank is geslonken tot 500 millioen. Het verschil spruit voort uit het feit dat de Regeering die voor rekening van den Staat het bedrag der bankbiljetten van 50 frank (525 millioen) had overgenomen, deze som aan de Bank heeft gegeven.

Het saldo van de staatsschuld, die aldus daalt tot 500 millioen, zal niet gedelgd worden vóór 31 December 1952, op welken datum het voorrecht van de Bank vervalt.

BESTUUR DER RECHTSTREEKSCHER BELASTINGEN.

I. — Het krediet voor den dienst in de provincie in 1936, dat oorspronkelijk 74,237,404 frank bedroeg, werd opgevoerd tot 74,389,904 frank bij amendement ingediend ten gevolge van de verhooging der prijzen van de forfaitaire biljetten afgeleverd door de Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

De begroting voor 1936 voorziet 83,813,405 frank. Verhooging : 9,423,501 fr. Waarom ?

Deze verhooging is toe te schrijven vooral aan de aanpassing der wedden van de ambtenaren en de bedienden ten gevolge van de stijging van het indexcijfer. Zij spruit bovendien voort uit wijzigingen toegebracht aan de weddenscalen der technische bedienden, schrijvers, sectie-oversten en klerken der belastingen (koninklijk besluit van 12 Juni 1935). De verhooging is ook voor een bedrag van 400,000 frank te wijten aan het krediet dat werd voorzien voor de bezoldiging der aangenomen klerken die een kosteloze stage van één jaar hebben gedaan in de belastingkantoren. Ten slotte wordt er een bedrag van 1,500,000 frank voorzien voor de terugbetaling van de moratoire interesten op ten onrechte geheven belastingen.

Personeel. — Bij het *hoofdbestuur der rechtstreeksche belastingen* is de getalsterkte van het personeel dezelfde gebleven als in 1935, dus 33 voor het technisch personeel en 21 voor het hulppersoneel.

In de buitendiensten is het technisch personeel dat in 1935, 1601 bedienden telde, in 1936 gestegen tot 1607; het hulppersoneel telde verleden jaar 1,651 bedienden en dit jaar nog slechts 1,629 : vermindering met 22 eenheden. Maar deze leemten zullen in den loop van 1936 worden aangevuld, na den wervingswedstrijd.

Het aantal buitengewone bedienden dat in 1935, 42 bedroeg, is in 1936 gedaald op 40. Men voorziet dat in 1936, 150 aangenomen klerken zullen moeten bezoldigd worden.

Materieel. — Het krediet voorzien voor het materieel bedroeg in 1935, 5,100,550 frank. Voor 1936 bedraagt het 5,212,322 frank. De verhooging is te wijten aan de stijging van het krediet voorzien voor de uitgaven wegens het huren van gebouwen betrokken door de diensten van belastingen.

II. — Wijzigingen in de wetgeving. — Zooals het geval was voor de wijzigingen in 1934 toegebracht aan de wetten op de rechtstreeksche belastingen, werden de wijzigingen door deze wetten ondergaan in 1935 gerangschikt in drie reeksen volgens het nagestreefde doel : toestaan van verlichtingen aan lastenbetalers die bijzonder door de crisis werden getroffen; meer billijke verdeling van de fiscale lasten; maatregelen ter bevordering van de politiek voor economische en financiële heropbeuring aangenomen door de regering.

A. — VERLICHTINGEN.

1. *Grondbelasting.* — a) Vermindering voor het dienstjaar 1935 van 2 t. h. op de bedragen der grondbelasting (besluit van 15 Mei); b) omzetting in een recht voor den belastingbetaler van de mogelijkheid van een kwijtschelding of een vermindering van grondbelasting te bekomen indien het verschil tusschen het kadastrale inkomen van de vaste goederen en hun werkelijk

inkomen gedurende het jaar van den aanslag minstens 10 t. h. bereikt van het werkelijk jaarlijksch inkomen (besluit van 27 September).

2. *Mobiliënbelasting.* — a) Verlaging van 10 op 2 t. h., mits de belasting worde gedragen door den schuldenaar, van het bedrag der belasting voor de inkomsten van leeningen en van deposito's toevertrouwd aan vennootschappen met rechtspersoonlijkheid wier bedrijvigheid zich beperkt tot hypotheaire leeningen op vaste goederen gelegen in België en tot bijkomende verrichtingen (besluit van 28 Januari), ofwel op schepen en booten ingeschreven bij de bewaring der hypotheeken te Antwerpen en bijkomende verrichtingen (besluit van 27 Februari), of op vaste goederen gelegen in Belgisch-Congo en in de gebieden onder Belgisch mandaat, alsmede bijkomende verrichtingen, bijaldien deze maatschappijen er in toestemmen in de voorwaarden bepaald door den Minister van Koloniën den rentevoet van hypotheaire leeningen te verlagen en hun verrichtingen te laten controleeren (besluit van 13 Juni); b) Vrijstelling van de belasting voor de interesten der sommen toevertrouwd aan de Deposito- en Consignatiekas (besluit van 18 Maart).

3. *Nationale Crisisbelasting.* — Vaststelling van de belasting op een bedrag van 1 1/2 t. h. voor de woningen toebehoorende aan bouwmaatschappijen, aangenomen door de Nationale Maatschappij voor Goedkoope Woningen, of door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas (besluit van 27 September).

4. *Belasting op het mobilair.* — Afschaffing van deze belasting, behalve voor de aanslagen loopende over de dienstjaren voor 1935 (besluit van 22 Februari).

5. *Bijzondere belasting op de buitengewone winsten verwezenlijkt naar aanleiding van de continueeringsmaatregelen.* — Afschaffing van deze belasting van af het dienstjaar 1935 (besluit van 27 September).

6. *Belasting op de voorstellingen.* — Vrijstelling van deze belasting voor de voorstellingen van music-halls en circussen (besluit van 22 Februari).

B. — MEER BILLIJKE VERDEELING VAN DE FISCALE LASTEN.

1. *Bedrijfsbelasting.* — a) Vaststelling van een forfaitair bedrag voor de schippers volgens de tonnemaat van hun schepen gerangschikt in verschillende categorieën (besluit van 15 Mei); vaststelling van een nieuw regime voor het aftrekken van reeds betaalde belastingen zooals wordt voorzien bij artikel 52 der samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen, wanneer dezelfde inkomsten aanleiding geven tot een nieuwen aanslag in het hoofd van denzelfden lastenbetaler (besluit van 27 September). Bij dit laatste besluit werd de termijn verlengd voor het vestigen der ontdoken belastingen alsmede de termijn voor het indienen van klachten tegen overtakseeringen voortvloeiende uit stoffelijke vergissingen te wijten aan een bediende van het bestuur of uit een dubbele aanrekening.

2. *Aanvullende personeele belasting.* — Er werd afgezien van het indiciair stelsel om het te vervangen door een regime van personeele belasting gesteund op de globale inkomsten van den lastenbetaler na aftrek van de lasten die zijn goederen of zijn inkomsten bezwaren, ten einde hem alleen te treffen in zijn belastingsvermogen (besluit van 22 Februari).

3. *Nationale crisisbelasting.* — Heffing van de belasting volgens dezelfde bedragen voor de bedienden van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, ten gevolge van het in overeenstemming brengen van hun bezoldiging (besluit van 27 September).

4. *Rijbelasting op de autovoertuigen.* — Afschaffing van de vrijstelling verleend aan de voertuigen die erkend worden als zijnde van Belgische fabricage of van Belgischen oorsprong en nieuw gekocht van af 1 Januari 1935 (besluit van 27 September).

5. *Belasting op spelen en weddenschappen.* — Vaststelling op 6 t. h. van den aanslagvoet der belasting voor de sommen belegd in de weddenschappen op paardenrennen, die worden toegelaten binnen de omheining van behoorlijk toegelaten renbanen, behalve wanneer deze sommen naar den totalisator van bedoelde renbaan worden overgedragen door agentschappen en bijhuizen die door den Minister van Financiën speciaal zijn aangenomen (besluit van 27 September).

C. — MAATREGELLEN TER BEVORDERING VAN DE ECONOMISCHE OF FINANCIËELE HEROPBEURING.

1. Onderwerping aan de *mobiliënbelasting* van 5 t. h. onder zekere voorwaarden, van de inkomsten van de nominale titels overhandigd aan de deponenten van de instellingen die de tusschen-

komst van het Centraal Bureau voor de kleine spaarders hebben bekomen, als geheele of gedeeltelijke tegenwaarde van hun spaargelden, op den datum vastgesteld door bedoeld bureau (besluit van 27 Februari).

2. Vrijstelling van de *bedrijfsbelasting* voor de jaarlijksche dotatiën van de fondsen opgericht door de instellingen die de tussenkomst van het Centraal Bureau voor de kleine spaarders hebben bekomen, met het oog op de aflossing van de titels uitgegeven door bedoelde instellingen, zelfs indien deze dotatie wordt afgenomen op de netto-winsten (besluit van 27 Februari). Het koninklijk besluit van 27 September 1935 heeft deze vrijstelling uitgebreid tot de gecontroleerde of aanverwante instellingen in verhouding tot hun deelneming in bedoeld delgingsfonds, zooals deze deelneming vast wordt bepaald in de overeenkomsten gesloten tussen partijen en goedgekeurd door voormeld Bureau.

3. *Centrale kas voor het klein beroepskrediet*. — Toepassing van af de oprichting van dezen dienst van de vrijstelling van de bedrijfsbelasting en van de Nationale crisisbelasting naar rato van de jaarlijksche overschotten van haar actief, zooals wordt voorzien bij het koninklijk besluit van 19 October 1934 (besluit van 15 Mei).

4. Weder invoering van de tijdelijke kwijschelding van *grondbelasting* voor de nieuwe woningen die de te dien einde vereischte voorwaarden vervullen en waarvan het bouwen werd aangevat van af 30 Juni 1935 (besluit van 11 Augustus).

5. Gelijktelling van de *personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid* met de vennootschappen op aandelen voor de toepassing der samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen (besluit van 9 September).

De vermindering te rekenen van het dienstjaar 1936, van twee maanden op vijftien dagen van den termijn voor de betaling der rechtstreeksche belastingen voor dewelke de waarschuwingsuittreksels worden afgeleverd aan de lastenbetalers gedurende het tweede jaar van het boekjaar, is gewettigd door de bezorgdheid niet in ruimere mate de gunst uit te breiden welke de betrokkenen reeds hebben genoten door het feit dat zij niet verplicht zijn geworden hun belastingen te betalen in den loop van het dienstjaar waarop zij betrekking hebben. Een dergelijke maatregel was voorzien bij artikel 2 der wet van 30 December 1932, die den termijn voor de betaling van de rechtstreeksche belastingen, welke niet werden geïnd door afhoudingen verbonden aan het dienstjaar 1932, alsmede voor de navordering van rechten op vroegere dienstjaren, heeft verlaagd van twee tot één maand.

III. — Ontlastingen. — Het totaal der ontlastingen, aangeduid bij de vorige afdeeling (verlichtingen), vertegenwoordigt voor het dienstjaar 1935 :

Grondbelasting, 120 millioen; belasting op het mobilair, 21,500,000 frank; bijzondere taxe op de buitengewone winsten verwezenlijkt ingevolge de maatregelen van contingentering, 10 millioen; taxe op de vertooningen, 500,000 frank.

Betreffende de onrechtstreeksche ontlasting voortvloeiende uit de verlaging der koopkracht van den frank sedert de devaluatie, ontbreekt thans elk beslist gegeven om het juist te ramen.

IV. — De opbrengst van de rechtstreeksche belastingen van het dienstjaar 1934 (met inbegrip van het aandeel der provinciën en der gemeenten en den opdecim) bedraagt op 31 October 1935, datum der afsluiting van het dienstjaar, 3,040 millioen, zegge 17 millioen minder dan de begrootingsraming.

Wat het dienstjaar 1935 betreft, laten de feiten verworven op 31 December 1935 toe de totale opbrengst van het dienstjaar te ramen op 2,875 1/2 millioen, waarvan 2,647 millioen waarschijnlijk zullen geïnd zijn op 30 September 1936, datum der afsluiting. Men had 2,914 millioen voorzien; er zal dus waarschijnlijk een mindere opbrengst zijn van 267 millioen; zij zou voor een groot deel te wijten zijn aan de vermindering met 2 t. h. van het bedrag van de grondbelasting.

De ramingen voor 1936 bedragen 3,047,500,000 frank.

In den loop van het jaar 1935 bereikten de *invorderingen* 3,386 1/2 miljoen. Deze invorderingen blijven 167 1/2 miljoen lager dan die van het jaar 1934 (3,554 miljoen). Deze vermindering is te verklaren door het feit dat de ontlastingen, voorzien bij besluit van 22 Augustus 1934, slechts gedurende een gedeelte van het jaar 1934 werden toegepast, terwijl zij golden gedurende gansch het jaar 1935; aan die reden van mindere opbrengst past het de vermindering toe te voegen van 2 t. h. van de grondbelasting, alsook den ongunstigen weerslag op de inningen van dit dienstjaar uitgeoefend door de laattijdige uitdeeling der aanslagbrieven van de overige belastingen op het inkomen (gevolgen der wijzigingen door het besluit van 22 Februari 1935 ingevoerd).

De werken van uitdeeling, inzameling en nazicht van deze aanslagbiljetten betreffende het dienstjaar 1935, vorderen niettemin als volgt : op 863,000 uitgedeelde aanslagbiljetten, waren er 775,000 terug binnengekomen op 31 December; van dit aantal waren er 558,000 nagezien op dien datum. Brengen wij in herinnering dat op 31 December 1934 deze cijfers onderscheidenlijk 825,000, 773,000 en 676,000 bedroegen.

Van de 558,000 onderzochte aanslagbiljetten voor het dienstjaar 1935, gaven er 61,000 aanleiding tot verhooging van belastbare elementen van ten minste 2,000 frank. (In 1934, 101,000 op 850,000).

V. — Invordering van de achterstallige belastingen. — Op 31 December 1934 bleven er, alle opcentiemen inbegrepen, 997 miljoen in te vorderen op de belastingen tot dien datum voor de dienstjaren 1934 en voorgaande op de rol gebracht.

Anderdeels bereikten de rollen voor het dienstjaar 1934 ter invordering gesteld van 1 Januari tot 31 October 1935 (datum der afsluiting van het dienstjaar) 459 miljoen, en de op de rol gebrachte belastingen, waarvan de ontvangers der belastingen de inning moesten verzekeren voor de dienstjaren 1934 en vroegere, na 31 December 1934, 1,456 miljoen.

Van dit bedrag werden 835 miljoen vrijgesteld, verlaagd of aangenomen als niet invorderbare bedragen gedurende de eerste tien maanden van het jaar 1935. Aldus beliep het achterstal op 31 October 1935, 621 miljoen.

Deze 621 miljoen omvatten 335 miljoen die tijdelijk hangende zijn, ingevolge niet vervallen betaaltermijnen, toegekende uitstellen van betaling, faillissementen, beslagleggingen, klachten, verhaal in beroep of in verbreking, verzet tegen achtervolging, enz. Zij tellen ook 49 miljoen van vermoede niet invorderbare bedragen, nog niet als ontlasting aangenomen. Zoodat de onmiddellijk niet invorderbare achterstallen op 31 October 1935 feitelijk nog slechts 237 miljoen voor de dienstjaren 1934 en vroegere bereikten.

Op 31 October 1934 bedroeg de achterstal voor de dienstjaren 1933 en voorgaande 234 miljoen en op 31 October 1933, 231 miljoen. Men zou zeggen een onveranderlijke grootheid.

VI. — Aanvullende personeele belasting. — Het besluit van 22 Februari (n^r 101), toepasselijk vanaf het dienstjaar 1935, heeft geheel de structuur van de aanvullende personeele belasting gewijzigd, waar deze berustte op het vermoedelijk inkomen bepaald in verband met vijf indiciën en op sommige gekende inkomsten wier opsporing geen bijzonder onderzoek vergde.

Voortaan houdt men zich aan het regime van personeele belasting, berustend op de onderscheiden globale inkomsten van den belastingplichtige, mits

afhouding van de lasten die slaan op zijn goederen of zijn inkomsten, om slechts de werkelijke bijdragende mogelijkheden te treffen.

De op 31 December 1935 verworven uitslagen schijnen het vooruitzicht van 207,5 miljoen te moeten bevestigen. Op dien datum bereikten de rollen 145 miljoen, zoodat er nog 62,5 miljoen op de rol moest gebracht worden.

De inning van deze belasting geschiedde normaal. De rollen eischbaar geworden op 31 December (100 miljoen) werden op dien datum ingevorderd ten beloope van 91 miljoen, zijnde meer dan de negen tienden. Daaruit volgt dat het mogelijk tekort bij het sluiten van het dienstjaar de som van 15 miljoen niet schijnt te zullen overschrijden, waarvan rekening gehouden werd om de raming der inkomsten op de begrooting voor het dienstjaar 1935 ingeschreven, op 192 1/2 miljoen te bepalen, waarop men aldus thans kan steunen.

Voor het dienstjaar 1936 ontbreekt nog elk afdoend gegeven om te oordeelen of de verhooging met 1/8 in vergelijking met de raming van het dienstjaar 1935 overwogen om de waarschijnlijke ontvangst op de begrooting ingeschreven op 217 1/2 miljoen te bepalen al dan niet aan de werkelijkheid zal beantwoorden. Het past te wachten.

Een lid stelde de volgende vraag : zal de wederinvoering van de belasting op het werkelijk globaal inkomen de houders van kapitalen niet aanzetten deze naar het buitenland te doen uitwijken ?

Antwoord : Voor de toepassing van de nieuwe belasting werd elke inkwisitiemaatregel afgeweerd. Wat betreft de niet gekende inkomsten en namelijk de inkomsten van de roerende waarden, geschiedt het nazicht der aangiften op onrechtstreeksche wijze met inachtneming onder meer van de levenswijze van den belastingplichtige. Wanneer de zichtbare uitgaven van dezen klaarblijkelijk het aangegeven globaal inkomen overtreffen, kan de controleur na den betrokkene gehoord te hebben, ambtshalve belasten op een hooger inkomen dan het aangegevene. In beginsel kan de belasting zooals zij is opgevat dus de kapitalen niet doen vluchten, zij maakt niettemin het nazicht der aangiften mogelijk. De ondervinding van het stelsel zal uitmaken wat zij in de praktijk waard is. Het is te vroeg om een meening in dit opzicht te uiten.

Verschillende leden der Commissie hebben de meening te kennen gegeven dat de opbrengst van de nieuwe belasting bespottelijk zou zijn.

Daarop antwoordt het bestuur : De hervorming had hoofdzakelijk voor doel de personeele belasting beter aan te passen in den zin eener vereenvoudiging en een meer billijke verdeling. Het past evenwel het einde af te wachten van de aanslagverrichtingen voor 1935 om te kunnen oordeelen over de werkelijke rendeeing van de belasting tijdens het eerste jaar harer toepassing.

Verschillende leden beweren dat de toepassing van de nieuwe belasting duizenden en meer belastingschuldigen gaat treffen en niet noodzakelijk de meest geoe.

Daarop antwoordt het bestuur : Gelet op de ruime vrijstellingen aan de basis, mag men zeggen dat de personeele belasting slechts betrekkelijk gegoede personen treft; aldus in de gemeenten met 30,000 inwoners en meer, is een gehuwde belastingschuldige met drie kinderen ten laste slechts aan belasting onderhevig zoo zijn globaal netto- inkomen 32,000 frank overschrijdt. Bovendien is de aanvankelijke voet zeer gematigd (1 t. h.).

Andere leden doen opmerken dat de vrijstelling waarvan sommige titels genieten (obligaties der Belgische Spoorwegen onder meer) volstaat om de wet volledig te ontzenuwen.

Het Bestuur geeft toe dat deze vrijstelling een voelbaren invloed zal uitoefenen op de rendeeering van deze belasting.

Men deed opmerken : de grondbelasting werd niet bepaald volgens het werkelijk inkomen van de goederen doch mits een forfaitairen aanslag, zoodat, wanneer zij moet worden berekend voor de supertaxe, het onevenwicht nog wordt verscherpt.

Antwoord van de regeering : Het is het werkelijk inkomen der eigendommen dat in aanmerking komt wanneer dit werkelijk inkomen bestaat, dat wil zeggen wanneer de eigendommen in huur worden gegeven. Het kadastraal inkomen komt slechts in aanmerking voor de goederen door hun eigenaar betrokken of geëxploiteerd.

VII. — Mobiliënbelasting. — In 1932 bracht deze belasting 675 miljoen aan de bron op en 118 miljoen voor de rollen (opdecime inbegrepen); in 1933 onderscheidenlijk 505.5 en 104.5 Dillioen; in 1934, 508.5 en 92.5 miljoen; in 1935 einde December 400 en 32.5 miljoen; de vermoedelijke opbrengst zal 505 miljoen bedragen. (Ramingen der begrooting : 483.5 miljoen).

Wat betreft het dienstjaar 1936, bedraagt de raming 552.5 miljoen, zegge vergeleken met de vermoedelijke opbrengst in 1935 een accres van 47.5 miljoen. Deze verhooging is te wijten aan de verbetering vastgesteld in den economischen toestand; deze was vooral opvallend in den loop de laatste vier maanden van 1935, zoodat de raming der inkomsten op 505 miljoen thans voor 1935 voorzien, met 30 miljoen die van 475 miljoen overschrijdt voorzien door het Bestuur op grond van de uitslagen op 31 Augustus jl. berekend.

Toepassing van artikel 3 der wet van 23 Juli 1932. — Dit artikel voorzag een vermindering met 15 tot 2 t. h. van het bedrag in hoofdsom van de mobiliënbelasting op de werkelijke inkomsten van leeningen toegestaan vanaf 1 Juli 1932 aan landbouw- industrie- of handelsbedrijven, welke hun zetel in België hebben, zoo het blijkt dat de leeningen vooral voor doel hebben werk te verschaffen aan Belgische arbeidskrachten of uitvoerverrichtingen toe te laten.

De aanvragen om vermindering welke 21 bedroegen bij de verschijning van ons verslag in 1934, zijn gestegen tot 28 het volgende jaar en bereiken thans 35. De groote meerderheid daarvan werd verworpen. Het aantal ingewilligde vragen bedraagt 9. Wij brengen in herinnering dat de leeningen die zij hebben aangegaan voor doel hadden de uitvoering van werken waarbij arbeiders en bedienden (thans 14,500) werden te werk gesteld, ofwel de voortzetting van de vervaardiging van producten grootendeels voor den uitvoer bestemd.

VIII. — Bedrijfsbelasting. — Opbrengst van het dienstjaar 1932 : 695 miljoen ; 1933, 549 miljoen ; 1934, 473 1/2 miljoen (199 1/2 miljoen aan de bron, 274 voor de rollen).

Voor het dienstjaar 1935 bracht de belasting op 31 December 1935, 286,5 miljoen op (153 aan de bron, 133,5 voor de rollen). Te oordeelen naar deze cijfers mag men de opbrengst voor het heele dienstjaar ramen op 460 miljoen

(215 aan de bron, 245 voor de rollen). Op te merken valt dat zoo het eerste dezer cijfers 15.5 miljoen meer bedraagt dan voor het dienstjaar 1934, het tweede daarentegen een vermindering van 29 miljoen boekt. Volgens het bestuur is dit te wijten aan het feit dat de winsten van nijverheid, handel en landbouw en de winsten der vrije beroepen, betrekkingen of ambten, op de rol aan te slaan voor 1935, voor diegene gelden welke in 1934 werden gemaakt; het dienstjaar 1935 mag dus, op dit gebied, het voordeel niet genieten van de verbetering van den economischen toestand gedurende het laatste halfjaar van 1935 vastgesteld.

De invorderingen voor het dienstjaar 1935 kunnen worden geraamd op 420 miljoen, zegge een vermindering met 100 miljoen op de ramingen (520 miljoen).

Voor het dienstjaar 1936 bedraagt de raming 562,5 miljoen (290 aan de bron, 272,5 voor de rollen).

Forfaitaire belasting voor de handelaars. — Een lid der Commissie vraagt een met redenen omkleed antwoord op het voorstel van het verslag Barnich over 's lands middelen.

Het bestuur heeft daarop geantwoord : de hervorming bedoeld in het verslag van den heer Barnich onder den titel «Forfaitaire belasting voor de handelaars » schijnt te bestaan in de vervanging van de bedrijfsbelasting door een stelsel van patentrecht. Dat is een kiesch vraagstuk. Elk stelsel van forfaitaire belasting in dien zin opgevat bedraagt een aanslag, welke ook de uitslagen van de bedrijvigheid van den schatplichtige mogen wezen; deze moge zijn jaar afsluiten met verlies of met een winst beneden het vrijgesteld minimum, toch zal hij aangeslagen worden voor een belasting in overeenstemming met zijn schijnbaren of werkelijken omzet; geen aftrek meer van de verliezen der beide vorige jaren noch van de belastingen uit hoofde der zelfde inkomsten reeds betaald.

Deze formule zou stuiten op het verzet van de vertegenwoordigers van den middenstand, vermits deze integendeel een zoo volmaakt mogelijke overeenstemming eischen tusschen het werkelijk inkomen en de basis van den aanslag.

Op te merken valt bovendien dat het beginsel en de aanslag volgens forfaitaire basis zooveel mogelijk de werkelijkheid benaderen moeten krachtens artikel 28 der samengeschakelde wetten : elk jaar dienen de beroepsgroeperingen welke hunne leden het voordeel daarvan willen doen genieten een aanvraag te dien einde in. Talrijk zijn de organismen waarvan de leden volgens dit stelsel worden aangeslagen; dit geldt voor de hoenderkweekers, tuinbouwers, boomkweekers, druivenkweekers, bakkers, slaggers, herbergiers, sigarenfabrikanten, schoenmakers, kruideniers, vischhandelaren, melkboeren, waar-moeziers, veekooplieden, paardenkooplieden, landbouwers, enz.

De Minister van Financiën heeft in den Senaat in zijn redevoering van 19 December verklaard dat belangwekkende uitslagen waren bekomen voor de *buitenlandsche handelaars*. Welke zijn die uitslagen?

De Minister antwoordt : onaan gezien de periodieke optelling door de aanslag-beambten, waarbij belastingschuldigen van vreemde nationaliteit worden ontdekt, werden onderrichtingen gegeven krachtens dewelke elke vreemdeling die een bewijsschrift van inschrijving in het vreemdelingenregister wenscht te bekomen, tot staving van zijn aanvraag een getuigschrift moet overleggen

onderteekeend door den ontvanger en den controleur der belastingen tevens, en waaruit blijkt dat hij aan zijn fiscale verplichtingen heeft voldaan. Hetzelfde geldt voor de vreemde reizende kooplieden welke de kaart van reizend koopman slechts kunnen bekomen mits overlegging van het kwijtschrift hunner forfaitaire belasting. Het Bestuur blijft bovendien in nauwe samenwerking met de veiligheid, wat uitstekende uitslagen heeft opgeleverd.

Is het ten onrechte dat *de kleine winkeliers, kooplieden en ambachtlieden ter plaatse* klagen dat zij hogere belastingen moeten betalen dan hunne rondreizende concurrenten?

Het Bestuur antwoordt daarop dat dit ten onrechte is. Soortgelijke belastingenschuldigen die thuis werken betalen de belasting op het inkomen in zoover zij een belastbaar inkomen hebben gehad. Bij gemis van dergelijk inkomen worden zij van bedrijfsbelasting vrijgesteld. De rondreizende kooplie daarentegen moeten in elk geval de forfaitaire taxe betalen welke aan de Schatkist verworven blijft, welke ook de einduitslag van hun beroep weze. Bovendien is deze forfaitaire belasting slechts een voorschot op de belasting in verband met den uitslag van hun bedrijf op het einde van het dienstjaar; het zal inderdaad aan niemand ontgaan dat de controleurs der belastingen op het einde van het jaar den fiscaal toestand der betrokken belastingbetalers onderzoeken en bij voorkomend geval de betaling vergen van aanvullende belastingen, zoo blijkt dat de belanghebbenden hogere winsten hebben gemaakt dan die welke met de forfaitaire belasting overeenstemmen.

IX. — Grondbelasting. — Voor 1933, werden 470 miljoen geïnd. Voor 1934, 471 miljoen.

Voor het dienstjaar 1935, bedragen de rollen 330 miljoen op 31 December jl., het bedrag der nog op dezen datum op te maken rollen voor bedoeld dienstjaar mag worden geraamd op 10 miljoen (in plaats van 33 1/2 miljoen voor het overeenstemmend tijdperk van 1934); het ter rolle brengen voor het dienstjaar 1935 is practisch afgelopen, behalve voor enkele groote plaatsen waar het wat vertraging onderging wegens de herziening van de kadastrale inkomens der bebouwde eigendommen. De rollen der grondbelasting zouden aldus voor het dienstjaar 1935, 340 miljoen bereiken, waarvan 286 1/2 miljoen vermoedelijk zullen zijn ingevorderd bij het afsluiten van het dienstjaar, op 30 September 1936.

Dus 183 1/2 miljoen minder dan de begrootingsraming, die 425 miljoen bedroeg. Deze belangrijke vermindering moet worden toegeschreven aan de verlaging met 2 t. h. van den aanslagvoet van deze belasting (koninklijk besluit van 15 Mei 1935, nr 189).

Voor het dienstjaar 1936, bedraagt de begrootingsraming 366 miljoen. Volgens de Algemeene Toelichting spruit deze vermindering hoofdzakelijk voort uit de verlaging met 1 t. h. van de grondbelasting en de vermindering van het kadastraal inkomen in een zeker aantal belangrijke plaatsen.

Vraag : Hoe ver staat het werk van de Commissie belast met het opsporen van de beste formule voor het bepalen van het kadastraal inkomen van de nijverheidsuitrusting?

Antwoord : De studie over de nieuwe wijze om het kadastraal inkomen van

de nijverheidstuitrusting te bepalen vordert. De oplossing zal worden toegepast met ingang van het dienstjaar 1936.

X. — Nationale Crisisbelasting. — Voor het dienstjaar 1933, 598 miljoen. Voor 1934, 580 miljoen, waarvan 272 1/2 miljoen aan de bron en 307 1/2 miljoen voor de rollen. (Begrootingsramingen, 635 miljoen.)

Voor het dienstjaar 1935 bedroeg de nationale crisisbelasting op 31 December 1935, 286 1/2 miljoen, waarvan 153 miljoen aan de bron en 133 1/2 miljoen voor de rollen. Op grond van deze cijfers raamt het beheer de rendeeering voor geheel het dienstjaar op 585 miljoen (272 1/2 en 312 1/2 miljoen). Van deze 585 miljoen worden 520 miljoen verondersteld te moeten geïnd zijn op 30 September 1936, datum van sluiting van het dienstjaar 1935. De begrootingsramingen bedroegen 593 miljoen.

De minder-opbrengst van 73 miljoen is onder te verdeelen als volgt : 42 1/2 miljoen aan de bron, 30 1/2 miljoen op de rol. Er zijn twee oorzaken voor deze minder-opbrengst : vooreerst hadden de bedrijfsinkomsten niet den omvang dien men ervoor had voorzien bij het opmaken van de Begroting van 's Lands Middelen voor 1935; dan ook heeft de herziening van de kadastrale inkomsten der gebouwde eigendommen de belastbare stof in een sterkere mate dan men verwachtte, verminderd.

Voor 1936 werd 600 miljoen voorzien, hetzij 7 miljoen meer dan de ramingen voor 1935. Volgens de Algemeene Toelichting zou deze overigens zeer geringe verhooging haar rechtvaardiging vinden in de economische wederopleving en het toenemen van het totaal en van het bedrag der bezoldigingen.

Vraag : Moet de verklaring van den Minister van Financiën op 19 December in den Senaat, betreffende de nationale crisisbelasting, worden begrepen in dezen zin, dat de eerste ontlastingen die in de toekomst zullen ingevoerd worden, deze belasting zullen gelden? En ook in dezen zin, dat de crisisbelasting, die essentieel voorloopig is, zoolang zal duren als de lasten van de onvrijwillige werkloosheid?

Antwoord van den Minister : Ik kan nog geen verbintenis aangaan betreffende de modaliteiten die zullen gelden voor de orde van ontlasting, wanneer de toestand waarop ik doelde in verband met de werkloosheid zich zal voordoen. Van den anderen kant zie ik geen mogelijkheid de nationale crisisbelasting af te schaffen zoolang de lasten van het Nationaal Fonds aanzienlijk blijven.

XI. — De inningskosten van de gemeentelijke belastingen. — Leden van de Commissie beweren dat de kosten door het beheer geïnd voor de gemeentebelastingen te hoog zijn (14 1/2 miljoen); inlichtingen werden gevraagd aan de Regeering.

Daaruit volgt dat de som van 14 1/2 miljoen het bedrag vertegenwoordigt van de terugbetaling aan de Thesaurie van 3 1/2 t. h. voor bestuurskosten, toepasselijk overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 December 1927, genomen in uitvoering van artikel 75 der samengeordende wetten op de belastingen op het inkomen : 1^o op de rechtstreeksche belastingen die in 1936 zullen geïnd worden ten bate van het Gemeentenfonds; 2^o op de sommen die aan provinciën en aan de gemeenten zullen uitgekeerd worden uit hoofde van hun aandeel in de inningen in zake de rechtstreeksche belastingen.

De voet van 3 1/2 t. h. werd vastgesteld in overeenstemming met de werke-

lijke bestuursuitgaven. Deze worden voor 1935 geraamd op 121,381,479 frank. De Begrooting voor 1936 voorziet 138,563,374 frank. De voorziene ontvangsten bedragen 2,447,140,000 frank voor 1935 en 2,375,600,000 frank voor 1936. De coëfficiënt voor 1935 bedraagt 3,59; dit voor 1936, 4,35.

XII. — De ontvangers der belastingen. — Verscheidene leden van de Commissie hebben opnieuw het vraagstuk van de ontvangers der belastingen gesteld, waarover het verslag van de Commissie over de begrooting van 1935 uitvoerig handelde. De verslaggever heeft nauwkeurige vragen gesteld aan den Minister en hem namelijk herinnerd aan zijn verklaring in den Senaat : « Tengevolge van vaststellingen gedaan door het Rekenhof, onderzoekt het Departement thans deze kwestie en ik meen eerlang daaromtrent een beslissing te zullen kunnen nemen. »

De Minister antwoordde : « De mogelijkheid om den toestand van de verdienstelijke ontvangers der belastingen te verbeteren wordt onderzocht; ik zal, zooals ik heb aangekondigd deze kwestie behandelen bij de bespreking in openbare vergadering. »

XIII. — Fiskale vereenvoudiging. — De Commissie heeft inzage gekregen van de verslagen van de Commissie voor fiskale vereenvoudiging. Deze werkzaamheden wijzen op talrijke verbeteringen; sommige werden reeds ingevoerd door de Regeering, andere zullen voor goedkeuring aan den Ministerraad worden voorgelegd. De studie wordt voortgezet. De Commissie van Financiën zal ze met de grootste oplettendheid volgen.

BESTUUR VAN HET KADASTER.

I. — Kredieten. — Het bedrag van 25,618,000 frank vertegenwoordigt het krediet verleend voor de uitgaven der buitendiensten van het kadaster voor het dienstjaar 1934, niet inbegrepen de uitgaven voorzien voor de kadastrale perequatie (4.2 miljoen). In feite beliep het totale bedrag voor 1934, 29,818,800 frank.

De som van 25,721,075 frank vertegenwoordigt het totale krediet verleend voor de uitgaven van het Bestuur van het kadaster in 1935, inbegrepen deze van de kadastrale perequatie.

In 1936, vooruitzichten, 26,533,565 frank. Deze verhooging geldt voornamelijk de wedden. Zij spruit verder voort eensdeels uit het feit dat de vooruitzichten voor 1936 slaan op 95 t. h. van het statutair bedrag der bezoldigingen van het personeel; anderdeels uit het feit dat vanaf 1936 een aanzienlijk aantal ambtenaren en bedienden in aanmerking komen voor weddeverhooging; ten slotte kwam artikel 26, werken en aankopen, dat in de begrooting is ingeschreven met 200,000 frank, er vorig jaar niet op voor.

Personeel. — De voor 1936 voorziene getalsterkte bedraagt 879 bedienden, juist zooals in 1935.

Materieel. — Vermindering van 288,310 frank : 203,560 frank op de reiskosten en de kosten van forfaitair beheer; 70,000 frank op de spoorkaartjes omdat na de perequatie het aantal gedetacheerde bedienden in actieven dienst grootelijks zal verminderen; inkrimping van 14,750 frank op de artikelen betreffende het eigenlijk materieel.

II. — Wijzigingen in de wetgeving. — Het besluit van 14 Mei heeft de procedure bepaald welke dient gevolgt voor de jaarlijksche herziening der vaste goederen, per categorie, voorzien bij besluit van 15 October 1934. Daarop volgde het besluit van 24 Mei, dat de gemeenten heeft aangeduid in dewelke de jaarlijksche herziening voorzien bij de wet van 23 Juli 1932 werd gedaan in 1935, dit zelfde besluit heeft het procent bepaald van de verminderingen toe te passèn op de kadastrale inkomsten die moeten worden bepaald in verhouding tot de handelswaarde.

Het besluit van 13 Mei heeft de noodige wijzigingen toegebracht aan de bepalingen der wet van 13 Juli 1930 (waarbij de herziening der kadastrale inkomsten van de vaste goederen werd gelast), die sommige schikkingen wijzigden van de samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen; het heeft de procedure verbeterd voor het vaststellen van het kadastraal inkomen der vaste goederen, inzonderheid door het vergemakkelijken van de keuze der werkelijke modeltypes van de te schatten vaste goederen; het heeft bijzondere regelen bepaald voor het vaststellen van het kadastraal inkomen van zekere categorieën niet-gebouwde vaste goederen, die niet verpacht worden, zooals de bosschen, of waarvan het huurinkomendeel uitmaakt van een complex, waarvan de omslag moeilijk is, zooals vijvers, parken, renbanen, bouwgronden, mijnen en groeven enz.; het heeft ook de procedure gewijzigd voor het onderzoek der klachten in zake schatting van vaste goederen inzonderheid door duidelijk de bevoegdheid te bepalen van de scheidsrechters die in laatsten aanleg moeten uitspraak doen over de betwistingen tusschen het Bestuur en de particulieren.

Het besluit van 30 November heeft dit van 25 Augustus aangevuld dat werd getroffen ter uitvoering van de wet van 23 Juli 1932 betreffende de jaarlijksche herziening van het kadastraal inkomen van vaste goederen. Zooals de wet van 23 Juli 1932 toepasselijk is op de kadastrale inkomsten zoowel van de gebouwde als van de niet gebouwde vaste goederen, diende het besluit van 25 Augustus aangevuld door toevoeging van het verband dat moet bestaan tusschen het huurinkomen en het kadastraal inkomen van de niet gebouwde eigendommen.

III. — Vordering der werken op 31 December 1935. — I. De algemeene herziening van de gebouwde eigendommen is overal voltooid alsook de jaarlijksche herziening gedaan in 1935 ter uitvoering van het besluit van 14 Mei in de agglomeraties van meer dan 30,000 inwoners.

2. Alleen onder de gebouwde perceelen hebben de werkplaatsen en de fabrieken zich nog geen nieuw inkomen zien bepalen ten gevolge van de kadastrale aanpassing. Waarom? Omdat het vraagstuk van den aanslag van de nijverheidsuitrusting tot nog toe niet werd opgelost. De schatting van de gebouwen wat betreft deze vaste goederen is in elk geval practisch voltooid en het kadastraal inkomen ervan zou onmiddellijk kunnen worden bepaald en belastbaar gemaakt vanaf 1 Januari 1936.

3. De kadastrale herziening van de niet gebouwde eigendommen is practisch voltooid. Het bestuur van het kadaster houdt zich thans bezig met het opmaken van de staten waarop de uitslagen van hare werkzaamheden zullen worden ter kennis gebracht van de ontvangers der belastingen die de rollen voor de grondbelasting moeten opmaken. De invordering van de grondbelasting op de basis van de nieuwe inkomsten der niet gebouwde vaste goederen is dus verzekerd voor 1936. Het op de rolbrengen van de belasting op bedoelde basis werd reeds aangevat voor een vrij aanzienlijk aantal gemeenten.

4. Men mag dus aannemen dat het jaar 1936 het einde zal zien van de kadastrale aanpassing onder het voorbehoud dat werd gemaakt onder 2^o wat betreft de nijverheidsgebouwen.

IV. — Verbeteringen. — Op stoffelijk gebied gaat het Bestuur voort met de uitvoering van het programma van uitrusting der bewaringen van het kadaster. Het hoopt een merkelijk deel daarvan te kunnen verwezenlijken door middel van het krediet dat te dien einde werd uitgetrokken op het ontwerp van Buitengewone Begrooting (1936).

Het zou dit programma kunnen voltooien indien de ontwerpen van begrotingen voor de twee of drie volgende jaren dit zelfde krediet verleenden.

Ontlast van de werkzaamheden der kadastrale aanpassing zal het bestuur van het kadaster zich kunnen wijden aan de studie van sommige belangrijke vraagstukken in verband met de verbetering en de volmaking van zijn inrichting.

BESTUUR VAN DOUANEN EN ACCIJNZEN.

I. — Krediet. — Het verschil van 675,000 frank tusschen het cijfer van het krediet vermeld in ons laatste verslag (133.7 miljoen) en de begrooting van heffingen (133 miljoen) is het gevolg van twee amendementen die later werden aangenomen : 725,000 frank minder (*Stuk* n^o 88) en 50,000 frank meer (*Stuk* n^o 96).

Ramingen voor 1936 : 137.6 miljoen. Waarom deze verhooging ?

De getalsterkte van het vast personeel dat in 1935, 7,767 eenheden bedroeg is in 1936 teruggebracht op 7,712 eenheden, zegge 55 bedienden minder. Bovendien heeft de herinrichting van den dienst der Accijnzen toegelaten 119 verschillende betrekkingen af te schaffen. Maar de toeneming van het verkeer in de Antwerpsche haven heeft een versterking van het personeel noodzakelijk gemaakt.

Ten aanzien van deze vermindering der getalsterkte boeken de uitgaven voor het personeel berekend op de basis van 95 t. h. der organieke wedden slechts een verhooging van 4.422,344 frank vergeleken bij de uitgaven van denzelfden aard voor 1935 die waren berekend op grond van 87.5 t. h. van de wedden.

Wat betreft de uitgaven voor materieel is de verhooging van 135,750 frank gewettigd door de verhooging van de prijzen ten gevolge van de stijging van het index-cijfer.

II. — Wijzigingen in de wetgeving. — In 1935 hebben dertien koninklijke besluiten het toltarief gewijzigd; het besluit van 26 April werd getroffen ten gevolge van het handelsakkoord met de Vereenigde Staten van Amerika (27 Februari); het besluit van 16 Mei naar aanleiding van het Avenant van 11 Mei met Frankrijk; het besluit van 6 Juni ten gevolge van het Avenant van 16 Februari met Zwitserland; het besluit van 13 Juli ten gevolge van het Akkoord met Italië (26 Juni); het besluit van 9 Augustus ten gevolge van de Schikking van 27 Juli met Duitschland; en het besluit van 26 September ten gevolge van het akkoord met Rusland.

De wijzigingen slaan op 89 soorten goederen.

III. — Vermindering van toltarieven toegestaan in 1935. — Zij zijn van tweeërlei aard :

1^o De gewone verminderingen voortvloeiende uit de nieuwe handelsakkoorden en uit de binnenlandsche prijzenpolitiek. Zij werden toegepast bij koninklijke besluiten. Ten slotte zijn al de wijzigingen toegebracht aan onze wetgeving in 1935 evenveel verzachtingen. Wij waren getuigen van een aanzienlijke vermindering onzer tolrechten; deze vormt een contrast met de autarkische verscherping in de wereldeconomie in den loop van 1935. Deze verminderingen van rechten bedragen meestal 30 t. h. en soms het volle bedrag.

2^o Bij hoogervermelde verminderingen komt die voorzien bij het koninklijk besluit van 6 Mei 1935 (n^o 163) dat bepaalt dat, voor de goederen waarvan de waarde oorspronkelijk in vreemde munt was uitgedrukt, deze munt moet worden omgerekend in Belgische franken op grond van de jongste gemiddelde officieele Beursnoteeringen te Brussel op 27 Maart 1935. Dit besluit was niet meer van kracht op 23 December 1935. Het verlies van ontvangsten uit dien hoofde voor een gansch jaar werd geraamd op 25 miljoen (tolrechten en verbruiksbelasting). Daar de maatregel werd toegepast van 10 Mei tot en met 22 December, kan het offer dat de Schatkist zicht heeft getroost om de prijsstijging op de binnenlandsche markt te keer te gaan, worden geraamd op 16 miljoen. Daar de vreemde wisselkoersen fel hebben geschommeld gedurende het tijdperk dat de prijzen, in vreemde munt gefactureerd, in Belgische franken konden worden omgerekend tegen den koers van 27 Maart jl., zoo is het niet mogelijk juist te berekenen wat de maatregel genomen in het belang van den Belgischen verbruiker aan de Schatkist heeft gekost.

IV. — Toltarief. — Om met meer nauwkeurigheid den gang van den invoer van machines in België te kunnen nagaan (en desnoods van de soorten machines welke bij ons konden worden gebouwd), wenscht de Commissie voor den binnenlandschen handel te weten of het Bestuur der Douanen de onderverdeeling niet zou kunnen toelaten van sommige rubrieken van zijn tarief, in verband met de machines ?

Daarop antwoordt het Bestuur : wat betreft de handelsstatistiek verzet zich niets tegen een verdere onderverdeeling van de rubrieken der machines, in zoover deze onderverdeeling beperkt blijft binnen het bestek van elke klas van het toltarief, afzonderlijk beschouwd. De onderverdeeling der rubrieken zelf van het tarief zou stuiten op werkelijke moeilijkheden, onder meer wegens het feit dat talrijke rubrieken van machines door handelsovereenkomsten zijn vastgelegd.

V. — Vergunningen. — Het Bestuur der douanen bepaalt er zich bij de noodige vergunningen te doen overleggen, er moge al dan niet contingentteering voorzien zijn.

A. In 1935, werd het stelsel *der invoervergunningen uitgebreid* tot de volgende producten :

1. Goederen door het Departement van Economische Zaken gecontroleerd : kiezel, zand, gebrande gips, zelfs gemalen; vaste weefsels in zijde voor meubelen en voorhangen met uitzondering van fluweel en peluche en tapijtwerk; rubber luchtbanden voor wielen andere dan gebruikte buitenbanden ingevoerd ter herstelling; glas in bladen of platen gewoon gegoten, gevormd of geperst; glas in bladen van alle soort met een dikte beneden 1^{mm}5; gewoon vensterglas en glas in bladen niet speciaal getarifeerd, met een dikte van 5 millimeter of minder; marmorite of opaalglas, in platen of tegels; gewone flesschen met een inhoud boven 25 centiliter en onder 12 liter; badkuipen in geëmailleerd gietijzer; buizen en pijpen zelfs op bepaalde lengte gesneden; elektrische accumulatoren en hunne wisselplaten; volledige motorvoertuigen met koetswerk; voor

het vervoer van personen, andere dan autobussen en autocars, wegende per eenheid minder dan 1,150 kilo, hetzij met benzine-motors met vier cylindere, hetzij met motors met een cylindermaat beneden 1.50 liter; volledige motorvoertuigen met koetswerk, voor het vervoer van personen, andere dan autobussen en autocars, wegende per eenheid 1,150 kilo tot 1,600 kilo, hetzij met benzine-motors met vier cylindere, hetzij met motors met een cylindermaat beneden 1.50 liter; koetswerk voor motorvoertuigen al of niet uitgerust; deelen en losse stukken voor motorvoertuigen en voor koetswerk voor autos, niet speciaal hieronder getarifeerd en opgesomd : radiatoren of verkoelers voor water stoom of olie, in zuiver koper of een legering waarin koper het zwaartst weegt, alsook de losse stukken; vergaarbakken voor benzine, in zuiver koper of een legering waarin koper het zwaartst weegt; ramen voor chassis in stalen platen; assen en deelen van assen; niet volledige wielen; veeren in bladen, voor en achter; schokbrekers en beschermstaven al of niet met monteering; deelen van koetswerk in plaatijzer of stalenplaten; kassen van koetswerk gesoldeerd in ijzer op stalenplaten; andere deelen en losse stukken niet voornoemd in plaatijzer of stalen platen; zoeklichten en lantaarns van elk stelsel voor auto's en motorfietsen; al of niet volledig alsook hunne losse stukken.

2. Goederen gecontroleerd door het departement van Landbouw en het departement van Verkeerswezen. Geen uitbreiding. Sedert 1935 wordt geen vergunning meer vereischt voor den invoer van de volgende produkten herkomstig uit de U. S. S. R. : haver in zaad, havermeel, wijn, gelatine, oliezuur en stearinezuur.

B. In 1935, werden uitvoervergunningen voorzien voor de volgende produkten :

1. Goederen gecontroleerd door het Departement van Economische Zaken : cement; steenpuin voor de bestrating der wegen; ballast, enz.; voetkleeden in wol of in katoen; niet vuurvaste, al of niet gebakken bakstenen; gewoon tafelglas; tafelglas in kristal of half kristal; tafelglas met sluiting of garnituur niet in edelmetaal; tafelkleeden (katoen); fluweel en peluche al of niet gesneden, niet speciaal getarifeerd; lompen en allerhande afval; papier, bordpapier en werken voor den plethamer; gewoon bordpapier in rollen of in bladen wegende 300 gram en meer per vierkanten meter; vilt papier in rollen of in bladen wegende 150 gram en meer per vierkanten meter; gewoon pakpapier, in bladen of in rollen wegende 40 tot 300 gram per vierkante meter; zwavelpapier in rollen of in bladen; pakpapier elders niet vermeld in bladen of in rollen, wegende 40 tot 300 gram per vierkanten meter; papier en bordpapier, couché of geëmailleerd, wit of in kleur; zekere soorten papier en bordpapier; oud ijzer; kopervijlsel en afval van oud koperwerk; loogzout, koolzure soda, dubbelkoolzure soda; kalksuperfosfaat; platen en tegels in vezelcement en gelijk-aardige produkten; glas in bladen of platen, gegoten, gevormd of geperst; marmoriet of opaalglas in platen of tegels; gewone kalk en hydraulische kalk; klompen; vloerkleeden en matten, in vezels; buizen in gewone potaarde; pottewerk in gewone potaarde; gebakken pottewerk in gewone zandsteen en fijne zandsteen; kachels, schoorsteenen, fornuizen.

2. Goederen gecontroleerd door het Departement van Landbouw : Witloof.

VI. — De contingenteeringen. — 1. De Regeering heeft tot de voorloopige schorsing besloten van sommige invoercontingenteeringen van nijverheidsvoortbrengselen om zooveel mogelijk het economisch leven van het land te bevrijden van de hindernissen die nutteloos schijnen. Zij heeft evenwel voorzichtig gehandeld.

De schorsing der contingenteeringen waartoe besloten werd slaat op producten waarvoor in de jongste maanden geen abnormale mededinging werd vastgesteld. Vermits echter het verkrijgen van invoervergunning verplicht blijft, beschikt de Regeering over het middel het kenmerk van den invoer na te gaan en zou zij de contingenteering dadelijk kunnen herinvoeren zoo de noodzakelijkheid daartoe mocht blijken. Het is nog te vroeg een oordeel over deze proefneming uit te drukken.

2. Bij telegram van 8 Februari 1936 werden de betrokken groepeerings er over ingelicht dat de vrijheid dikken ronden visch in te voeren herleid was op 75 t. h. van de individueele contingenteeringen dezer soorten; deze maatregel heeft voor doel een einde te maken aan den overdreven invoer die in Januari werd vastgesteld.

3. Het Departement van Landbouw acht het niet noodzakelijk thans het van kracht zijnde regime van contingentering te wijzigen. De Gemengde Belgisch-Luxemburgsche bestuurscommissie zal voortaan gelast worden de wijzigingen te bestudeeren die aan het bestaande regime moeten toegebracht worden en desgevallend het initiatief te nemen van de verbeteringen die beide regeeringen zouden willen zien verwezenlijken.

VII. — Ontvangsten. — In 1934, begrootingsramingen. 1,548 miljoen; werkelijke opbrengst, 1,497 miljoen.

In 1935, ramingen, 1,468 miljoen; opbrengst, 1,455 miljoen. De ontvangsten bereiken dus de ramingen op een twaalfstal miljoenen na. De ontvangsten einde April samengeteld boekten een tekort van 55 miljoen. In den loop der volgende maanden werd de toestand beter; de ontvangsten hebben de ramingen overschreden, behalve een zeker tekort in Juli en in Augustus.

Merken wij op dat de akkoorden gesloten met de vreemde landen gedurende het jaar 1935 hun weerslag hebben gehad op de ontvangsten der douanen; wegens de verminderingen der verleende rechten in het geheel op ongeveer 40 miljoen geraamd.

Ziehier de curve der ontvangsten in den loop van het jaar 1935, per maand : 106 miljoen, 94, 111, 118, 128, 133, 125, 124, 128, 133, 126, 124.

De begrootingsvooruitzichten voor 1936 bereiken 1,480 miljoen.

VIII. — In- en uitvoer. — Voor het begripen der ontvangsten en de raming van het douane-gewicht is het doelmatig per maand de curven van den invoer en den uitvoer in omvang en in waarde over elkander te plaatsen. Ziehier de lijst door het Bestuur opgemaakt :

Invoer. In omvang : 23,7 miljoen metriek centenaar; 23,1; 24,9; 24,2; 25; 24,1; 25,9; 24,9; 26,8; 28; 26,1; 28,2.

In waarde. 153,5 miljoen goud frank; 152,4; 167,2; 165,6; 167,1; 151,3; 161; 146,2; 149,7; 179; 191,7.

Uitvoer. In omvang : 15,2 miljoen metriek centenaar; 13,4; 15; 15; 16,3; 17,8; 17,5; 17,4; 18,9; 10,5; 17,8; 17,8.

In waarde 172 miljoen goud frank; 151; 163; 137; 146; 153; 143; 133,7; 143,6; 175; 165,3; 162,3.

IX. — Accijnzen. — De wederinrichting van de buitendiensten der accijnzen is voleindigd sedert 1 Januari 1936. Deze wederinrichting had voor gevolg de afschaffing van 119 bedieningen hetgeen een bezuiniging in wedden van 2 miljoen 125,000 frank mogelijk maakte.

X. — Wijzigingen. — Vier koninklijke besluiten van 16 December 1935 herzien met een doel van vereenvoudiging en samenordering de wetgeving betreffende het fiscaal regime van de beetwortel, de suiker, de glucose en de tabak. Deze besluiten wijzigen noch de grondslagen, noch de aanslagvoeten der belastingen waarop zij slaan; doch zij kennen aan den Minister van Financiën de zorg toe de modaliteiten van de inning der rechten te regelen, zorg die vroeger in de bevoegdheid van den wetgever lag. Het is een uitbreiding van de uitvoerende macht. Stippen wij aan dat deze besluit-wetten genomen werden krachtens de bijzonder machtigingen.

XI. — Ontlastingen. — Al de overige koninklijke besluiten betreffende de accijnzen, waarvan er drie genomen werden in uitvoering van de bijzondere machtigingen, passen ontlastingen toe.

Het besluit van 16 Januari kent aan den Minister van Financiën de macht toe krediet te verleen voor de betaling van de accijnsrechten en bijzondere verbruikstaxes. Gebruik makend van dit recht, heeft de Minister den duur verminderd van de meeste kredieten tot dusver verleend; hetgeen de Schatkist heeft in staat gesteld in 1935 een vervroegde ontvangst van 30 miljoen te doen.

Het besluit van 20 Juni vermindert, ingevolge een regeling met Frankrijk, den voet van de bijzondere verbruikstaxe op de alcoholhoudende vloeistoffen in flesschen en de likeuren.

Het besluit van 23 Juli verhoogt den voet van de verlaging der accijnsrechten toegestaan aan de landbouwdistilleerders.

Het besluit van 8 November behoudt, voor de campagne 1935-1936, de vermindering der accijnsrechten toegestaan, voor de vorige campagne, voor de raffinadesuiker en -siroop gefabriceerd bij middel van inlandsche beetwortels en breidt, in de voorwaarden door den Minister van Financiën te bepalen, dezelfde vermindering uit tot in de Belgisch-Congo gefabriceerde suiker.

XII. — Ontvangsten. — In 1934, begrootingsramingen, 1,302 miljoen; werkelijke opbrengst, 1,230 miljoen.

In 1935, ramingen, 1,291 miljoen; opbrengst 1,295 miljoen, rekening houdend met de 21 miljoen in 1936 te innen op het dienstjaar 1935. De meerdere-opbrengst in vergelijking met 1934 bedraagt 65 miljoen. Volgens het bestuur is deze meerdere-opbrengst voor 30 miljoen te danken aan de vermindering der kredieten voor de betaling der accijnsrechten, en voor het overige aan een lichte verhoging van het verbruik van sommige waren (bier, suiker, tabak, minerale oliën in België voortgebracht, wijn).

Ziehier de curve der ontvangsten, per maand, in den loop van het jaar 1935 : 87,2 miljoen; 91,8; 104,9; 122,7; 114; 93; 107; 106,3; 102,2; 111,1; 117,1; 116.

De begrootingsramingen voor 1936 bereiken 1,287,300,000.

XIII. — De Luxemburgsche alcohol. — Op 23 Mei 1935 werd tusschen België en het Groot-Hertogdom een nieuwe overeenkomst ondertekend die aan België een ruimer aandeel toekent in de gemeenschappelijke ontvangsten ontstaan uit de accijnsrechten op de alcohol; bovendien beperkt zij de ontlasting die de Luxemburgsche landbouwdistilleerders genoten; zij bepaalt op duidelijke wijze de voorwaarden van toekenning dezer ontlasting en beperkt de hoeveelheid alcohol welke deze distilleerders jaarlijks in België mogen invoeren.

Deze overeenkomst verplicht het Groot-Hertogdom het toezicht op de stokerijen te versterken; zij richt de samenwerking in van de Belgische en Luxemburgsche besturen met het oog op een rechtmatige inning van de belasting.

Ten slotte heeft het Groot Hertogdom de verbintenis genomen trapsgewijze doch in minder dan drie jaar een verbruikstaxe te heffen gelijk aan die welke de alcohol in België treft. Wij onderstrepen het belang van deze beschikkingen in den geest der onderhandelaars. Hun ten uitvoerlegging is bestemd om een

einde te maken aan de ontduiking welke sedert zooveel jaren ten nadeele van ons land gevoerd wordt. Het Groot Hertogdom heeft op dit oogenblik de verbruikstaxe op de twee derden van de Belgische taxe opgevoerd.

Daar de Commissie een zeer merkelijke inzinking der ontvangsten in 1935 vaststelde heeft zij verklaringen gevraagd aan de Regeering. (In 1933, 36 miljoen; in 1934, 31,5 miljoen; in 1935, minder dan 20 miljoen.)

Deze inzinking spruit voort uit de vermindering der productie van alcohol in het Groothertogdom; deze vermindering vindt haar oorzaak in het stopzetten der werken in verschillende stokerijen en zulks tengevolge van den weinig rendeerenden prijs waartegen de alcohol in België wordt verkocht en anderdeels ten gevolge van de overeenkomst zelf die aan sommige Luxemburgsche stokerijen niet meer heeft toegelaten het voordeel der vermindering van accijnsrechten te genieten als landbouwstokerij.

Volgens de gekende cijfers zal de ontvangst van 1935 niet hoger zijn dan 15,5 miljoen. Voor 1936, voorziet men 17,5 miljoen.

Vraag : Welke maatregelen werden er getroffen tegen den smokkelhandel sedert het akkoord?

Antwoord : De Luxemburgsche wet van 15 Juli 1935 laat aan de Regeering toe onder meer te regelen den omloop, het vervoer en het opslaan van alcohol; zij versterkt de straffen toepasselijk op de alcoholsmokkelaars. De uitvoering van deze wet werd geregeld wat betreft het vervoer van- en den handel in alcohol, bij een besluit van 1 Augustus 1935, dat de gevallen bepaalt in dewelke het vervoer van alcohol moet vergezeld gaan van een document.

Vraag : Welke maatregelen werden er sedert het akkoord getroffen, op gebied van het toezicht uitgeoefend door beide besturen ?

Antwoord. : Geenerlei inspectieronde werd tot nog toe gedaan noch in België noch in het Groothertogdom. De overeenkomst werd pas rond half Augustus bekendgemaakt, van Belgische zijde heeft men, vooraleer zich naar het Groothertogdom te begeven, willen wachten totdat het nieuwe regime er sedert eenigen tijd in voege was. Het Belgisch bestuur hoopt een inspectieronde in te richten in den loop van het eerste halfjaar 1936.

XV. — De belasting op de brandstoffen. — Verschillende leden der Commissie wenschten den juisten stand van dit vraagstuk te kennen op einde Januari 1936. Derhalve werden er aan de Regeering inlichtingen gevraagd die hier beknopt volgen.

Het besluit van 30 October 1934 onderwierp, in beginsel, de benzines voortgebracht in België aan een recht gelijk aan dit toegepast op de ingevoerde soortgelijke producten. Nochtans, voor een hoeveelheid die in totaal niet 50 miljoen liter mocht overschrijden werd de accijns per hectoliter verminderd met 30 frank voor de lichte oliën en met 20 frank voor de gemiddelde oliën en dit ten voordeele der producenten, wier bedrijf in werking was op den datum der bekendmaking van het besluit. Dit regime werd niet gehandhaafd omdat het — volgens de beweringen van het bestuur — aanleiding gaf tot ernstige bezwaren : het verleende inzonderheid aan de bestaande fabrieken een soort voorrecht dat fel werd gehegeld.

Na het advies der interministerieele Commissie te hebben ingewonnen,

oordeelde de Regeering dat er diende teruggekeerd tot een regime van vrijheid, d. w. z. dat al de fabrieken, zonder onderscheid van datum van oprichting en voor geheel hun productie, het voordeel moesten genieten van de bescherming, die moest worden verminderd. De Regeering stelde het bedrag van fr. 7-50 per hectoliter vast; zij oordeelde dat deze marge aan de bestaande bedrijven kon toelaten te blijven bestaan « terwijl zij niet aanspoorde tot de petroleumzuivering in België ».

Nochtans, om de moeilijkheden van aanpassing te voorkomen, die een grondige wijziging van het regime zou hebben kunnen berokkenen aan zekere bestaande bedrijven, werd er een overgang verzekerd tusschen het vroeger en het nieuwe regime.

Aan deze fabrieken werd gedurende de jaren 1936 en 1937 de keus gelaten tusschen het gemeene regime (bescherming van 7 1/2 frank per Hecto) en een regime dat het behoud voorzag tot een beloop van een beperkt contingent, van een bescherming van 30 frank per hectoliter, zooals onder het voorgaande regime.

Vraag : Krachtens welke machtiging werden deze maatregelen genomen ?

Antwoord : Deze maatregelen werden ingevoerd krachtens de wet op de bijzondere machten, bij besluit van 22 Januari 1936 dat van kracht werd vanaf 1 Januari.

BESTUUR VAN DE REGISTRATIE EN VAN DE DOMEINEN.

I. — Kredieten. — Het verschil tusschen het bedrag van de kredieten aangeduid in ons verslag van vorig jaar (38.5 miljoen) en het cijfer van 39 miljoen dat voorkomt in het begrootingsdocument, spruit voort uit : 1^o het amende-ment n^o 96 betreffende de betaling van de forfaitaire biljetten (100,000 frank); 2^o de overdracht van het krediet van 307,000 frank betreffende den Rijksmeubelendienst.

Voor 1936, vooruitzichten, 43.3 miljoen. Verhooging : 4,320,770 frank. Dezelfde oorzaken als deze aangeduid voor de andere besturen.

Personeel. — Op 31 December 1935 bedroeg het werkelijk personeel van den provincialen dienst 717 beroepsbedienden en 298 hulpbedienden, hetzij een vermindering met 17 beroepsbedienden en 8 hulpbedienden.

In Augustus 1935 richtte het bestuur een algemeenen wedstrijd in voor de aanwerving van 60 boventallige bedienden. Vooral in de Vlaamsche streek doet zich de ontoereikendheid van het personeel voelen. De laureaten van den wedstrijd zullen tegen de maand Maart e. k. kunnen aangesteld worden.

II. — Wijzigingen aan de wetgeving. — Een en twintig besluiten, genomen krachtens de bijzondere machten hebben de wetgeving van 1935 gewijzigd. Verscheidene vereenvoudigen de formaliteiten, zelfs in geval van burgerlijke procedure; andere passen de procedures van de nieuwe financieele instellingen aan; andere nog wijzigen de reglementen op zekere belastingen en zegels; andere verscherpen de controle en codificeeren verscheiden reglementen, bijv. betreffende de politie op de vreemdelingen. De belangrijkste gelden de vermindering van de belastingen overeenkomstig de algemeene politiek van de Regeering.

III. — Ontlastingen. — In 1935 werden op gebied van overdrachtstaxe en weeldebelasting ontlastingen toegekend die op 118 miljoen worden geraamd. Te weten : overdrachtstaxe op de levering van electriciteit (vermindering), 25 miljoen; overdrachtstaxe op de wetten, oliën, meelspijzen, zeep, gist (verminderingen en afschaffingen), 21 miljoen; taxe op de varkens (slachten, vermindering), 22 miljoen; weeldebelasting op de chocolade, beschuit, suikergoed en fijngebak (afschaffing), 20 miljoen; weeldebelasting op de stoffen in kunstzijde (afschaffing), 20 miljoen; weeldebelasting op de buitenbanden en luchtbanden voor autovoertuigen (afschaffing), 10 miljoen.

IV. — Ontvangsten. — De globale belastingen, waarvan de invordering is toevertrouwd aan het Bestuur der Registratie en der Domeinen, heeft, in 1935, 2,934,619,890 frank opgebracht. Begrootingsraming, 2 592,500,000 frank. Dus, accres van 342,119,890 frank.

Het vorig jaar op een raming van 2.8 milliarden, was er een decres van 198.6 miljoen.

Voor de **rechten van registratie en overschrijving** voorzag men een ontvangst van 360 miljoen; de verwezenlijkte ontvangst bedraagt 521 miljoen 370,640 frank; dus een accres van 161,370,640 frank. Men weet dat de meeste ontvangsten van registratie en overschrijving worden opgebracht dat de transacties van onroerende goederen. Het accres is te danken aan de toenemende bedrijvigheid der verhandelingen van onroerende zaken, ten gevolge van de devaluatie en van de nominale stijging der waarden. Ontvangsten per maand : 30.7 miljoen; 29.1; 37.5; 54.3; 57; 51; 49.9; 36.3; 34.9; 45.4; 45.4; 48.5. De curve in percentage tegenover de begrootingsramingen ziet er uit als volgt : —8 t. h.; +0.35 t. h.; +11 t. h.; +73.5 t. h.; +75 t. h.; +64.5 t. h.; +66 t. h.; +44 t. h.; +46 t. h.; +55 t. h.; +60 t. h.; +54.5 t. h.

Voor de **successierechten** voorzag de begroting een ontvangst van 192 miljoen; de ontvangst bedroeg slechts 184.7 miljoen; zegge een decres van 7,255,820 frank. Omstandige opgave der ontvangsten : 14.4 miljoen; 11.3; 16.3; 13; 13.5; 19.8; 17.9; 11.3; 18.6; 16.5; 17.5; 14.1. Vergeleken bij de ramingen, ziet de curve der percentages er uit als volgt : —26 t. h.; —28 t. h.; —6 t. h.; —15 t. h.; —10 t. h.; +42.5 t. h.; +10 t. h.; —28.5 t. h.; +32 t. h.; —3.8 t. h.; +18.7 t. h.; —4.5 t. h. Voor de maand Juni werd als ontvangsten geboekt een bedrag van ongeveer 7 miljoen aanvullende rechten verschuldigd op een successie opgevallen in 1928.

De weerslag van de devaluatie is omzeggens onbeduidend geweest op de successierechten in 1935, ongetwijfeld wegens de termijnen toegestaan voor de aangifte en voor de betaling van de belasting. Er dient echter opgemerkt dat de betalingen in December in hoofdzaak betrekking hebben op successies opgevallen in April; de gevolgen der devaluatie zouden zich reeds moeten hebben doen voelen.

Voor het **zegel en de overdrachtstaxe** bedroegen de ramingen 2,005 miljoen; de ontvangsten bereikten 2,187 miljoen; zegge een accres van 182 miljoen 249,810 frank.

Gewone maandelijksche ontvangsten : 149.6 millioen; 135; 152.8; 194.5; 198.8; 175.9; 173.3; 170.8; 176.9; 201.1; 187.2; 189.8.

Vergeleken bij de ramingen, vertegenwoordigen deze gewone maandelijksche ontvangsten de volgende percentage : —9 t. h.; —9 t. h.; —11 t. h.; +15.5 t. h.; +23.5 t. h.; +10 t. h.; +10 t. h.; +18.5 t. h.; +9.5 t. h.; +13.3 t. h.; +19.5 t. h.; +20.2 t. h.

De standvastigheid van de ontvangsten sedert de maand Maart spruit voort uit de opleving van de zaken ten gevolge van de devaluatie en van de Tentoonstelling.

Op te merken valt dat op 30 Mei in voege zijn getreden de bepalingen van de besluitwet van 13 Mei en van een koninklijk besluit van denzelfden datum, waarbij voor de overdrachtstaxe en van de weeldebelasting ontheffingen worden toegestaan die worden geraamd op 118 millioen per jaar. Zonder deze ontheffingen, zou men voor elke maand, van Juni tot December, een aanvullende ontvangst hebben kunnen boeken van ongeveer 10 millioen : hetgeen in verhouding tot de begrootingsramingen, een meerdere opbrengst zou gegeven hebben van + 16.3 t. h. (in plaats van 10 t. h. in Juni), van 16.7 t. h. (in plaats van 10 t. h. in Juli), van 25.5 t. h. (in plaats van 18.5 t. h. in Augustus); van 15.6 t. h. (in plaats van 9.5 t. h. in September); van 19.4 t. h. (in plaats van 13.5 t. h. in October); van 26.4 t. h. (in plaats van 19.5 t. h. in November); en van 26.5 t. h. (in plaats van 20.2 t. h. in December).

Buiten die gewone ontvangsten, waren er voor sommige maanden periodische ontvangsten, die aan de gewone ontvangsten dienen toegevoegd. In Februari, 12,895,000 frank; deel van de abonnementstaxe op de verzekeringscontracten (127,000 frank); zegelrecht op de biljetten aan toonder van de Nationale Bank in omloop tijdens het tweede halfjaar 1934 (12,768,000 frank). — In Maart, 16.5 millioen : deel van de abonnementstaxe op de verzekeringscontracten (10 millioen); taxe op de genoteerde titels (6.5 millioen). — In April, 9,353,000 frank : achterstal op de opbrengst van de abonnementstaxe op de verzekeringscontracten (6,930,000 frank); achterstal op de opbrengst van de jaarlijksche taxe op de genoteerde titels (2,423,000 frank). — In Juli, 2 millioen : zegelrecht op het verlot voor het dragen van jachtwapens en op de verloten van vogelvangst in Juli afgeleverd. — In Augustus, 6,589,000 frank : zegelrecht op het verlot jachtwapens te dragen en op de verloten van vogelvangst in Augustus afgeleverd (6,425,000 frank); gedeelte van de abonnentstaxe op de verzekeringscontracten (164,000 frank). — In September, 26,745,000 frank : zegelrecht op het verlot jachtwapens te dragen en op de verloten van vogelvangst afgeleverd in September (2 millioen); gedeelte van de abonnementstaxe op de verzekeringscontracten (11 millioen); zegelrecht op de biljetten aan toonder van de Nationale Bank in omloop tijdens het eerste halfjaar 1935 (13,745,000 frank.) In October, 6,5 millioen : achterstal op de opbrengst van de abonnements-taxe op de verzekeringscontracten (6 millioen); zegelrecht op het verlot jachtwapens te dragen en op de verloten van visschvangst afgeleverd in October (500.000 frank).

De overige belastingen. — *De griffierechten* hebben 9,017,100 frank opgebracht in 1934; raming, 10 millioen; dus, minder-opbrengst, 982,900 frank.

Het inschrijvingsrecht van de hypotheeken bracht 4,923,500 frank op; raming en, 5 millioen; minder-opbrengst 76.600 frank.

De naturalisatierechten brachten 1,795,690 frank op: aining, 500,000 frank; dus, meerdere-opbrengst, 1,295,690 frank.

De geldboeten inzake belastingen brachten 7,325,600 frank op; raming, 8 millioen; mindere-opbrengst, 674,400 frank.

De gerechtelijke boeten leverden 15,189,940 frank op; raming, 9 millioen; meerdere-opbrengst, 6,189,940 frank.

De belasting op de vereenigingen zonder winstbejag heeft 3,003,430 frank opgebracht; raming, 3 millioen; meerdere-opbrengst, 3,430 frank.

Voor deze zes belastingen geven de maandelijksche ontvangsten vergeleken bij de ramingen de volgende percentages: —15,5 t. h.; +9 t. h.; +12,5 t. h.; +25 t. h.; +17,5 t. h.; +3,5 t. h.; +20,5 t. h.; +42 t. h.; +36 t. h.; +30,6 t. h.; +16,6 t. h.; +11,1 t. h..

Volgens het Bestuur zelf, zijn de weerslagen van de devaluatie op de opbrengst dezer belastingen om zoo te zeggen zonder invloed.

De meerdere opbrengsten vastgesteld sedert de maand Februari zijn merkbaar in de ontvangsten wegens gerechtelijke boeten; dit spruit voort uit de toepassing van het besluit van 10 Januari, waarvan artikel 4 het Openbaar Ministerie bij de politierechtbanken en bij de militaire rechtbanken machtigt aan te nemen dat de overtreder de openbare rechtsvordering zou te niet doen voor sommige misdrijven die tot zijn bevoegdheid behooren, door de storting van een bepaalde som, bij den ontvanger gelast met de invordering der geldboeten en gerechtskosten.

V. — Ramingen van ontvangsten voor 1936. — Voor het dienstjaar 1936 werd de vermoedelijke opbrengst geraamd op 3,080 millioen (2.5 milliarden in 1935). De verhooging bedraagt dus 487.6 millioen.

In dit totaal komen de registratie en de overschrijving voor 570 millioen voor; de successierechten voor 224 millioen, de zegel- en overdrachtstaxe voor 2,244 millioen, de andere belastingen voor 42 millioen.

Indien de gang van de zaken niet vertraagt, lijken deze ramingen gematigd.

VI. — Ontoereikendheid van de controle. — Daar de Commissie op de ontoereikendheid van de controle in zake overdrachtstaxe had gewezen, antwoordt de Regeering dat deze ontoereikendheid niet zonder verband is met de inkrimping van de uitgaven, de beperking van de kaders en het gemis van bevoegd personeel. De Minister verzekert dat hij ijverig werkt aan de herziening van de huidige inrichting; vooral in het Vlaamsche landsgedeelte laat zich deze ontoereikendheid voelen, maar deze toestand zal eerlang verholpen worden.

VII. — Domeinen. — De Comité's van aankopen. — In den loop van het jaar heeft het Comité voor Antwerpen 292 minnelijke schikkingen getroffen met eigenaars voor een totaal bedrag van 5,832,000 frank, benevens 96 huur-overeenkomsten (179,000 fr.). Het heeft 113 akten van allen aard verwezenlijkt (ruilingen, processen-verbaal van overgaaf, opheffingen, enz.) Het heeft 85 rechtsgedingen ingesteld en 70 gerechtelijke beslissingen bekomen waarbij vergoedingen werden verleend voor een totaal bedrag van 4,755,000 fr.

Het Comité voor Brussel heeft 508 minnelijke schikkingen getroffen voor een som van 7,400,000 frank en een honderdtal huurovereenkomsten (50,000 fr.) het heeft 68 rechtsgedingen ingesteld en 60 beslissingen werden verkregen waarbij aan de onteigenden vergoedingen voor 3,500,000 frank werden toegekend.

Het Comité voor Gent heeft 1,139 minnelijke schikkingen getroffen die het

toekennen van 11,438,000 frank omvatten en 52 verschillende akten. Het heeft 23 rechtsgedingen ingesteld die alle tot een beslissing voerden. De gedeeltelijk toegekende vergoedingen vertegenwoordigen 838,000 frank, terwijl de onteigenden 2,500,000 frank eischten.

Het Comité voor Luik heeft 1,817 minnelijke schikkingen getroffen voor een totaal van 43,211,000 frank, 769 huurovereenkomsten (912,000 frank) en 236 verschillende akten; 87 rechtsgedingen werden ingesteld; 97 gerechtelijke beslissingen werden gevelde, waarbij voor 6,651,000 frank vergoedingen werden toegekend. Onder de gevelde gerechtelijke beslissingen vermelden wij het geval dat de onteigende 3,613,000 frank eischte en de rechtbank 658,000 frank toekende. In een hooger beroep verkreeg het Comité een vermindering van meer dan één miljoen op het bedrag der vergoedingen in eersten aanleg toegekend.

Deze feiten rechtvaardigen de oprichting en de werking van de Comité's van aankopen.

VIII. — Sekwesters. — Er werd geen enkele nieuwe storting voorzien ten bate van de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1935 en 1936 ten titel van de opbrengst van liquidatie der onder sekwester geplaatste Deutsche goederen.

De huidige stand der verrichtingen van toezicht en der aan den gang zijnde rechtstvorderingen laat toe te hopen dat er een nieuwe afnemings van 15 miljoen op deze opbrengsten zal kunnen worden ingeschreven in de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1937.

Indien deze storting kan geschieden, dan zal het totaal der definitief verworven vereffeningsopbrengsten stijgen van 668.5 miljoen tot 683.7 miljoen. Dit bedrag kwam ten goede aan de Schatkist naar rato van 580.1 miljoen frank en aan de Belgische schuldvaarders, die het voordeel van de artikelen 297 en 304 van het Verdrag van Versailles genieten, voor het overschot.

De parketten van Brussel en Antwerpen hebben in den loop van 1935 verder toezicht uitgeoefend over de beheersrekeningen van de sekwesters.

Te Brussel blijven er ongeveer 90 bundels te onderzoeken; de bijzondere dienst, die nog 6 bedienden telde, werd gebracht op 4 sedert 31 Augustus 1935.

Te Antwerpen blijven er nog 450 bundels te onderzoeken. Ten einde de controleverrichtingen te bespoedigen, werd een der bedienden, die werd afgedankt te Brussel, naar Antwerpen gestuurd.

Het bestuur der Domeinen heeft aan de Deutsche Regeering de laatste lijsten overgemaakt van de gesekwesteerde goederen die vatbaar zijn voor teruggave, bij toepassing der Belgisch-Deutsche overeenkomsten betreffende de oorlogssekwesters; deze lijsten omvatten 2,000 posten. Tot nog toe werden er ongeveer 1,000 aanvragen om teruggave ingediend door de belanghebbenden.

Thans zijn er nog 80 rechtsgedingen betreffende sekwesterszaken aanhangig bij de rechtbanken.

De Commissie vraagt dat deze sekwesterszaken zoo spoedig mogelijk zouden afgehandeld worden. Dient de Regeering geen bijzondere maatregelen te treffen om deze werkzaamheden en deze rechtsgedingen te bespoedigen ?

IX. — De inventaris der goederen van den Staat. — Dit boekdeel is verschenen. Het werk bewijst dat al de moeilijkheden, die tot nog toe onoverkomelijk waren, konden worden overwonnen. De Commissie heeft gevraagd welke de inzichten van de Regeering zijn voor het bijhouden van dezen inventaris in de komende jaren.

De Regeering antwoordt dat zij voornemens is de algemeene balans van den Staat, die voor de eerste maal werd opgemaakt op 31 December 1932, periodiek te maken. Zoo de technische moeilijkheden het niet beletten, ligt het in de bedoeling van de Regeering deze balans van jaar tot jaar bij te werken.

De Commissie dringt aan opdat deze bijwerking geschiede in den loop van dit jaar. De devaluatie van den frank wettigt dit aandrigen.

X. — Bedrijvigheid van den Dienst der Domeinen. — Verschillende leden der Commissie hebben een omstandig antwoord gevraagd op de opmerkingen en wenken van het verslag onzer Commissie over de begrooting van 's Lands Middelen (blz. 34).

Het bestuur antwoordt beknopt : Het overzicht der bedrijvigheid van de domeinen, aangehaald in het verslag van den heer Barnich, geeft een benaderend begrip van de groote verscheidenheid onzer werkzaamheden. Het lijkt nuttig dit overzicht aan te vullen en de aandacht te vestigen op andere belangrijke takken van dezen dienst.

1. Het belangrijk gedeelte der erflooze nalatenschappen;
2. De overvloedige reeks bundels betreffende invordering in zake bijdragen van de Nationale Vereeniging van nijveraars en handelaars.
3. De talrijke overeenkomsten met de groote steden voor militaire gronden, die aan hun bestemming werden onttrokken (bij voorbeeld in Groot-Antwerpen), voor het aanleggen van nieuwe wegen, de inrichting van nieuwe stadswijken en van suburbane wijken, de overwelving van de waterlopen (Woluwe en Zenne) de valorisatie van de duinen aan de kust, enz.

De rol die de ambtenaren van de domeinen in deze zaken moeten vervullen is dikwijls kiesch, eensdeels omdat de groote agglomeraties doorgaans over ruimen invloed beschikken; anderdeels, omdat de ambtenaren van financiën dikwijls alleen zijn om zich in te laten met de financieele zijde van de voorgestelde verrichtingen.

Het Bestuur van Domeinen is bovendien betrokken bij andere aanzienlijke zaken : de Algemeene Inventaris der Staatsgoederen die thans moet bijgehouden worden; de bepalingen van de inbrengen van den Staat bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, bij de regie van Telegrafie en Telefonie; de inrichting van de 57 diensten voor werkbemiddeling en werkloosheid; de ontelbare vestigingen van hypotheken van de A.N.I.C., enz.

Dat komt allemaal te voorschijn door de begrotingsontvangsten; deze maken, in werkelijkheid, maar een zeer gering gedeelte uit van de diensten der Domeinen.

Voor de aankopen en onteigeningen was een belangrijke vooruitgang verwezenlijkt door de stichting der Comités van Aankopen. (Zie hooger, bij de afdeeling VII).

Het Bestuur der Domeinen heeft ruim bijgedragen tot de groote vereffeningen van den na-oorlog : oorlogsbuit, stuks van het leger, artillerie-inrichting van Le Havre, 700,000 slecht gebakken kareelsteenen en ander materiaal van den

Dienst der verwoeste gewesten, barakken van het Koning-Albertfonds, schepen, booten, torpedobootten, slecht opgevatte en nog slechter opgebouwde tuinen.

De toevlucht tot agentschappen voor vaste goederen schijnt, volgens de administratie, zeer gevaarlijk te zijn.

XI. — Zelfstandigheid van den Dienst. — Wat de domaniale zelfstandigheid betreft in het verslag van den heer Barnich voortgesteld, past het te doen uitschijnen dat het Bestuur der Domeinen veel ouder is, dan dit van de Registratie. Zij werden samengevoegd wegens gemeenschappelijke studieprogramma's eensdeels; anderdeels wegens het bestaan van een zeer ruim documentatie-complex. Feitelijk zijn zij uiteraard ongelijk. Zooals de Commissie het volkomen begrepen heeft, vraagt de Registratie ambtenaren die aangepast zijn bij hun fiscale opdracht; het Domein zijnerzijds vergt zakenlui die rationeel weten in te richten; er dient aan toegevoegd dat die zakenlui zoowel als die van de Registratie uitgebreide rechtskennis moeten bezitten, daar hun opdracht ongeveer kan vergeleken worden bij die van den notaris, doch een notaris die zou betrokken zijn in zaken van aanzienlijk belang.

Het is een feit dat er altijd, wanneer de leeftijd en de dienstjaren van den ambtenaar het toelieten, een directeur-generaal voor de Registratie heeft bestaan en een directeur-generaal voor de Domeinen.

De Commissie keurt het verslag eenparig goed en stelt eenparig voor de Begroting van Financiën aan te nemen.

De Verslaggever,
C. VAN OVERBERGH.

De Voorzitter,
A. LABOULLE.

BIJLAGE**Leeningen gewaarborgd door den Staat,**

Kapitaal in omloop
op 31 December 1935.

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen :

Gewaarborgde bons 5 t. h. op 5 jaar	fr. fr.	221,172,000
<i>Paleis voor Schoone Kunsten</i> : 4 t. h.	fr.	41,700,000
<i>Buurtspoorwegen</i> : 2 1/2 t. h. van 1885	fr.	21,608,160
3 t. h. Januari-Juli	fr.	1,180,316,500
3 t. h. Mei-November		131,902,900

Waterbedeeling :

Nieuw kapitaal 4 t. h.	fr.	96,753,300
Niet geconverteerd kapitaal 5 t. h.		3,144,000

Linker Schelde-oever :

Eerste leening geconverteerd aan 4.25 t. h.	fr.	234,429,000
niet geconverteerd aan 5 t. h.	fr.	15,571,000
Tweede leening aan 4.25 t.h.	fr.	160,000,000
Kasbons aan 4.25 t. h.	fr.	20,000,000

<i>N.I.R.</i>	fr.	3,930,000
-------------------------	-----	-----------

Regie der T. T. :

Buitenlandsche leening	Nederl. gulden.	15,000,000
Leening 300,000,000 frank	fr.	300,000,000
Kasbons op 6 maanden	fr.	50,000,000

<i>Groot-Hertogdom Luxemburg</i>	fr.	178,118,000
--	-----	-------------

Als tegenwaarde van dezen post bestaat er bij de Nationale Bank een rekening, geopend overeenkomstig de Conventie van 23 Mei 1935, waarvan het actief bedraagt :

in species	fr.	82,758,876 75
in geünifieerde titels, 2 ^e reeks, 4 t. h.		54,312,400 »
in 6 t. h. Groot-Hertogdom		10,000,000 »

<i>Schatkistbons Belgisch-Congo</i>	fr.	140,000,000
	Nederl. gulden.	25,000,000

Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid :

Leening 3.5 t. h.	fr.	225,000,000
— 4 t. h.	fr.	107,960,000
— 4.5 t. h.	fr.	304,209,000
— 5 t. h.	fr.	408,538,000
— 5.5 t. h.	fr.	3,000,000
— 6 t. h.	fr.	4,727,000
Obligaties 3 t. h., koninklijk besluit van 22 Augustus 1934	fr.	1,802,961,000
Obligaties 4 t. h., koninklijk besluit n ^o 144 van 18 Maart 1935	fr.	42,455,000
<i>Intercommunale bruxelloise des eaux</i>	fr.	23,990,000
<i>Aanvullende leening (Intercommunale bruxelloise des eaux)</i>	fr.	558,350
<i>Bond der Groote Gezinnen</i>	fr.	2,858,600
<i>Sabena</i>	fr.	23,180,000